

DOCUMENTS BIOGRAPHIQUES

SUR

J.-F. Reubell

(1747-1807)

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Raymond GUYOT

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

AGRÉGÉ D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

ANCIEN PENSIONNAIRE DE LA FONDATION THIERS

TOURS

IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES

6, RUE GAMBETTA, 6

1911

DOCUMENTS BIOGRAPHIQUES

SUR

J.-F. Reubell

(1747-1807)



Digitized by the Internet Archive
in 2026



J. REWBELL.

*Membre du Directoire Exécutif.
né à Colmar, en 1746.*

DOCUMENTS BIOGRAPHIQUES

SUR

J.-F. Reubell

(1747-1807)

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

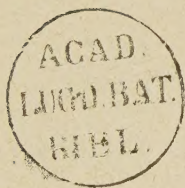
PAR .

Raymond GUYOT

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

AGRÉGÉ D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

ANCIEN PENSIONNAIRE DE LA FONDATION THIERS



TOURS

IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES

6, RUE GAMBETTA, 6

1911

A Monsieur André WALTZ

Hommage

de profonde gratitude

et de respectueuse amitié.

R. G.

PRÉFACE

En février 1904, M. Maurice Tourneux terminait une communication à la Société d'histoire moderne sur *les Sources biographiques imprimées de la période révolutionnaire à Paris* par cette conclusion mélancolique : « Le vaste répertoire qui présenterait, avec des références de toute nature, le *curriculum vitæ* de tous les acteurs du grand drame, nous ne l'aurons pas sans doute d'ici à fort longtemps, sinon même jamais. »

Il est certain qu'un pareil recueil, dont l'utilité est évidente et l'apparition infiniment désirable, ne pourra être entrepris que lorsque des études partielles nombreuses auront été achevées, avec une méthode critique suffisante. C'est le sentiment de cette nécessité, autant peut-être que le bon accueil fait par le public à ces sortes de travaux, qui a sans doute motivé l'apparition depuis quelques années, d'un assez grand nombre de biographies individuelles des acteurs principaux ou secondaires du « grand drame ».

En étudiant la politique extérieure du Directoire, j'avais été amené à m'occuper spécialement de Reubell, qui est le principal représentant de cette politique, et qui de 1795 à 1799 a exercé dans le gouvernement de

notre pays une influence assez grande pour qu'il y ait intérêt à connaître d'un peu près sa vie, son caractère et ses idées. Ce n'est pas, à coup sûr, un personnage de tout premier rang : il n'a eu, pour tenir une place importante dans la littérature historique de la Révolution ni les qualités tout à fait éminentes, ni les vices éclatants, ni la tragique destinée qui ont valu à d'autres d'échapper pour longtemps à l'oubli. Pourtant, ses capacités d'homme d'affaires, son caractère brusque, mais sincère, une volonté opiniâtre, une tournure d'esprit assez originale, un langage parfois mordant et ironique, le distinguent encore de la plupart des hommes politiques, parfois assez médiocres, qui du 9 thermidor au 18 brumaire ont dirigé les affaires de la France. Napoléon lui dit un jour que dans le Directoire il était le seul qui fût à sa place. Moins connu que Carnot ou Barras, il est aussi digne d'attention que le premier, et sûrement bien plus que le second. J'avais donc pensé d'abord à écrire une courte biographie de Reubell, propre à compléter l'ouvrage que je publie en même temps sur la diplomatie du Directoire. Mais les volumes déjà consacrés à raconter la vie des hommes politiques de la Révolution ont fait apercevoir les inconvénients de ce genre d'études, et j'ai craint de ne pouvoir y échapper. De telles publications sont nécessairement ou incomplètes et sans profondeur, ou beaucoup trop étendues ; rarement leur utilité correspond aux efforts de recherche, de critique et de composition qu'elles ont exigés. Il paraît donc préférable, hormis le cas des personnages ayant eu une prépondé-

rance personnelle indéniable, de choisir un autre cadre de travail.

Il m'a semblé qu'aux récits biographiques proprement dits, on pourrait le plus souvent substituer avec avantage de courtes notices suivies chacune d'un recueil ou même d'un simple inventaire des documents imprimés ou manuscrits qui s'y rapportent. Chacun des personnages de l'histoire révolutionnaire (membres des assemblées, ministres, généraux, orateurs, etc.), aurait ainsi une espèce de dossier, facilement accessible et composé de pièces authentiques (actes publics, correspondances, pièces d'état-civil), analysées avec soin, munies de références, et propres à fonder un jugement équitable. Quelques tentatives ont été faites en ce sens autrefois, par exemple par Taillandier dans ses *Documents biographiques sur Daunou*, parus en 1841 ; on ne les a guère renouvelées depuis. J'ai cru néanmoins pouvoir, à propos de Reubell, non certes donner le modèle des recueils qu'il faudrait faire, mais tenter l'essai de ce qu'on pourrait entreprendre en ce genre.

*
* *

On trouvera d'abord un *précis chronologique* où j'ai rassemblé en quelques pages sur la vie privée et publique de Reubell les renseignements les plus exacts que j'ai pu trouver, sans entrer aucunement dans le détail des événements historiques auxquels il a pris part. J'ai fait figurer à la suite de cette notice l'analyse détaillée de celles parues antérieurement qui m'ont été

accessibles (§ I^{er}). On en trouvera seize, d'origine diverse, tirées surtout des dictionnaires et recueils de l'usage le plus courant. La comparaison de ces notices a, je crois, un certain intérêt général : cinq articles seulement (dont un inédit) ont une valeur originale (n^{os} 2, 3, 4, 6, 13) : huit transcrivent ou compilent des articles antérieurs (n^{os} 5, 7, 8, 9, 11, 12, 15, 16) et de ce nombre cependant plusieurs sont empruntés à des ouvrages généralement estimés ; un est fantaisiste (n^o 1) ; deux seulement (n^{os} 10 et 14) paraissent le résultat d'un travail critique.

Le § II est consacré à la *généalogie* de Reubell ; le § III à sa carrière avant 1789, comme avocat et notaire.

Avec le § IV (*États généraux et Constituante*), commence son rôle politique, étudié non seulement dans le procès-verbal de l'Assemblée et dans les journaux, mais dans les documents manuscrits des Archives nationales et dans divers ouvrages imprimés, ainsi qu'aux Archives de la Haute-Alsace.

Le § V (*Reubell procureur général-syndic du Haut-Rhin*) est presque entièrement relatif à l'histoire de ce département en 1791 et 1792, et la plupart des pièces analysées sont extraites des Archives de Colmar.

Il y a surtout des correspondances émanées de Reubell dans le § VI (*Convention nationale*), son rôle dans l'Assemblée même étant assez effacé à raison des missions qui lui furent confiées et de son rôle au Comité de Salut public en l'an 3.

Dans le § VII (*Conseil des Cinq Cents et Directoire*)

il a été nécessaire de faire un choix parmi les documents analysés ou inventoriés. Tout ce qui concerne les relations extérieures, c'est-à-dire le plus grand nombre des documents émanés de Reubell pendant cette période, a été laissé de côté. Étudiant spécialement, dans *le Directoire et la paix de l'Europe*, l'ensemble de la politique étrangère du Directoire, je me permets de renvoyer à ce travail, où les traces de l'activité personnelle de Reubell seront aisées à relever au moyen de l'index alphabétique et des références. On ne trouvera donc ici que les documents relatifs à son rôle dans la politique générale et dans certaines parties de l'administration, ainsi qu'à ses relations personnelles.

Le § VIII est consacré à la fin de la carrière politique de Reubell et à ses dernières années (1799-1807). J'y ai rassemblé tous les documents qui m'ont paru propres à faire la lumière sur les accusations de vénalité dont il a été l'objet, en même temps que ses anciens collègues La Revellière et Merlin, son beau-frère Rapinat, et beaucoup d'autres qu'on lui attribuait comme parents, par exemple Ritter, Mengaud et le général Schérer. Quelques pièces se rapportent à son frère Henri et à ses deux fils. Le recueil se termine (§ IX) par une liste des portraits de Reubell qu'il m'a été possible de voir, et qui est probablement très incomplète. Un de ces portraits (n° 526) est reproduit ci-dessus.

Je n'ai pas cru devoir employer toujours un même procédé d'analyse ou de citation pour toutes les sources d'information mentionnées dans ce recueil.

En général, j'ai réduit au minimum l'énoncé des

sources imprimées, renvoyant toutes les fois que cela était possible aux tables alphabétiques des ouvrages indiqués, ou bien aux passages à consulter ; les livres qui ne se rapportent qu'indirectement au sujet, surtout lorsqu'il s'agit de travaux de seconde main, sont quelquefois mentionnés par leurs titres seulement. Au contraire, l'analyse des pièces manuscrites inédites a été faite la plupart du temps avec quelque détail, et même des extraits plus ou moins étendus y ont été insérés toutes les fois que cela paraissait utile pour élucider un point controversé (surtout au § VIII).

Les sources de toute nature étant peu nombreuses dans les trois premiers paragraphes, les imprimés et les manuscrits n'y ont pas été séparés. Il en est autrement à partir du § IV jusqu'au § VIII inclusivement. Sauf au § VII où elles étaient plus abondantes, les sources imprimées sont réunies sous une même rubrique pour tout le paragraphe ; les manuscrits au contraire ont dû être répartis en sections, d'après les matières principales qui y sont traitées.

*
* * *

Je ne pense pas que l'utilité de ce recueil pour la biographie proprement dite de Reubell ait besoin d'être développée. Le lecteur en jugera lui-même. Mais on me permettra sans doute de dire en quoi il me semble que l'histoire générale de la Révolution peut y être intéressée. Quelques-uns des documents catalogués ou analysés ici pourraient aider à l'étude de certains faits d'en-

semble et non plus seulement d'un individu. Tels sont par exemple ceux qui regardent l'affaire des corvées de Riquewihl (n^{os} 43 et suivants), le comité des Recherches de l'Assemblée constituante (n^{os} 130 et suivants) et la question des droits politiques des Juifs (n^{os} 148 et suiv.) ; les numéros 198 et 205, qui touchent à l'histoire de la législation contre les réfractaires et aux origines de la théorie des « limites naturelles » ; le n^o 215 qui est le point de départ — inconnu je crois — de l'intervention de 1798, en Suisse ; telles sont encore les pièces n^{os} 249 à 289 sur les dernières opérations diplomatiques du Comité de Salut public, le n^o 349 qui prouve l'existence, dès germinal an 5, d'un projet de coup d'État analogue à celui de fructidor, mais sans mesures de déportation ; les n^{os} 463 et 464 qui donnent quelques renseignements inédits sur Bonaparte en 1804 et sur son attitude envers les républicains impénitents ; enfin les n^{os} 465 à 493 qui en détruisant la légende des millions de Reubell, viennent confirmer les soupçons conçus déjà par quelques historiens quant à la valeur des accusations d'improbité qu'on a portées, sans distinction de personnes, sur tous les membres du Directoire.

*
* *

Une énumération détaillée des fonds d'archives où j'ai fait des recherches serait inutile, même à ceux qui pourraient vouloir en entreprendre de semblables ; la direction à donner aux investigations dépend évidem-

ment avant tout du personnage dont on s'occupe. On trouvera dans le cours du recueil l'indication précise du lieu où se trouve chacun des documents cités.

La plus grande partie vient des Archives Nationales, des Archives de la Haute-Alsace et de la Bibliothèque de Colmar ; un certain nombre sont extraits des Archives de la Guerre et des Affaires Étrangères, des Archives de la ville de Colmar, des archives notariales de la même ville et de quelques collections particulières. M^{me} de Cendrecourt et M. J.-J. Reubell, descendants du Directeur, n'ont à peu près rien conservé de ses papiers ; ils m'ont obligeamment communiqué les quelques souvenirs qui leur ont été transmis. Les documents et les lettres provenant des portefeuilles de Reubell que j'ai pu utiliser font partie de la collection H. B. à Londres. J'ai vainement tenté de pénétrer dans plusieurs dépôts d'archives notariales de Paris ; j'ai fait des recherches inutiles aux Archives et à la Préfecture de la Seine. Le directeur de l'enregistrement de ce département, à qui j'ai adressé une demande de renseignements, ne m'a pas fait de réponse.

Je ne saurais terminer cette préface sans témoigner de ma reconnaissance pour tous les collaborateurs bénévoles qui m'ont permis de conduire à bonne fin mon travail, entrepris depuis plusieurs années. Les nommer tous ici serait impossible, et offenserait leur modestie. Mais je ne saurais me priver du plaisir de remercier particulièrement M. André Waltz, bibliothécaire de la ville de Colmar, de qui je puis dire sans exagération que ce livre n'existerait pas sans lui, M. Charles Lévy,

M. le chanoine A.-M.-P. Ingold et M. Rodolphe Reuss. Ils me permettront de penser qu'il y a eu, dans leur empressement à seconder mes recherches, un sentiment infiniment supérieur au désir de m'être personnellement agréables ou utiles, c'est cette fidélité inébranlable aux souvenirs du passé, qui réunit si vite et si puissamment, entre Rhin et Vosges, les hommes de toutes les professions, de tous les âges et de toutes les croyances.

NOTE SUR L'ORTHOGRAPHE DU NOM DE REUBELL.

L'orthographe correcte ne peut faire de doute. Le père du directeur signait REUBELL; lui-même et ses descendants, dont un est vivant et habite Paris, ont conservé la même graphie. Mais la prononciation colmarienne, à peu près équivalente à *Reu-i-b'l* ou *Rè-i-b'l*, a été transcrite de diverses manières dans les actes publics, de sorte que plusieurs familles ayant la même origine que celle de Reubell écrivent leur nom différemment. On trouve, à Schélestadt en particulier et à Strasbourg, des Rebell, Reybel, Reibel, Reibell (cette dernière forme étant la plus répandue). Même après que les prescriptions du code Napoléon sur la tenue des registres de l'état civil eurent habitué le public à surveiller l'orthographe des noms de famille, on faisait encore la confusion. En 1826, le préfet du Cantal, baron Sers, ancien préfet du Haut-Rhin, qui avait épousé une demoiselle Reibell de Strasbourg, fut dénoncé par le journal *l'Aristarque* comme « gendre du trop fameux Reubell », et crut devoir écrire au secrétaire particulier du ministre de l'Intérieur pour réfuter cette « calomnie » (Papiers du baron Sers).

La plupart des documents alsaciens contemporains, imprimés ou manuscrits, donnent une orthographe correcte.

Le *Messenger boiteux* par exemple, ou l'*Almanach d'Al-*

sace, de même que la *Strassburger Zeitung* écrivent *Reubel* ou *Reubell*. Pas un ne donne la forme *Rewbell*, qui se trouve dans presque toutes les pièces écrites ou imprimées hors d'Alsace, et spécialement à Paris. Les journaux, les procès-verbaux des assemblées, même l'imprimerie nationale dans les *opinions* imprimées de Reubell adoptent le plus souvent le W, qui a été conservé par la plupart des historiens et même des contemporains, comme par exemple La Revellière dans ses *Mémoires*. S'il valait la peine de rechercher les motifs de cette substitution, on pourrait se demander si elle ne provient pas d'une fausse analogie avec la prononciation adoptée en France, au xviii^e siècle, pour la diphtongue anglaise *ew*. On prononçait *Neuton* en écrivant *Newton*; on a écrit *Rewbell* en prononçant Reubell. Il est à noter que la diphtongue allemande *au* est couramment transcrite *aw*, dès le xvii^e siècle. On écrit *Brisgaw*, *Sundgaw*, *Andlaw*, *Araw*. Le *Dictionnaire géographique portatif* de Vosgien (1775) transcrit même Neusohl en *New Zoll*, et Neuenahr en *Newenahr*.

PRÉCIS CHRONOLOGIQUE

Jean-François Reubell est né à Colmar, le 6 octobre 1747. Il était le sixième enfant (sur onze) de Jean Reubell de Schélestadt, avocat secrétaire interprète, puis notaire royal au Conseil souverain d'Alsace, et de Domitille Simmottel, fille d'un procureur. La famille était anciennement établie dans le pays, puisque Reubell devenu Directeur citait comme ayant vécu en Alsace une quadrisaïeule de son aïeul ¹. On ne sait rien de sa jeunesse. Il passe pour avoir étudié le droit public à Strasbourg, où son père avait suivi déjà les cours de l'Université. Il fut reçu au barreau de Colmar en 1776, avocat de son ordre en 1775, syndic de 1776 à 1778, bâtonnier en 1782-83 et en 1789 ². Sauf une courte période où il essaya du notariat (1772-74), il ne cessa d'exercer la profession d'avocat jusqu'à la Révolution, et partagea vivement les ressentiments de ses confrères contre les magistrats de la cour souveraine. Il plaida une importante affaire qui établit sa réputation : le procès des communautés du comté de Horbourg et de Riquewihr contre le duc de Wurtemberg, leur seigneur, qui avait voulu augmenter le nombre des corvées dues par ses vassaux selon l'usage et les titres. La contestation dura de 1769 à 1785; elle fut résolue au profit des communautés par arrêt du Conseil du 13 janvier 1786 ³. Reubell se maria le 16 octobre 1775 avec Marie

1. Nos 17 à 27.

2. Nos 31 à 42.

3. Nos 43 à 51.

Anne Mouhat, fille d'un procureur au Conseil, nièce du curé de Delle, belle-sœur et cousine d'avocats. Elle lui donna deux fils, Jean-Jacques, né en 1777, et François-Xavier, né en 1780. Jean-François Reubell n'avait que très peu de fortune en se mariant, de même que sa femme. A la veille de la Révolution, ils semblent avoir joui de quelque aisance¹.

Aux élections de 1789 pour les états généraux, il fut élu, le 2 avril, au second rang, député du tiers état des bailliages réunis de Colmar et de Schélestadt. L'élection n'était pas très régulière, car les officiers non nobles du Conseil Souverain auraient dû prendre part à l'assemblée électorale des dix villes ci-devant impériales (dont Colmar faisait partie), et non à celle des districts réunis ; mais le roi passa condamnation sur cette irrégularité. Reubell emporta à Versailles les cahiers de la plupart des paroisses de son ressort. Il logea rue de Montboron, 19, dans la même maison que ses collègues alsaciens, Hermann, Pflieger, Lavie et Guittard².

A l'assemblée³, il compta parmi les patriotes avancés, et dès le 8 mai annonçait que le tiers-état serait peut-être obligé de se passer du clergé et de la noblesse. C'est lui qui obtint, le 25 juillet 1789, la formation du comité des recherches, et il en fut nommé membre⁴. Il applaudit aux décrets du 4 août⁵, et fut l'adversaire du pouvoir royal en toute circonstance ; proposa des mesures sévères contre les parlements qui résistaient à l'Assemblée⁶, voulut faire refuser au roi le droit de paix et de guerre, parla souvent contre les émigrés et les prêtres réfractaires, proposa des impôts somptuaires et un emprunt forcé⁷. Président de l'Assemblée le 25 avril 1791, il fut

1. Nos 28 à 30, 52 à 57, 3, 6, 451, 463 et 466.

2. Nos 58 à 92.

3. Nos 93 à 113.

4. Nos 114 et 130 à 140.

5. N° 97.

6. N° 121.

7. N° 104.

le principal auteur du décret du 15 mai 1791 qui admettait aux droits politiques, dans les colonies des Antilles, les hommes de couleur de condition libre¹. Mais il n'était alors ni républicain ni démocrate, bien qu'un pamphlet le traite d'« Erostrate »² et que le modéré Duquesnoy le nomme à côté de Robespierre parmi la « horde turbulente d'avocats »³. Il proposa de fixer à une once d'argent le cens électoral des citoyens actifs, d'admettre la réélection des Constituants à la Législative, et si après la fuite de Varennes il parla de mettre en jugement le Roi, il refusa de s'associer aux propositions de déchéance faites par une partie des Jacobins. Il avait fait partie du club depuis octobre 1790 au moins, mais il le quitta lors de l'affaire du Champ de Mars et n'y revint plus⁴. On remarqua surtout, à l'époque, son obstination à refuser aux Juifs d'Alsace les droits de citoyen⁵. Il ne put empêcher le vote final du décret, et eut à ce sujet une polémique avec Camille Desmoulins qui fit quelque bruit⁶, mais il parvint à faire décider en même temps la liquidation des créances juives.

Avant la séparation de la Constituante, Reubell avait été très vivement attaqué en Alsace par les adversaires de la Révolution. On l'accusait à Colmar d'avoir inspiré les décrets de suppression des Parlements, qui avaient enlevé à la ville son prestige de capitale judiciaire de la province ; en septembre 1790, des jeunes gens appartenant à la compagnie de chasseurs de la garde nationale voulurent incendier sa maison pour ce motif⁷, inexact d'ailleurs, car Reubell avait au contraire essayé de faire excepter de la suppression la chambre criminelle du

1. N° 111.

2. N° 100.

3. N° 108.

4. N° 113.

5. Nos 148 à 177.

6. N° 167.

7. Nos 143 et 144.

Conseil Souverain¹. On lui reprochait aussi de s'être enrichi des libéralités du duc d'Orléans, parce qu'il avait défendu à l'Assemblée les droits éventuels de ce prince à la couronne². Reubell ayant acheté en avril et juin 1791 deux lopins de terre à Colmar, et de compte à demi avec Rapinat, beau-frère de sa femme, un prieuré de l'abbaye de Munster à Sigolsheim, on vit dans ces acquisitions la preuve qu'il avait trafiqué de son mandat³. Mais les Jacobins le défendirent⁴, et son animosité contre les juifs, conforme aux sentiments de la majorité de la population, lui profita auprès des électeurs, et il fut élu dès mai 1790 procureur général-syndic du Haut-Rhin.

De la fin d'octobre 1791 au 15 septembre 1792 il exerça ces fonctions, sans s'adonner spécialement au détail de l'administration qu'il abandonnait à un suppléant, mais en s'occupant tout particulièrement de l'exécution des lois sur la constitution civile du clergé et de la défense de la frontière⁵. Il devança le décret de la Législative du 29 novembre 1791 en faisant établir le 2 novembre par un arrêté du département la déportation à l'intérieur des prêtres insermentés, et sa lettre du 15 novembre aux députés du Haut-Rhin semble avoir eu de l'influence sur le vote⁶. « Il n'y a rien au-dessus de la malice des prêtres, si ce n'est votre patriotisme » écrit-il au général Luckner⁷. Sa rigueur sur ce sujet lui valut d'être traité de *Néronet* dans de nombreux écrits favorables aux insermentés⁸. Dans la préparation de la défense nationale, il rendit beaucoup de services, et même il proposa le 4 décembre 1791 une guerre offensive et la conquête de

1. N° 117.

2. N°s 100 et 101.

3. N°s 183 et 467 à 469.

4. N° 146.

5. N°s 178 à 221.

6. N°s 181 et 198 à 200.

7. N° 209.

8. N°s 180 et 183.

la rive gauche du Rhin¹. En juin 1792, il apaisa une révolte grave de soldats à Neuf-Brisach et se rendit à Bâle pour surveiller la neutralité des Suisses sur ce point de la frontière². Après le 10 août, il fut désigné pour assurer dans le département du Haut-Rhin l'obéissance des troupes aux ordres du conseil exécutif provisoire³. Au retour de cette mission, il fut nommé député à la Convention, le premier de la liste, le 2 septembre 1792⁴.

Reubell revint à Paris avec des convictions républicaines très nettes, auxquelles il ne renonça plus. Bientôt il se désignera lui-même comme « un bon b... de Montagnard »⁵. Il appuya énergiquement la proposition de punir de mort quiconque proposerait le rétablissement de la royauté, et lorsque la mise en jugement de Louis XVI fut décidée, c'est lui qui fit inscrire parmi les chefs d'accusation la correspondance secrète avec les ennemis de la nation. Il fit partie du comité de la guerre et du comité diplomatique avec les Girondins, dont il appuya les attaques contre la commune de Paris⁶. A la fin de novembre 1792, il partit en mission à l'armée du Rhin, contribua beaucoup à la formation de la Convention rhéno-germanique et à la réunion de Mayence à la République, puis il s'enferma dans cette ville assiégée par les Prussiens et les Autrichiens⁷. Il resta naturellement étranger aux votes du procès de Louis XVI et à la mise en accusation des Girondins. Seulement il écrivit à la Convention dès le 6 janvier 1793, avec ses collègues Merlin (de Thionville) et Haussmann, non pour approuver une condamnation qui n'avait pas eu lieu encore, mais pour s'indigner qu'elle tardât si longtemps⁸. Après

1. N^{os} 205, 210 et 213.

2. N^{os} 214 et 215.

3. N^{os} 216 à 221.

4. N^o 222.

5. N^o 230.

6. N^{os} 404 et 223.

7. N^{os} 228 à 234, 242 à 248.

8. N^o 229.

la capitulation de Mayence, décidée régulièrement par le conseil de défense, Reubell et Merlin furent accusés, non de dilapidations, mais d'avoir cessé trop tôt la résistance. Reubell s'expliqua devant la Convention et obtint un vote l'absolvant de tout reproche le 17 août 1793. Par un décret du même jour, il fut chargé de conduire l'armée de Mayence contre les rebelles de la Vendée¹. Il appuya les généraux de carrière comme Kléber et Canclaux contre Ronsin et Rossignol, et accusa ces derniers dans une lettre célèbre à Barère². Il n'obtint pas satisfaction et fut rappelé, mais non inquiété (13-25 septembre 1793). Depuis ce moment jusqu'au 9 thermidor, il ne prit plus la parole dans la Convention qu'à de rares intervalles, surtout en faveur des réfugiés de Mayence, et il fut tenu à l'écart des comités et des missions.

Au 9 thermidor, d'après son propre récit³, Reubell aurait empêché à lui seul le commandant des insurgés fidèles à Robespierre, Hanriot, de se saisir du poste des Tuileries et d'entrer dans la Convention. Après la chute du « tyran » il prit tout de suite un rôle important, entra au Comité de Sûreté générale le 15 vendémiaire an 3, devint président de la Convention le 16 frimaire, membre du Comité de la Guerre le 18 pluviôse, du Comité de Salut public du 15 ventôse au 15 messidor, et fut réélu après l'intervalle obligatoire d'un mois le 15 thermidor. Il fit encore partie des Comités des Finances et militaire⁴. La faveur que lui accordaient les thermidoriens tenait à sa conduite envers les Jacobins, qu'il dénonça très vivement à plusieurs reprises, et dont il fit fermer le club le 23 brumaire an 3. Mais il ne fut pas un réacteur aveugle, et il s'opposa plusieurs fois, sans succès du reste, au rap-

1. N° 223 a.

2. N° 223.

3. N° 450.

4. N° 223.

pel des Girondins proscrits, dont il craignait les ressentiments et les vengeances. Dans les derniers mois de la Convention, il s'occupa spécialement des finances, qu'il fit réorganiser par le décret du 3 messidor an 3, et surtout des affaires étrangères. Il présida, avec Sieyès et Merlin, à la conclusion du traité de Bâle entre la France et la Prusse¹, et il accompagna Sieyès dans sa mission en Hollande, qui aboutit au traité franco-batave du 28 floréal². Il fut aussi chargé d'une mission secrète à Bâle, que les événements militaires du début de l'an 5 rendirent inutile³. Quand la Convention, avant de se séparer, voulut abolir la peine de mort, il fit renvoyer l'exécution de cette mesure à la paix générale, en remarquant, au milieu des rires et des applaudissements, qu'é c'était aux royalistes à commencer⁴.

Depuis son retour de Vendée, Reubell s'était établi à demeure à Paris, rue de l'Université⁵, avec sa femme et son second fils, qui l'avait accompagné à l'armée des côtes de Brest⁶, tandis que l'aîné servait comme capitaine à l'armée du Rhin. On lui fit plus tard la réputation d'avoir placé une foule de parents et d'alliés. On ne voit guère à cette époque que son beau-frère Maas, ancien secrétaire interprète à Colmar, qui soit dans ce cas : il devint traducteur à l'agence de l'envoi des lois, puis au Comité de Salut public⁷. Mais Reubell protégea plusieurs de ses amis contre la persécution politique. Une tradition de famille assure que Valentin Wilhelm, plus tard député aux Cinq-Cents, fut sauvé par lui de la guillotine⁸, et André (du Bas-Rhin), poursuivi après le 9 thermidor,

1. N^{os} 226, 262, 240.

2. N^{os} 239, 249, 250 à 261, 263 à 265.

3. N^{os} 238, 238 a, 240, 266 à 288.

4. N^o 104.

5. *Almanach national* de l'an 7.

6. N^o 503.

7. N^{os} 511 à 513.

8. Renseignement fourni par M. Georges Spetz, petit-neveu de Wilhelm.

cessa d'être inquiété grâce à son intervention¹. Par contre, il ne cessa d'encourager, notamment en Alsace, les rigueurs contre les émigrés et le clergé réfractaire, et il refusa la radiation d'une émigrée à Merlin (de Thionville), son ami et compagnon de Mayence².

Reubell, par son rôle à la fin de la Convention, avait acquis assez de notoriété pour être désigné par 18 départements comme membre du Corps législatif de l'an 4³. Il opta pour le Haut-Rhin et entra au Conseil des Cinq-Cents, pour être aussitôt après élu au Directoire exécutif, le troisième des cinq membres. Le sort le désigna pour être, pendant trois mois, le premier président du nouveau gouvernement. Il y joua un grand rôle. Au début, il s'occupa tout à la fois des finances et des relations extérieures, mais il n'assuma pas, quoi qu'en ait dit son collègue La Revellière, la charge de surveiller en permanence ces deux départements, en y joignant encore celui de la justice. Il ne se réserva spécialement que les affaires étrangères, jusqu'au moment où, après le 18 fructidor, deux anciens membres de la section des relations extérieures du Comité de Salut public, Merlin (de Douai) et Treilhard, entrèrent au Directoire et partagèrent avec lui la direction de notre diplomatie. En matière d'administration, il se chargea des nominations de fonctionnaires dans 18 départements de l'Est de la France⁴.

Dans la lutte des partis, il se rangea du côté des républicains, sans cependant abdiquer son ancienne hostilité contre les démocrates « anarchistes ». Après la découverte du complot royaliste de Duverne de Praile et les élections de l'an 5, il fut sans doute le premier à penser au coup d'état et prépara dès germinal la loi qui cassait les élec-

1. N° 6.

2. N° 230.

3. N° 241.

4. N° 347.

tions et mettait la presse en bride¹. Il forma le fameux « triumvirat » avec Barras et La Revellière, et bien qu'il eût éprouvé, au dernier moment, de graves scrupules, il fut l'un des auteurs du 18 fructidor². On a prétendu plus tard que Reubell aurait alors offert à Barthélemy sa liberté en échange de sa démission, mais le fait n'est pas suffisamment prouvé³. Bien que son fils aîné se soit vanté, après la Restauration, d'avoir obtenu de lui la rentrée en France de nombreux émigrés, Reubell tint sévèrement la main à l'exécution des lois de fructidor, surtout contre les prêtres⁴. Son caractère méfiant lui faisait soupçonner de duplicité à ce sujet jusqu'aux membres du gouvernement, entre autres son collègue Barras et le ministre Talleyrand.

Dans la politique extérieure⁵, il s'attacha toujours invinciblement à conserver pour la France les pays de la rive gauche du Rhin, fidèle en cela au serment qu'en 1793 il avait fait en quittant Mayence. Il fut pour cette raison hostile à la politique italienne de Bonaparte, et vota contre le traité de Léoben. Lorsqu'en juin 1797 des négociations de paix s'engagèrent à Lille avec l'Angleterre, il ne s'y prêta qu'avec beaucoup de méfiance, et il se persuada bientôt que le plénipotentiaire Maret, ainsi que son propre collègue au Directoire, Barthélemy, étaient d'accord secrètement avec les Anglais. Cette conviction, qui n'était pas entièrement erronée, amena le changement des plénipotentiaires et la rupture des conférences après le coup d'État.

Les entreprises de conquête et de propagande qui eurent lieu en l'an 6 et en l'an 7 ne reçurent pas toutes éga-

1. N° 349.

2. N° 302 à 308, 320 et 324, 325, 388.

3. N° 327.

4. N° 428 à 436, 501.

5. Voir notre ouvrage sur *Le Directoire et la paix de l'Europe*.

lement l'approbation de Reubell. Il encouragea les vues de Bonaparte sur la Suisse et c'est son ami le Bâlois Ochs qui rédigea la constitution helvétique ; il fit confier le poste de commissaire en Suisse à Rapinat¹, beau-frère de sa femme, qui s'y conduisit très honnêtement, mais prit des mesures tyranniques et devint fâcheusement célèbre, surtout à cause de son nom. En Italie, il prêta les mains à la formation de la république romaine, mais il fut hostile à l'établissement de celle que Championnet fonda à Naples, et il fit traduire ce général en Conseil de guerre pour faits de pillage et d'insubordination. Il ne paraît pas avoir été favorable à l'expédition d'Egypte, et tint tête à Bonaparte là-dessus, mais pas assez énergiquement pour l'empêcher de partir². Il dirigea avec quelque succès la conduite des négociations de Rastatt, mais il ne sut pas entraver la reconstitution de la coalition. Le sort l'exclut du Directoire le 20 floréal an 7. A ce moment, il avait cessé d'y conserver l'influence prépondérante qu'on lui reconnaissait dans les premières années ; son état de santé, qui l'avait obligé de suspendre ses fonctions pendant un mois en thermidor an 6, fut sans doute pour quelque chose dans ce changement³.

Reubell entra au Conseil des Anciens en sortant du Directoire ; le département du Haut-Rhin l'avait élu le 23 germinal an 7, ainsi que le Bas-Rhin et la Moselle⁴. Peu de temps après, lorsque la majorité du Directoire fut changée par la crise du 30 prairial, Reubell devint l'objet d'attaques extrêmement violentes dans la presse, dans les assemblées et dans le public. On l'accusait d'avoir gagné des millions par des moyens illicites, et on lui attribuait des propriétés immenses et des réserves d'argent

1. Nos 449, 514 et 515.

2. N° 450.

3. Nos 421 à 425.

4. N° 435.

fabuleuses dans les endroits les plus divers. Rapinat et l'ex-ministre Schérer, que l'on croyait parent de Reubell, furent enveloppés dans ces accusations, ainsi que Merlin et La Revellière¹. Reubell se défendit hautement, et demanda toujours en vain qu'on précisât les concussions qui lui étaient reprochées. Les dénonciations furent admises par le Conseil des Cinq-Cents. Reubell ne put obtenir du Directoire la communication des pièces diplomatiques dont il comptait appuyer sa défense²; il plaida sa cause en termes généraux, et la mise en accusation fut rejetée, le 2 fructidor an 7³.

Ces attaques relatives à la probité de l'ancien Directeur étaient sans fondement⁴. Il paraît seulement certain qu'il avait un penchant assez marqué à la lésinerie; quand il quitta le Luxembourg, on remarqua que des pièces en porcelaine appartenant au garde-meuble avaient été emportées; Reubell les restitua et s'excusa sur une inadvertance en effet possible⁵. Les témoignages concordants de Barras et de La Revellière lui imputent, il est vrai, un fait plus grave. Les Directeurs avaient fait entre eux une sorte de caisse commune, alimentée par un prélèvement sur les appointements qu'ils recevaient, et destinée à indemniser le membre sortant à chaque tirage annuel. Reubell réclama cette sorte d'aumône, et accepta même, paraît-il, qu'elle fût portée à 100.000 francs au préjudice du trésor⁶. Il avait cependant fait quelques économies pendant ses quatre années de Directorat, acheté notamment une belle maison de campagne à Arcueil⁷, un immeuble à Paris, dont on ne connaît pas l'importance, à Colmar la commanderie de Saint-Jean, payée en l'an 4, avec des

1. Nos 437, 441 à 449, 455 à 462.

2. Nos 461 et 462.

3. Nos 438 à 440.

4. Nos 3, 6, 305, 309, 311, 318, 322,

328, 450, 451 et 452, 454, 465 à 493.

5. Nos 441 et 442.

6. Nos 304 et 305.

7. Nos 450, 454, 463 et 464, 489.

terres qui en dépendaient, 42.000 francs en papier¹. Le total de ses biens, y compris sa maison paternelle, ne semble pas avoir excédé 200 ou 250.000 francs au plus à l'époque du 18 brumaire an 8². Il y a loin de là à la fortune de Barras ou de Talleyrand, et même au deux millions que Bonaparte avait rapportés d'Italie.

Reubell accueillit assez bien le coup d'Etat de Bonaparte. Son fils aîné y contribua même en qualité d'adjudant général au 21^e chasseurs et reçut un sabre d'honneur pour ce fait³, mais c'est tout le profit qu'ils en tirèrent l'un et l'autre. Jean-Jacques Reubell fut expédié aux Antilles avec Jérôme Bonaparte; et l'ex-Directeur tenu à l'écart par le Premier Consul, qui le laissa même diffamer par les journaux officieux⁴. Reubell eut cependant, le 3 ventôse an 10 et le 6 frimaire an 12, deux entrevues avec lui, et parvint à dissiper chez Bonaparte la légende de ses millions. Lui-même a écrit le récit de ces conversations⁵, qui sont curieuses, la première surtout, parce qu'il y revient souvent sur le passé. Comme il était déjà fort gêné à ce moment, il fit entendre qu'il accepterait une place; mais il était trop fier pour la demander et Bonaparte ne voulait pas la lui offrir. C'est Joséphine, reconnaissante de l'amitié que Reubell lui avait témoignée autrefois, qui s'entremet. Elle fit proposer à l'ancien Directeur la dignité de Sénateur du Haut-Rhin. Il la refusa pour ne pas supplanter un sien cousin, précédemment désigné, et quand en 1805 le maréchal Lefebvre le fit choisir comme candidat par le collège électoral de Sambre-et-Meuse, il ne fut pas admis⁶. Cependant pour subvenir aux prodigalités de son fils aîné, il dut vendre peu à peu tous ses biens, même sa maison paternelle, et

1. Nos 471 et 472.

2. Nos 450, 454, 463 et 464, 495.

3. Nos 449 et 498.

4. N° 463.

5. Nos 450 et 464.

6. N° 453.

contracter des emprunts¹. En 1806, il possédait encore sa maison d'Arcueil, et il pensa un instant à solliciter le secours de Napoléon pour n'être pas obligé de l'abandonner, mais il semble que cette démarche ait révolté sa fierté au dernier moment². Il retourna en 1807 à Colmar, dans une maison louée, et il y mourut le 24 novembre, à 60 ans. Son acte de décès ne porte que la qualité d'*ancien représentant du peuple*, et sur sa tombe son nom seul est gravé, avec la date de sa mort³. Napoléon accorda en 1811 à sa veuve une pension que lui-même éleva à 6.000 francs, au lieu de 3.000 proposés par le ministre des finances⁴. Son fils aîné, général au service de Westphalie, passa en Amérique en 1809, se lia avec Moreau, et fut réintégré sous la Restauration sur la recommandation de Wellington. Il mourut général de division en retraite sous Louis-Philippe. Ses descendants existent encore. Le second fils épousa la femme divorcée d'un émigré, fille d'un marquis de l'ancienne cour. Il n'a pas laissé d'héritiers directs⁵.

Il y a beaucoup de portraits de Reubell. Tous le représentent avec des traits fins, mais une physionomie froide et une moue caractéristique qui répond bien à ce qu'on rapporte de son abord difficile et de son caractère⁶. Napoléon a dit de lui que c'était un homme dur et probe. Lui-même avouait sa « roideur » mais sans vouloir y renoncer. A près de soixante ans, il soutenait n'avoir « rien perdu de son énergie » et se vantait de n'« être pas comme les autres » et de ne s'humilier devant personne⁷.

1. N° 474 à 493.

2. N° 489.

3. N° 494.

4. N° 495 à 497.

5. N° 498 à 505.

6. N° 516 à 529.

7. N° 450.

I. — NOTICES BIOGRAPHIQUES¹

1. — *Vie politique de tous les députés à la Convention nationale pendant et après la Révolution*, par M. R...

Paris, 1814, in-8° [par J.-B.-M. ROBERT, de Rouen, d'après Barbier].

Article REWBELL. « Né à Colmar, avocat au Conseil souverain d'Alsace, ex-constituant. Il n'a présenté que des projets de destruction ». A pressé le jugement du Roi, demandé celui de la Reine, adhéré par écrit à la condamnation de Louis XVI. « Il fut accusé de s'être approprié l'argenterie de l'Electeur de Mayence, mais la Montagne fit passer à l'ordre du jour sur pareille vétille ». En mission jusqu'au 9 thermidor. Déclama contre les Jacobins après la chute de Robespierre et « contribua beaucoup à la fermeture de cette pétaudière ». Nommé membre du Directoire, il eut part au 18 fructidor, prit sa retraite en mai 1799, fut remplacé par Sieyès. « Il paraît qu'il vit avec désespoir la Révolution du 18 brumaire... Il a vécu à Paris au milieu d'une fortune immense. Il est mort. »

Le recueil de Robert, très souvent inexact, a presque le caractère d'un pamphlet royaliste. Il est ici presque entièrement erroné.

2. — *Biographie nouvelle des contemporains ou dictionnaire historique raisonné de tous les hommes qui depuis la Révolution française ont acquis de la célébrité par leurs actions, leurs écrits, leurs erreurs ou leurs crimes...* [par ARNAULT, JAY, JOUY et DE NORVINS].

1. Abréviations : A. N. = Archives nationales. — A. E. = Archives des Affaires étrangères. — A. G. = Archives historiques de la Guerre. — A. A. G. = Archives administratives de la Guerre. — A. H. A. = Archives de la Haute-Alsace, à Colmar. — B. N. = Bibliothèque nationale.

Paris, 1820-1823, 20 vol. in-8°.

Article REWBELL (Jean), paru en 1824. C'est un des meilleurs articles de dictionnaire qui aient été écrits avant 1875, et il a servi de modèle aux autres. L'auteur y fait naître Reubell en 1746 à Colmar. Il raconte son rôle à la Constituante d'après le *Moniteur*, indique sa nomination comme procureur général-syndic du Haut-Rhin, mais la place en 1791, résume, d'après le *Moniteur*, ses missions à Mayence et en Vendée mais le représente comme resté aux armées jusqu'au 9 thermidor. Il signale son entrée aux comités de Sûreté générale et de Salut public en l'an 3, sa nomination au Cinq-Cents, au Directoire (dates exactes). « Les ministres étrangers, dit-il, s'étonnaient d'être traités avec tant d'orgueil par un avocat républicain, et les anciens amis ou promoteurs de la fortune de l'avocat de Colmar se plaignaient amèrement des formes repoussantes du Directeur. » Son rôle au 18 fructidor est indiqué d'un mot, ainsi que sa sortie du directoire où il est remplacé par Sieyès le 27 floréal an 7 (16 mars 1799). Il s'était « enrichi outre mesure » et avait, disait-on, eu part aux concussions de Schérer et de Rapinat. Le 7 prairial an 7 (26 mai 1799), il « défendit sa cause avec éloquence et dignité, mais Dubois-Dubais, Montpellier, Ruelle et Bertrand (du Calvados) l'accusaient à nouveau, et les dénonciations contre lui et ses collègues Merlin et La Revellière furent admises à une seconde lecture ». Dans un nouveau comité secret, la mise en accusation fut rejetée. « Le retour de Bonaparte arrêta l'affaire. » L'auteur ajoute que Reubell se retira dans le département du Haut-Rhin et y mourut en 1810 (ce qui est doublement inexact). Il termine en disant que la fortune qu'il laissa n'était pas considérable et que les accusations de vénalité étaient sans doute exagérées (ce qui est exact, mais contredit le reste de l'article).

3. — *Annuaire historique, statistique, économique et hygiénique du département du Haut-Rhin, 1833, 1^{re} année*, par E.-L. JOURDAIN, médecin en chef de l'hôpital militaire de Colmar.

Colmar [1833] in-8°.

V. à la fin du volume les « Indications biographiques ou notes sur les hommes célèbres nés dans le département du Haut-Rhin » [par Philippe de Golbéry, procureur général près la Cour d'appel de Colmar (1786-1854), d'après la *Bibliographie de Colmar* de A. Waltz].

Article REWBELL (p. 409). Né en 1746, bâtonnier en 1789; « jurisconsulte habile et homme intègre ». Résumé rapide de sa carrière politique. Après le 30 prairial « il se vit en butte à mille persécutions plus absurdes les unes que les autres. Mais il répondit avec

dignité et fermeté à toutes ces vociférations. Cette affaire s'agitait quand revint Bonaparte. Rewbell alors ne voulut prendre aucune part aux affaires. Il osa dire au premier consul qui lui proposait un emploi : *Je ne vous aime pas ; vous affectez la tyrannie*. Rentré dans la vie privée, il se retira à Colmar, où il mourut honoré de ses concitoyens, sans avoir augmenté sa fortune. Quoique l'on ait voulu le faire passer pour s'être enrichi par des déprédations, cette assertion ne produit en Alsace que de l'indignation. »

4. — *Notice biographique de Jean Reubell de Colmar, ancien président du Directoire exécutif de la République française. Lue au comité historique du cercle littéraire de Colmar, le 9 avril 1847* [par J.-B. Kühlmann, d'après M. A. Waltz].

(*Glaneur du Haut-Rhin*, 26 décembre 1847, 2 janvier 1848.)

Notice développée, en général très favorable à Reubell, cherchant à le disculper de tout reproche d'exagération révolutionnaire. L'auteur fait naître Reubell en 1746, rappelle qu'il fut bâtonnier de son ordre « hommage rendu à son éloquence, à son impartialité, à son profond savoir ». Il retrace sa carrière à la Constituante et signale, à propos de l'émeute organisée contre lui au moment de la suppression du Conseil souverain d'Alsace (v. les nos 143-44) que la calomnie l'accueillit dès le début de sa vie politique. Reubell est loué d'avoir fait ses efforts pour que l'inéligibilité des Constituants à la Législative ne fût pas prononcée. Il est représenté comme ayant combattu le projet de suspendre Louis XVI après Varennes, alors qu'en réalité il protesta contre la fiction de l'enlèvement et contre la levée de la suspension. L'auteur passe sur l'administration de Reubell dans le Haut-Rhin et sur son rôle avant le 9 thermidor, et déclare, ce qui est exact à la rigueur, qu'il n'envoya pas son vote pour le procès de Louis XVI (v. le n° 229). Il le fait élire au Directoire *le premier* (il fut élu le troisième) et désigner au scrutin comme président (il fut désigné par le sort). L'appréciation de son rôle au Directoire est assez juste : « Reubell y dirigeait spécialement, comme au Comité de Salut public, la partie des relations extérieures, auxquelles il portait un intérêt, parfois si passionné pour la France, qu'on l'accusait volontiers d'être injuste à l'égard des nations étrangères ». La réunion de Mulhouse lui est attribuée, avec raison.

Au 18 fructidor, l'auteur signale l'hésitation et les scrupules de Reubell, et les attribue à un souci de légalité qui « lui brisa le cœur ». Il le défend d'avoir, non plus que Rapinat, qu'il appelle son *beau-père* (Rapinat était beau-frère de Madame Reubell) tiré aucun profit de l'expédition en Helvétie, et cite comme exemple des calomnies

lancées contre lui, un article de l'*Ami des lois* (il y a erreur sur le titre) où le journaliste, rapprochant les noms de Reubell, de Rapinat, et de deux agents de ce dernier nommés Forfait et Grugeon, ajoute : « Forfait sera le positif, Rapinat ou Grugeon le comparatif, et Reubell le superlatif » (cf. les *Mémoires de Barras*, III, 392). La fin de l'article rappelle que Napoléon voulut gagner Reubell sans y réussir, et qu'il ne lui offrit pas la seule place que Reubell aurait acceptée, celle de premier président de la Cour d'appel de Colmar; que Reubell mourut sans fortune, « las de la politique, du barreau et des affaires », dans une maison rue Saint-Nicolas, louée à M^{me} Veuve Hosemann, et qu'il ne voulut avoir pour épitaphe que son nom, sans aucun titre. V. n° 494.

5. — *Biographie universelle et portative des contemporains, du dictionnaire historique des hommes vivants et des hommes morts, depuis 1788 jusqu'à nos jours...* publié sous la direction de RABBE, VIELH DE BOISJOLIN ET SAINTE-PREUVE.

Paris, 1836, 5 vol. in-8° dont 1 vol. de Supplément (1^{er} tirage en 1830 sans supplément).

Article Rewbell (Jean).

Article assez sévère, écrit d'après le *Moniteur*, la *Réponse à Baillet de Carnot* (v. n° 305) et inspiré de l'article de la *Biographie nouvelle* d'Arnault et Jay. Pour la période antérieure au Directoire, l'article est fait de citations ou analyses du *Moniteur* (l'auteur fait naître Reubell en 1746), choisies de manière à prouver l'hostilité de Reubell contre Louis XVI et la monarchie. Les accusations de dilapidation à Mayence sont signalées, « Reubell se défendit avec l'assurance d'un patriote calomnié, et parvint à se faire donner de nouvelles missions. Après la chute de Robespierre, il plaît aux thermidoriens par ses attaques contre les Jacobins; l'article ne signale pas son entrée aux Comités de gouvernement. Au Directoire, dont il est « nommé président », il « apporta dans l'exercice de la suprême magistrature la grossièreté, la violence est la cupidité qui le caractérisaient ». Seul Barras « ne subissait pas l'ascendant qu'il s'était arrogé ». Il prit part au 18 fructidor pour se venger « des mépris que son immoralité avait inspirés à Carnot ». L'auteur représente la sortie de Reubell du Directoire (qui eut lieu par le sort) comme une « expulsion » concertée entre Barras, Merlin et La Revellière, que Reubell voulait faire exclure. La date indiquée pour sa mort est 1810. Une courte allusion est faite aux accusations de concussion; « on assure qu'il a laissé assez peu de fortune pour faire croire à l'exagération de ses accusateurs ».

6. — Lettre d'André (du Bas-Rhin), président à la Cour d'appel de Colmar (1767-1848), à M. Villiaumé, avocat à Nancy.

Colmar, 18 juin 1847. Original autographe.

Collection de M. H. Hüffel, à Colmar.

« Monsieur, vous me demandez des renseignements sur Rewbell. J'ai hésité à les donner, car il fallait parler de moi. Au reste, ce que je vais dire émane d'une conscience qui a été et sera toujours mon unique guide. A vingt ans, j'étais avocat à Strasbourg, avec une clientèle plus étendue que je ne devais l'espérer. Je correspondais avec les avocats les plus distingués du barreau de Colmar, et surtout avec Rewbell, alors jouissant d'une grande aisance; je n'ai eu qu'à me louer de mes relations avec lui. Le 9 thermidor est suivi d'une réaction, et l'on entend me poursuivre comme *terroriste*, moi qui, comme procureur général-syndic du Bas-Rhin, avais été, comme modéré, enfermé pendant dix mois dans les prisons de Metz. Rewbell, alors membre du Comité de Sûreté générale, ou [du Comité] de Salut public, prend ma défense et me soustrait à l'injustice de l'autre extrême. Membre du Conseil des Cinq-Cents, j'ai défendu avec vigueur Rewbell, lorsqu'il s'est agi de le mettre en accusation, ainsi que ses collègues. C'est la première fois que j'entends dire qu'il aurait reçu de l'or du Roi de Prusse pour la reddition de Mayence; je suis convaincu de son innocence à cet égard, et je n'ai pas cru un seul instant à sa complicité dans les dilapidations notoires de l'époque. En 1811, appelé à Colmar comme membre de la Cour impériale, j'ai pu me convaincre, et par des écrits, et par de nombreux témoignages non suspects, qu'il ne s'était pas enrichi, et n'était guère plus aisé que lorsqu'il est parti pour l'assemblée constituante... »

7. — *Biographie universelle, ancienne et moderne* (Michaud).

Nouvelle édition. Paris et Leipzig, s. d., 45 vol. in-4°.

(Même article dans la 1^{re} édition de 1811-1833, in-8°.)

Article REWBELL (Jean-Baptiste). Article très analogue à celui de la *Biographie nouvelle des contemporains*, écrit aussi d'après le *Moniteur*, avec les mêmes erreurs (Rewbell né en 1746, adhésion à la condamnation de Louis XVI) et d'autres : Rewbell *défenseur* du général Rosignol, notamment. Signale aussi, sans préciser, de « nouvelles missions » après celles de Mayence et de Vendée. Indique Reubell comme ayant été désigné *par la Convention*, pour faire partie des deux tiers conservés en l'an 4 (il fut réélu, v. le n° 241).

Le résumé de son rôle au Directoire est fait d'après la *Biographie nouvelle*. Les auteurs (Michaud jeune et E. Desplaces) le font mourir à Paris en 1810, signalent que Carnot l'a fort maltraité dans ses écrits sur le 18 fructidor, mais qu'il faut se méfier de ce témoignage d'un rival proscrit. L'article conclut : « Il est difficile de croire qu'un avocat dans un conseil souverain, bâtonnier de son ordre et qui avait une clientèle nombreuse et distinguée, député à une assemblée qui réunissait de très grands talents, n'eût que les vices les plus bas et fût absolument sans moyens ».

8. — *Biographie portative universelle*, par Ludovic LALANNE.

Paris, 1853, 1 vol. in-8°.

Article REWBELL (J.-B.). Très courte notice, d'après la *Biographie Michaud*. Donne comme dates : 1746-1816.

9. — *Dictionnaire de la Révolution française*, par DÉCEMBRE-ALONNIER.

Paris, s. d. 2 vol. in-4°, illustrés.

Article REWBELL (Jean).

Date de naissance exacte (1747). Date de la mort : 1810. Fait d'après la *Biographie nouvelle des Contemporains* et la *Biographie Rabbe*, avec quelques traits empruntés à Michaud, et des appréciations plus sévères. Ainsi Reubell est jugé « peu scrupuleux sur le choix des moyens pour faire triompher la Révolution; et capable de sacrifier la liberté à un dictateur qu'il croyait nécessaire. » Il passait « pour plus cupide qu'ambitieux » et l'accusation d'avoir volé à Mayence l'argenterie de l'Electeur « n'est passans fondement. » Il fut « expulsé du Directoire en 1799 ». Sa défense aux Anciens est arrogante : « il se plaignit même de la calomnie, alors que la vérité nue avait peine à être acceptée. » Il vécut « encore quelques années, au milieu de richesses mal acquises... » et mourut à peu près ruiné par les désordres de ses fils.

10. — *Nouvelle biographie générale depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, publiée par MM. Firmin DIDOT frères, sous la direction de M. le Dr HÉFFER.

Paris, 1857-1870, 46 vol. in-8°.

Article REWBELL (ou REUBELL). Article fait d'après le *Moniteur*, les tomes IX et X de l'*Histoire de la Révolution française* de Thiers, et l'*Histoire du Directoire* de Barante. Nettement favorable à Reubell.

« A la pénétration, au discernement les plus rares, il joignait une instruction étendue, une mémoire fort vaste, une rare opiniâtreté de travail. » Au Directoire « la grande expérience qu'il avait acquise pour le maniement des affaires... en faisait un homme précieux à la tête de l'Etat, bien qu'il fût rude et blessant par la vivacité et l'âpreté de son langage. Il soignait beaucoup les relations extérieures... Républicain chaud, ferme et sincère, il éprouvait un égal éloignement pour Carnot et pour Barras. » Après le 18 brumaire, « rendu à la vie privée, il mourut ignoré, avec le chagrin d'avoir vu dépenser par ses fils, en de folles profusions, la majeure partie de la fortune qu'il avait acquise ». Pour la première fois, on trouve pour la naissance et la mort de Reubell des dates presque tout à fait exactes : 8 octobre 1747 et 23 novembre 1807.

11. — GRÉGOIRE. *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire, de Biographie, de Mythologie et de Géographie.*

Paris, 1874, in-4°.

Article REWBELL. Très courte notice, peu exacte. Dates 1747-1801. Reubell, *procureur-syndical* du Haut-Rhin en 1792, mort à Paris en 1801 « complètement ignoré et oublié ».

12. — LAROUSSE. *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle.*

Paris, 1875, 17 vol. in-4°.

Article REWBELL ou REUBELL.

Résumé de l'article de la biographie Didot, avec, en plus, citation du témoignage de Napoléon dans le *Mémorial* favorable à sa probité (v. le n° 308), et cette phrase : « Le coup d'État de Saint-Cloud trouva en lui un désapprobateur. Sous l'Empire, il inspira de l'ombrage à la police qui le retint longtemps dans les prisons d'État. » (Erreur singulière, dont je n'ai pu retrouver la source.)

13. — Biographies alsaciennes, publiées par Anton MEYER.

Colmar, 1883-90, 5 vol. in-8°.

Article REUBEL (Jean-François), par P. RISTELHUBER.

Excellent article, sauf quelques erreurs : Reubell, *secrétaire général* du Haut-Rhin en 1791 ; Reubell né le 8 octobre 1747, mort le 23 novembre 1807. L'article est fait d'après Véron-Réville (n° 64), Thiers, la notice (non citée) de Golbéry dans l'*Annuaire du Haut-Rhin* (n° 3), une brochure de 1790 sur les juifs, dont le titre paraît inexact, et un article anonyme de Ristelhuber lui-même, ou de

Rathgeber, dans le feuilleton de la *Gemeinde Zeitung für Elsass Lothringen*, 18 mars 1883. Il donne l'état civil de Reubell, probablement communiqué à l'auteur par X. Mossmann, et reproduit le portrait n° 516.

14. — RATHGEBER. *Elsässische Geschichtsbilder aus der Zeit der französischen Revolution.*

Bâle, 1886, in-8°.

P. 217 et suiv., notice intitulée : *Ein elsässischer Konventsmitglied, Johann Reubel.*

Notice assez étendue, inspirée de la Biographie Didot et de l'article de Golbéry dans l'*Annuaire du Haut-Rhin*, ainsi que de Thiers. Mais R. connaît quelques détails sur Reubell avant la Révolution, il mentionne notamment son rôle dans l'affaire des corvées de Riquewihr (v. n°s 43 à 51) et raconte, d'après Goethe, sa sortie avec la garnison de Mayence.

15. — Dictionnaire des parlementaires français, depuis le 1^{er} mai 1789 jusqu'au 1^{er} mai 1889, publié sous la direction de A. ROBERT, E. BOURLOTON et G. COUGNY.

Paris, 1889-91, 5 vol. in-8°.

Article REWBELL (Jean-François).

Article assez inexact, fait d'après les biographies antérieures et Thiers. Les dates sont les mêmes que dans les n°s 10 et 13. Le rôle de Reubell à la Constituante et à la Convention est résumé d'après le *Moniteur*. Il est qualifié de « procureur syndic du Haut-Rhin », puis de « secrétaire général du Directoire du département ». L'article contient une citation des Mémoires inédits de Grandmaison : « Reubell ne trouvait pas un seul collègue avec qui il pût s'entretenir publiquement, et dès qu'il s'asseyait, toutes les places devenaient désertes autour de lui. »

16. — La Grande Encyclopédie, Inventaire raisonné des sciences, des lettres et des arts par une Société de savants et de gens de lettres.

Paris, s. d. [1885-1907] 31 vol. in-4°.

Article REWBELL [Jean-François]. Cet article, signé R[ené] S[amuel], renvoie aux *Mémoires* de Barras, de La Revellière et de Carnot (*sic*) ainsi qu'à l'ouvrage n° 330. Il est inspiré surtout du n° 15, dont il reproduit deux erreurs caractéristiques : Reubell est appelé *procu-*

reur-syndic et secrétaire général du Directoire du Haut-Rhin. L'appréciation générale du caractère : « du talent, de l'audace, une grande science juridique, une certaine rigidité d'allures...; très ardent au gain... entouré d'hommes d'affaires louches » semble provenir de La Revellière. Reubell est indiqué, sans doute d'après le n° 10, comme ayant « amassé une grosse fortune qui fut dissipée par ses fils ». Les dates sont les mêmes qu'aux n^{os} 10, 13 et 15.

II. — GÉNÉALOGIE

17. — *Notice sur J.-F. Reubell et sur sa famille*, par X. MOSSMANN. (*Journal de Colmar*, 27 octobre 1892.)

Cette notice, où Mossmann avait voulu rectifier « mainte date et maints faits erronés » est elle-même inexacte. Les dates de naissance et de mort indiquées (8 octobre 1747 et 23 novembre 1807), le nombre, l'âge et l'ordre des enfants sont fautifs.

18. — Acte de mariage de Jean REUBELL (père du Directeur), avocat secrétaire interprète au Conseil souverain d'Alsace, âgé de vingt-six ans, natif de Schélestadt, et de Marie-Madeleine-Elisabeth-Domitille SIMOTTEL, âgée de dix-neuf ans, native de Colmar, fille mineure de Claude-Elie, procureur au Conseil souverain.

Colmar, 11 janvier 1734.

Arch. de la ville de Colmar, registre des mariages.

L'un des frères de Domitille Simottel, avocat au Conseil, épousa la fille d'un procureur, François Calmet, et en eut six enfants.

19. — Acte de baptême de Jean-Claude-Elie REUBELL né des précédents le 16 mai 1735 : mention du décès le 20 février 1738.

Colmar, 17 mai 1735.

Arch. de la ville de Colmar, registre des baptêmes.

20. — Acte de baptême de François-Xavier REUBELL, frère du précédent, né le 25 septembre 1736.

Colmar, 25 septembre 1736.

Arch. de la ville de Colmar, *ibid.*

21. — Acte de baptême de Claude-Armand REUBELL, frère du précédent, né le 27 juillet 1738. Mention du décès à Colmar le 17 juillet 1742.

Colmar, 27 juillet 1738.

Arch. de la ville de Colmar, *ibid.*

22. — Acte de baptême de Marie-Suzanne-Philippine REUBELL, sœur du précédent, née le 17 juillet 1740.

Colmar, 17 juillet 1740.

Arch. de la ville de Colmar, *ibid.*

23. — Acte de baptême de Henri-Thomas REIBEL [REUBELL], frère de la précédente, né le 7 mars 1742.

Colmar, 7 mars 1742.

Arch. de la ville de Colmar, *ibid.*

Sur Henri-Thomas Reubell, v. le § VIII ci-après, nos 540-544.

24. — Acte de baptême de Jean-François REUBELL, né le 6 octobre 1747, fils de « Joannes Reubell in supremo consilio regis per Alsatiam advocatus necnon secretarius interpres » et de « Maria Magdalena Simottel ». Parrain : « Henricus Franciscus Boug, in supremo consilio regio per Alsatiam advocatus. » Marraine « Maria Francisca Calmet, conjux n. ac c. dom. Simottel, in eod. supremo consilio advocati. »

Colmar, 8 octobre 1747.

Arch. de la ville de Colmar, *ibid.*

25. — Acte de baptême de Anne-Françoise-Charlotte REUBELL, fille de Jean Reubell(e), née le 28 mars 1749. sœur du précédent. Parrain : François-Xavier Reubell(e) ; marraine : Madeleine-Suzanne-Philippine Reibell, sœur de la baptisée. La marraine a signé au registre : *Reupenn.*

Colmar, 28 mars 1749.

Arch. de la ville de Colmar, *ibid.*

Charlotte Reubell épousa le 17 juillet 1755 à Rorschwihr François-Ignace-Maas, veuf de Barbe Arnold, procureur fiscal et prévôt de Fleckenstein. Maas devint secrétaire interprète au Conseil Souverain, puis traducteur du département du Haut-Rhin et archiviste interprète du Directoire Exécutif. De leur mariage naquirent plusieurs enfants, dont une fille, Madeleine-Pétronille, qui était majeure en 1806. Cf. les nos 511 à 513 ci-après.

26. — Acte de baptême de François-Philippe REYBEL, [REUBELL], frère de la précédente, né le 31 mars 1751. Mention du décès à Colmar le 7 février 1752.

Colmar, 31 mars 1751.

Arch. de la ville de Colmar, *ibid.*

27. — Acte de baptême de Pierre-Sébastien et de Marie-Elisabeth REYBEL [REUBELL], jumeaux, nés le 13 octobre 1752, frère et sœur du précédent. Mention des décès à Colmar les 17 décembre 1754 et 3 avril 1755.

Colmar, 13 octobre 1752.

Arch. de la ville de Colmar, *ibid.*

Un onzième enfant de Jean Reubell et de Domitille Simottel, Philippe-Louis, majeur en 1786, et dont l'acte de baptême n'a pu être retrouvé, devint procureur au magistrat de Colmar, et épousa le 30 octobre 1786 à Colmar, hors de la présence de ses frères et sœurs, Anne-Catherine Guérin, de Soultzmatt.

28. — Acte de mariage par Antoine Mouhat, recteur et curé de Delle, de Jean François REUBELL de Colmar, avocat au conseil souverain d'Alsace, fils majeur de feu Jean Reubell en son vivant avocat secrétaire interprète et notaire royal audit Conseil, et de feu Marie-Madeleine Domitille Simottel son épouse, domiciliés en leur vivant à Colmar, avec Marie-Anne Mouhat, fille de Jean-Jacques Mouhat procureur audit Conseil, et de Marie-Françoise Papigny, tous deux demeurant à Colmar. Témoins. J. J. Mouhat, Claude Papigny, Bernard Albert, père, oncle et cousin de la future; François-Xavier Reubell, Ignace

Maas, frère et beau-frère du futur, tous avocats au Conseil souverain. Trois autres avocats et la femme d'un avocat général ont signé au registre.

Colmar, 16 octobre 1775.

Arch. de la ville de Colmar, registre des mariages.

Madame Reubell, dont une sœur épousa Rapinat en 1783 (v. le § VIII) avait au moins six frères et sœurs nés de 1756 à 1764. Tous eurent pour parrains des avocats ou procureurs. Sa mère, née Paigny, est fille d'un procureur et sœur d'un avocat. Jean-Jacques Mouhat avait été receveur du Roi à Belfort.

Sur Madame Reubell, cf. le § VIII, n^{os} 441, 442, 475-478 et 495-497.

29. — Acte de baptême de Jean-Jacques REUBELL, né le 12 août 1777, fils des précédents.

Colmar, 12 août 1777.

Arch. de la ville de Colmar, registre des baptêmes. V. le § VIII ci-après, n^{os} 498-502, et le n^o 218.

30. — Acte de baptême de François-Xavier REUBELL, né le 6 janvier 1780, frère du précédent.

Colmar, 6 janvier 1777.

Arch. de la ville de Colmar, *ibid.*

V. le § VIII ci-après, n^{os} 441 et 503-505.

François-Xavier Reubell se maria avec la fille du marquis de Codoûin, divorcée d'un émigré, et mourut sans enfants au château de Pompignac, près Bordeaux. Jean-Jacques se maria deux fois, et eut plusieurs enfants. Un de ses fils, qui a été officier général sous le second Empire, a laissé lui-même un fils actuellement vivant.

III. REUBELL AVANT LA RÉVOLUTION

1° REUBELL AVOCAT AU CONSEIL SOUVERAIN D'ALSACE

31. — *Almanach d'Alsace pour l'année 1778.*

Strasbourg, Lorenz, in-12.

Trois Reubell y figurent : *Reubell*, avocat au Conseil Souverain, ayant prêté serment en 1766 ; (c'est Jean-François, le futur Directeur) ; *Reubel*, procureur plaidant au magistrat ; (c'est Philippe-Louis, son frère) ; *Reubelé*, receveur des deniers patrimoniaux de la ville de Colmar (c'est François-Xavier Reubell, le frère aîné).

32. — *Der Kolmarer hinkende Bote.*

Colmar, Decker, 1789, in-4°.

Jean-François Reubell y est mentionné comme bâtonnier de l'ordre des avocats au Conseil Souverain.

33. — KRUG-BASSE (J). *L'Alsace avant 1789, ou État de ses institutions provinciales et locales... sous l'ancienne administration française.*

Paris et Colmar, 1877, in-8°. P. 105-110 : le Conseil Souverain de Colmar.

34. — PILLOT et de NEYREMAND. *Histoire du Conseil souverain d'Alsace.*

Colmar, 1860, in-8°.

35. — Ch. HOFFMANN. *L'Alsace au XVIII^e siècle.*

Colmar, Hüffel, 1906, 4 vol. in-8°.

V. au t. II, liv. VII, p. 231 et suiv., ce qui concerne les avocats au Conseil Souverain.

36. — *Mémoire pour Gabriel Emmanuel, marquis de Belloy... et Ch. Joseph Dumonchau... créanciers hypothécaires de feu le S^r Philippe-Auguste de Haindel fils... contre le S^r Charles-François-Frédéric de Haindel... par M^e REUBEL, avocat et M^e GUYOT, procureur.*

Colmar, s. d. in-4^o.

Mémoire soutenant l'inauthenticité du pacte de famille en date du 10 avril 1722 au nom duquel Frédéric de Haindel s'opposait à la saisie, par les créanciers, des biens de son frère Auguste. C'est le seul des mémoires et plaidoyers judiciaires de Reubell qui nous soit parvenu.

37. — *Journal du palais du Conseil souverain d'Alsace [par le conseiller Michel Antoine Holdt], 3 vol. in-4^o.*

Bibl. de la ville de Colmar, coll. Chauffour, ms. n^o 118.

Ce précieux ms. autographe a été utilisé surtout par les auteurs des n^{os} 18 et 19 ci-dessus. Il va de 1747 à 1790. Les passages relatifs aux avocats du Conseil et à Reubell sont au t. II, pp. 94, 96, 130, 205, 215, 242, 258-60, 268, 280, 390-97, 400-403, 533 ; au t. III, p. 17 et 23.

38. — *Registre des délibérations de l'ordre des avocats de Colmar, commencé le 2 avril 1770.*

Registre manuscrit original, appartenant à M. Joseph Fleurent, de Colmar, fils du dernier bâtonnier de l'ordre.

Ce registre débute par un règlement de l'ordre, arrêté le 2 avril 1770, et homologué par arrêt du Conseil Souverain le 2 mai. Le règlement organise le fonctionnement et la police de la Compagnie, et détermine les conditions d'éligibilité aux fonctions de bâtonnier, de syndic et d'avocat de l'ordre. Les procès-verbaux des séances qui font suite sont surtout relatifs aux élections du bureau ou à des querelles de préséance avec le Conseil. Reubell est élu avocat de l'ordre le 23 septembre 1775, syndic le 25 septembre 1776, et réélu en 1777 et 1778, bâtonnier le 23 septembre 1782, et de nouveau le 27 février 1789.

39. — *Sentence arbitrale prononcée par Reubell dans un procès entre cultivateurs de Régisheim.*

13 septembre 1784. Copie.

Arch. H. A., B, *Conseil Souverain*, II, vol. XVI, p. 64-76.

40. — Lettres patentes nommant Jean Reubell notaire royal à Colmar à la place de Philippe-Théodore Drouineau.

Versailles, 17 avril 1761. Copie enregistrée le 28.
Arch. H. A., B, *Conseil Souverain*, II, vol. X ; p. 675.

41. — Procès-verbal de réception de Jean-François Reubell, notaire royal à Colmar, à la place de son père Jean Reubell démissionnaire à son bénéfice.

Colmar, 7 novembre 1772. Copie.
Arch. H. A., B, *Conseil souverain*, II, vol. XII, p. 490-91.
D'après Lobstein, *Manuel du notariat en Alsace*, Strasbourg, 1844, p. 56, la charge de Reubell fut transmise le 27 février 1774 à Herzog, qui la conserva jusqu'en 1797.

42. — Mémoire de l'abbé Englander au président de l'Assemblée nationale.

Paris, 26 décembre 1790. Original.
A. N., D XXIX^{bis}, 20.
Expose qu'étant prêtre du diocèse de Spire il a été injustement incarcéré par son évêque à Bruchsal de 1783 à 1786 sur la plainte d'un juif. Il se plaignit au Conseil Souverain qui après lui avoir alloué une pension de 16 sous par jour, fit faire une enquête par Loyson, avocat général. Venu à Bruchsal, Loyson aurait été gagné par l'évêque et aurait promis une lettre de cachet contre Englander. « Le suppliant aurait succombé à la lettre de cachet sans la lumière et instruction des sieurs Reubell et de Rungs, hommes d'équité, avocats du suppliant, dont le premier a plaidé la cause du suppliant à Colmar. Il est aujourd'hui avec le sieur Albert député à l'Assemblée nationale ».

2^e AFFAIRE DES CORVÉES DE RIQUEWIHR ET HORBOURG

Rathgeber, à la p. 217 de ses *Elsässische Geschichtsbilder* (v. le n^o 14 ci-dessus) signale qu'en 1774, Reubell fit un voyage à Paris pour soutenir l'appel des communautés alsaciennes contre le duc de Wurtemberg, qui avait introduit dans ses domaines de la Haute-Alsace de nouvelles corvées seigneuriales. La plaidoirie de Reubell aurait fait beaucoup de bruit, parce qu'il l'aurait fondée, non seulement sur les titres et la jurisprudence, mais sur le droit naturel des hommes à n'être pas imposés sans leur consentement. Rathgeber ne cite pas la source de ces renseignements. Les n^{os} ci-après renseignent sur l'affaire des corvées en elle-même.

43. — *Lettres patentes de juin 1768, enregistrées au Conseil Souverain d'Alsace le 7 septembre 1769.*

Colmar, Decker, s. d. [1769].

Reproduites dans les *Ordonnances d'Alsace*, II, 808. L'article 9 de ces lettres patentes, rendues en faveur du duc de Wurtemberg et de Teck, seigneur du comté de Horbourg et de Riquewihr, lui accorde sur chaque habitant douze corvées par an en nature ou en argent, « pour obvier à toutes contestations au sujet des corvées, autrefois illimitées, que ses ancêtres avaient le droit d'imposer sur leurs sujets ».

(Sur ce droit purement imaginaire, et sur toute la question des corvées en Alsace, v. Hoffmann, *l'Alsace au XVIII^e siècle* (n^o 19 ci-dessus), III, 158 et suiv.).

44. — *Contrainte délivrée par le bailli seigneurial de Riquewihr contre la communauté de Beblenheim pour refus de paiement des 12 corvées.*

Beblenheim, 28 janvier 1771. Copie.

Archives H. A., E. 157.

45. — Arrêt d'appointement de droit rendu par le Conseil Souverain sur opposition des communautés du comte de Riquewihr. Elles sont renvoyées à se pourvoir au Conseil des dépêches en opposition à l'art. 9 des lettres patentes.

Colmar, 30 août 1771. Copie.
Archives H. A., E. 157.

46. — *Mémoire pour la ville de Riquewihr en Haute-Alsace contre M. le duc de Wurtemberg son seigneur.*

Conseil des dépêches. M. le Comte du Muÿ, rapporteur.
M. Viel, avocat.

Paris, 1774, in-4°, 48 p.
Arch. H. A., E. 158.

Ce mémoire paraît être dû, non à Reubell, mais à l'avocat Albert, son parent, chargé des intérêts de la plupart des communautés du comté de Riquewihr. Un arrêt du Conseil de 1776, que nous n'avons pu retrouver, donna gain de cause aux gens de Riquewihr.

47. — Arrêt du Conseil Souverain sur appel-opposition des communautés du comté de Horbourg, renvoyant les opposants à se pourvoir au Conseil des dépêches.

Colmar, 13 mars 1778. Copie.
Arch. H. A., E., 156.

Rendu sur les conclusions de REUBELL, avocat, et Mouhat procureur, au nom des communautés de Andolsheim, Sundhofen, Horbourg, Fortschwih, Bischwih, Wintzenheim, Dürrenentzen, Appenwih, Wolfgantzen, Algsheim et Volgsheim.

48. — *Mémoire du duc de Wurtemberg contre la communauté de Mittelwih.*

30 juin 1779. s. l., in-4°
Arch. H. A., E. 157.

Par l'avocat Reichstetter. Attaque l'arrêt du 9 février 1702 qui a réduit à cinq le nombre des corvées dues par Beblenheim, Hunawih et Mittelwih.

49. — Arrêt du Conseil Souverain par lequel la com-

munauté de Mittelwihr, qui adhère aux conclusions de Reubell pour Horbourg est reçue partie intervenante en la cause.

Colmar, 10 juillet 1779. copie.

Arch. H. A., E., 157.

50. — Notes d'Arrêts du Conseil Souverain d'Alsace par Ant. Michel Holdt.

Ms. autographe en 2 vol. in-4°.

Bib. de la ville de Colmar, Coll. Chauffour, ms. 130 in-4°.

A la date du 13 mars 1778, t. II, Holdt résume toute l'affaire des corvées de Riquewihr et de Horbourg à propos de l'arrêt rendu en faveur des communautés et indique « les principes d'équité » qui ont dicté cet arrêt.

51. — Lettre de Jeanmaire et Goguel, vice-président et conseiller de la régence de Montbéliard, au receveur des corvées de Horbourg, annonçant qu'un arrêt du Conseil d'Etat vient de réduire à six, « quantité déterminée par la possession », le nombre des corvées seigneuriales exigibles dans le Comté de Horbourg, et d'annuler l'article 9 des lettres patentes de 1768.

Montbéliard, 14 janvier 1786. Original signé.

Arch. H. A., E., 156.

Cf. Chr. Pfister, *Le comté de Horbourg et la Seigneurie de Riquewihr sous la souveraineté française* (1680-1793), Rev. d'Alsace, 1882, t. II. pp. 23 sq., 143 sq., 232 sq., 363 sq.

3^e AFFAIRE DE FRANÇOIS-XAVIER REUBELL

52. — Procès-verbaux du Conseil de ville de Colmar, 1681-1789. Extraits et analyses transcrits par M. Rencker.

Bibl. de la ville de Colmar, mss.

6 août 1777 : Le S^r Reubell, employé dans les bureaux de l'intendance, recommandé comme receveur des revenus patrimoniaux et royaux de la ville de Colmar, en remplacement de Sandherr décédé, est nommé à cette place « par déférence à la recommandation de M^{re} l'Intendant ».

10 juillet 1781. Philippe-Emmanuel Düring remplace Reubell décédé.

8 avril 1786. Notification à Reubell d'une décision de l'Intendant (v. le n^o 56). Il demande un délai de 15 jours pour s'y conformer. Accordé « dans la persuasion... que M. Reubell n'est pas capable de manquer à sa parole ».

53. — Verzeichniss löblicher Stadt Colmar Ratsatzordnung. Ms. de Sigismond Billing. •

Bibl. de la ville de Colmar, coll. Chauffour, ms. n^o 71.

Voir le n^o 1936 de la *Bibliographie de Colmar* de M. Waltz.

Au fol. 23 du ms. de Billing figure la liste des receveurs des deniers de la ville. On lit : « 1757-1777 Joh. Friedr. Sandherr. — 1777-1781 M. Reubell. *Decessit 8 jul. αὐτοχειρ.* — 1781-1789, *dem.* Hr. Emmanuel Düring. 10 *jul.* 1789. ».

Il semble résulter de là que Fr. Xavier Reubell s'était suicidé.

54. — Comptes des revenus patrimoniaux de Colmar, présentés à l'Intendant, avec pièces annexes.

Arrêtés par l'Intendant de la Galaizière à Strasbourg le 31 mars 1788. Originaux.

Arch. H. A., C. 1398.

Il résulte de ce dossier que François-Xavier Reubell était mort n'ayant rendu compte que pour les années 1778 et 1779. En 1783, Jean-François Reubell rendit compte pour 1780. Mais une contestation

survint avec Philippe-Louis Reubell, qui n'étant pas nommé dans le testament du défunt, ne voulait pas participer au remboursement du déficit éventuel, et avec le successeur Düring. Le 15 décembre 1785, une ordonnance de l'Intendant enjoignait à Reubell l'avocat de rendre les comptes de son frère décédé, pour l'année 1781, sous peine de prison aux *ponts-couverts* de Strasbourg. Le 2 mars 1786, Reubell répond.

55. — Lettre de Jean-François REUBELL, avocat au Conseil Souverain d'Alsace, à l'Intendant de la province d'Alsace.

Colmar, 2 mars 1786. Original signé.

Arch. H. A., C. 4398.

Reubell fait valoir qu'il a déjà une décharge sans réserve du successeur de son frère : « Je crois avoir la réputation d'homme exact, que j'ai cherché à mériter dans tous les temps... J'ai fait part de tous ces démêlés à M. l'avocat Loyson, notre oncle à la mode de Bretagne, caution du défunt... Si le malheur veut qu'il y ait un déficit, mon frère le chevalier de S^t Louis, capitaine commandant au régiment de Royal-Suède, qui est aisé, et moi, nous y ferons honneur sans délai, suivant les engagements pris vis-à-vis de M. l'avocat général. — Il est de mon honneur de ne pas passer pour un homme qu'on était dans le cas de forcer par des menaces d'amende et de ponts-couverts de se mettre en règle. »

56. — Lettre de Chaumont de la Galaizière fils, au nom de son père l'Intendant d'Alsace, à Jean-François Reubell.

Strasbourg, 7 avril 1786. Original signé.

Arch. H. A., C., 4398.

Réponse à la précédente. Reubell réclamera à Düring tout ce qu'il lui a remis et rendra compte pour 1781.

57. — Requête de Düring, ex-receveur des deniers patrimoniaux, au magistrat de Colmar.

11 septembre 1789. Original signé.

Arch. H. A., C., 4398.

Reconnaît avoir reçu de Jean-François Reubell 7043 livres en deux fois, les 11 juillet et 6 septembre 1786, pour solde des comptes de Fr. Xavier Reubell.

Cf. le n° 52.

IV. — REUBELL DÉPUTÉ AUX ÉTATS GÉNÉRAUX ET A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

(mars 1789-septembre 1791)

1^o ÉLECTION AUX ÉTATS GÉNÉRAUX

A. — SOURCES IMPRIMÉES

58. — *Cahier des doléances des citoyens du Tiers-Etat; attachés au Conseil souverain d'Alsace... assemblés en conséquence de l'ordonnance de M. le prince de Broglie, grand bailli d'épée des districts de Colmar et Schélestadt, en vertu de son ordonnance du 18 du courant (mars 1789)...*

Colmar, Imprimerie royale, 1789. in-8°, 13 p.

V. les n^{os} 73 et suivants.

A la suite de l'art. XXII^e et dernier figurent les noms du président, le conseiller de Boisgauthier, et des huit commissaires rédacteurs, parmi lesquels Reubell.

59. — *Réduction des Cahiers de doléances du Tiers-Etat du bailliage des deux districts de Colmar et Schélestadt réunis à Colmar, 31 mars 1789.*

S. l. n. d., in-8°.

N^o 200 de la *Bibliographie de Colmar* de A. Waltz. Existe en ms. aux A. N., B^a 33, liasse 67.

60. — Discours de M. le prince de Broglie, grand bailli d'épée des districts réunis de Colmar et Schélestadt, tenu à l'ouverture des assemblées des trois ordres... le

26 mars 1789... Discours de M. Chauffour, lieutenant du bailliage.

S. l., n. d. in fol.

N° 199 de la *Bibliographie de Colmar* de A. Waltz.

61. — A. BRETTE. *Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats Généraux de 1789.*

Paris [Collection des Documents inédits], 3 vol. in-8° parus . 1894-1904.

V. notamment t. I, pp. CXXIX-CXL; CXLVIII-CLVII; 217-19, II, 287.

62. — G. DANZAS. *Les élections aux États Généraux de 1789 dans les districts réunis de Colmar et Schélestadt (Revue catholique d'Alsace, 1890 et 1891).*

N° 205 de la *Bibliographie de Colmar* de A. Waltz.

63. — C. HOFFMANN. *La Haute-Alsace durant l'Administration provinciale*, fasc. III, les États Généraux.

Colmar, in-8° 1906.

Ouvrage posthume, publié par A. M. P. Ingold. Paru en partie dans la *Revue d'Alsace*, sept. 1903 à mars 1905. Etude très détaillée, d'après les archives locales.

64. — VÉRON-RÉVILLE. *Histoire de la Révolution française dans le département du Haut-Rhin.*

Colmar, 1865, in-8°.

N° 255 de la *Bibliographie de Colmar* de A. Waltz.

65. — R. GUYOT. *Où sont les cahiers des paroisses d'Alsace aux Etats Généraux de 1789?*

Revue d'Alsace, novembre 1906.

Recherche ce que sont devenus ces cahiers, dont les originaux furent confiés à Reubell.

V. le n° 92 ci-après.

66. — D^r HERZOG. *Das Beschwerdeheft der Bauern von Geberschweiler, 1789.*

Vogesenblatt, 1899.

67. — *Le cahier des doléances des bourgeois et habitants de Guebenschwihr aux Etats Généraux de 1789.*

Revue d'Alsace, juillet-août 1908.

68. — D. BRAMBT. Vorläufer der französischen Revolution in Elsass-Lothringen.

Strassburger Post, 7 sept. 1907.

Contient le texte, en allemand, du cahier de Bassenberg, paroisse du val de Villé.

69. — *Cahier de doléances de la ville de Riquewihr*, (pub. p. F. ZEYER).

Revue d'Alsace, mars 1910.

Texte accompagné du procès-verbal, sans les signatures, extrait des Arch. H. A.

B. — SOURCES MANUSCRITES

70. — Chauffour cadet, lieutenant de bailli d'épée pour les districts de Colmar et Schélestadt, au Garde des Sceaux.

Colmar, 1^{er} mars 1789. Original signé.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Demande la prorogation de l'assemblée des deux districts, fixée au 16 mars par le règlement du 7 février. Note marginale : « Le roi autorise une prorogation de quelques jours. »

71. — Projet d'arrangements à prendre relativement aux opérations des districts réunis de Colmar et Schélestadt, fixé au 26 mars, à proposer à M. le prince de Broglie, grand bailli d'épée.

Minute autographe, sans date, de Louis-Ignace Chauffour le cadet.

Bibl. de la ville de Colmar, collect. Chauffour, ms. 26.

72. — Le prince de Broglie, au maréchal de Stain-

ville, gouverneur général d'Alsace et grand préfet de la préfecture provinciale de Haguenau.

Colmar, 16 mars 1789. Copie.

A. N., B^a 33, liasse 67.

L'informe que les non-priviliégiés du Conseil Souverain d'Alsace demandent à tenir une réunion séparée et à envoyer des députés à l'assemblée électorale du tiers-état de la ville de Colmar. Le prince de Broglie leur donnera satisfaction.

73. — Le prince de Broglie au maréchal de Stainville.

Colmar, 18 mars 1789. Copie.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Même sujet. Il a rendu une ordonnance conforme. L'assemblée de tous les ressortissants du Conseil aura lieu le 20, au Palais.

V. le ms. de Holdt (n^o 37 ci-dessus), aux dates des 19 et 23 mars 1789.

74 — L'intendant d'Alsace à Necker.

Colmar, 17 mars 1789. Original signé.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Même sujet.

75. — Le maréchal de Stainville au prince de Broglie.

Strasbourg, 18 mars 1789. Copie.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Même sujet. Désapprouve Broglie.

76. — Chauffour le cadet à Necker.

Colmar, 20 mars 1789. Original signé.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Même sujet.

77. — Le prince de Broglie au maréchal de Stainville.

Colmar, 21 mars 1789. Copie.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Même sujet.

78. — Procès-verbal de l'Assemblée des non-privilé-

giés ressortissant au Conseil souverain d'Alsace, tenue au palais le 20 mars 1789.

Original signé.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Liste des comparants, comprenant 4 conseillers, 1 bailli, 3 notaires, 52 avocats (dont Reubell), 16 procureurs, 3 greffiers, 1 fiscal, 7 officiers ou cavaliers de maréchaussée, 11 huissiers, 2 chevaliers de Saint-Louis, 1 imprimeur, 2 concierges, 1 secrétaire du parquet, 1 garde archives. Nomination de 8 commissaires (dont Reubell) pour rédiger un cahier.

79. — Mémoire du prince de Broglie au comte de Puységur, ministre de la guerre.

Colmar, 21 mars 1789. Original.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Même sujet que les n^{os} 72 à 77.

80 — Le maréchal de Stainville à Necker.

Strasbourg, 20 mars 1789. Original signé.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Même sujet. La prétention de former une assemblée particulière au palais de Colmar aurait été formulée d'abord, le 13 mars, par le bâtonnier des avocats Reubell, au nom de son ordre.

81. — Le maréchal de Stainville au comte de Puységur.

Strasbourg, 23 mars 1789. Original signé.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Même sujet. Agitation provoquée par la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale.

82. — Le prince de Broglie à Necker.

Colmar, 24 mars 1789. Original signé.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Rend compte de l'assemblée du 20 au palais. Quatre députés, dont Reubell (écrit *Reibel*) nommés pour assister à l'assemblée générale du bailliage.

83. — Le Garde des Sceaux au prince de Broglie.

Paris, 26 mars 1789. Minute.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Désapprouve sa décision du 18, mais accepte le fait accompli.

84. — Procès-verbal de l'Assemblée des Trois-Ordres des districts réunis de Colmar et Schélestadt, tenue à Colmar en l'église des Dominicains, le 26 mars 1789, à huit heures du matin.

Original signé du président prince de Broglie.

A. N., B^a 33, liasse 67.

85. — Procès-verbal de l'Assemblée du Tiers-État des districts réunis de Colmar et Schélestadt, tenue à Colmar en la salle de la tribu des tisserands, le 26 mars 1789, à onze heures du matin.

Original signé du président Chauffour cadet.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Joint un « Etat général contenant les villes, bourgs, villages et communautés des deux districts... le nombre de leurs feux et celui de leurs habitants » plus un « Etat des hameaux qui n'ont point de rôle séparé d'impositions ».

86. — Hoffmann, bailli de Benfeld, au maréchal de Stainville.

Colmar, 27 mars 1789. Original signé.

A. N., B^a 33, liasse 67.

A protesté contre la présence des représentants particuliers du Conseil souverain dans l'assemblée du tiers état des districts. N'a obtenu aucun résultat « attendu l'influence de MM. du Conseil ». A été l'objet de reproches et d'injures personnelles de la part de « deux jeunes avocats, les sieurs Reubell et Mathieu ».

87. — Procès-verbal de l'assemblée du Tiers-État des districts réunis de Colmar et Schélestadt. Séance du 31 mars 1789.

Original signé du président Chauffour cadet.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Approbation du cahier général; réduction des députés à moitié; élection comme scrutateurs de Bruges, Reubell et Mathieu.

88. — Séance du 1^{er} avril 1789.

Original signé du président Chauffour cadet.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Élection comme député au Etats Généraux du procureur général Hermann. (Cf. le n^o 61, t. II, p. 172).

89. — Séance du 2 avril 1789.

Original signé du président Chauffour cadet.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Élection de Jean-Bernard Albert, suppléant éventuel d'Hermann de Jean-François Reubell (194 voix) et de Joseph-Louis Kauffmann, prévôt de Matzenheim (255 voix).

90. — Le prince de Broglie à Necker.

Colmar, 2 avril 1789, original signé.

A. N., B^a 33, liasse 67.

Compte-rendu des élections. Signale, sans détails, « quelques intrigues relatives à l'élection de M. Hermann ».

91. — Reubell à Chauffour le cadet.

Colmar, 16 avril 1789. Original autographe signé.

Bibl. de la ville de Colmar, coll. Chauffour, mss., 26.

Demande copie des procès-verbaux des élections primaires, pour être joint aux cahiers particuliers dont il est muni.

92. — Bernard, député à l'Assemblée nationale, au président de la municipalité provisoire de Haguenau.

Versailles, 3 octobre 1789, minute

A. N., D.XXIX^{bis}, 30.

Rappelle que les députés du tiers-état d'Alsace ont été chargés de présenter à l'Assemblée les doléances particulières des communautés. « M. Reubell est porteur de plus de 140 cahiers dont il n'a fait les extraits qu'ici. »

2° REUBELL DÉPUTÉ DU TIERS-ÉTAT DE COLMAR
ET SCHÉLESTADT A L'ASSEMBLÉE
NATIONALE ¹

A. SOURCES IMPRIMÉES

93. — *Lettre de M. Reubell, député du bailliage de Colmar, à ses commettants.*

Paris, Beaudoïn, imp^r de l'Assemblée nationale, in-12.

Signé REWBELL, et daté de Versailles, septembre 1789.

Explication des motifs pour lesquels il n'a pas pris la parole sur la question de la sanction royale et texte du discours qu'il n'a pas pu prononcer sur le veto.

94. — *Lettre de Reubell à la municipalité de Colmar.*

Paris, 23 octobre 1789. *Journal de Colmar*, 1^{er} juillet 1888.

Relative au droit de culture de la vigne en Alsace. N° 2230 de la *Bibliographie de Colmar* de A. Waltz.

95. — *Discours prononcé par M. Reubell après celui de l'abbé Mauri les 16 et 17 novembre 1790 sur la question de l'impôt du tabac.*

Paris. Imprimerie Nationale, 1790, in-8°.

1. Pour cette fin du § IV, comme pour tout ce qui concerne la vie publique de Reubell, il va de soi qu'une information de caractère général est nécessaire si l'on veut écrire une biographie utile. Mais nous ne pouvons, sans développer outre mesure ce répertoire, signaler comme documents et ouvrages, imprimés ou manuscrits, que ceux où le personnage est mentionné expressément ou qui se rapportent directement à des faits précis de sa carrière politique.

96. — *Projet de décret présenté par M. Reubell sur la question de l'impôt du tabac.*

Paris, Imprimerie Nationale, 1790, in-8°.

97. — *Lettre de Reubell à la Commission intermédiaire du district de Colmar, 5 août 1789.*

Publiée par Klenk, *Revue d'Alsace*, 1862, p. 530.

Lettre curieuse, relative à la séance de nuit et aux décrets du 4 août (N° 207 de la *Bibliographie de Colmar* de A. Waltz). Reubell, sous l'influence de l'enthousiasme du moment, renonce même à son animosité contre les juifs : « comme nous espérons que nos nouvelles lois les rendront honnêtes gens et laborieux, prêchez, Messieurs, la pitié pour ces misérables créatures, et vous aurez rempli le plus beau des devoirs. » (Original aux Arch. H. A., C. 1603.)

98. — *Lettre de M. Sandherr, député extraordinaire des communautés protestantes des villes de Colmar, Wissembourg et Landau vers l'Assemblée nationale, à M. Reubell, membre de cette Assemblée, en date du 23 août 1790.*

Paris, 1790, in-8°.

Relative à l'inscription sur les registres de baptême des enfants illégitimes nés de parents protestants.

99. — *Suite de la dénonciation à l'Assemblée nationale contre le S^r Comte de Buffévent et autres aristocrates de la ville forte d'Huningue et récusation présentée contre les S^{rs} Phliéger et Rewbell, députés d'Alsace à l'Assemblée nationale.*

Paris, 1790, in-8°.

Attaque violente, signée « DELARUE, curé député de la ville d'Huningue », contre Phliéger et Reubell, accusés d'avoir détourné et altéré un dossier remis à l'Assemblée par l'auteur. La récusation contre Reubell « lui servira de leçon d'éducation dont nous l'engageons à profiter pour mettre un peu d'aménité dans son caractère ».

100. — *Correspondance du Révérend évêque de Lydda avec ses commettants.*

S. l. n. d. [1790] in-8°.

Pamphlet apocryphe contre les députés d'Alsace favorables à la Révolution. Reubell y est pris à partie dans la note c de la 4^e lettre, p. 2, traité de « ridicule Erostrate », d' « enfant perdu de la faction orléanique », qui « ne s'est que trop distingué à l'Assemblée nationale par sa rage et son ignorance ».

101. — *Les pourquoi du peuple à ses représentants à leur retour de l'Assemblée nationale.*

S. l. n. d. [1791] in-8°.

P. 13 : « Pourquoi Reubell, à qui son père n'avait laissé que 6.000 livres pour tout patrimoine, roule-t-il carrosse, eta-t-il acheté sous le nom de son beau-frère Rapinat le prieuré de Sigolsheim ? »

102. — AULARD. *Histoire politique de la Révolution française.*

Paris, 1901, in-8°.

A consulter pour l'ensemble du rôle de Reubell à la Constituante et pour l'usage à faire des recueils ci-après. V. l'index, au mot *Reubell*.

103. — *Procès-Verbal de l'Assemblée nationale.*

Paris, 1789-91, 75 vol. in-8°.

V. la table au mot *Reubell*. La plupart du temps, les députés auteurs de motions ne sont pas nommés. Il faut donc, pour retrouver les traces de l'activité de Reubell, recourir aux journaux et les comparer avec le procès-verbal du jour, et surtout se reporter aux minutes des procès-verbaux et pièces annexes. (Arch. nat., C. 14 à 134.)

104. — *Réimpression de l'ancien Moniteur.*

Paris, 1844-45, 32 vol. in-4°.

V. La table au mot *Rewbell* (t. XXXII). Il est préférable de se servir de la Réimpression plutôt que de la *Gazette nationale* originale, la table de cette dernière, par Girardin, étant beaucoup moins complète. Deux références (IV, 631 ; IX, 2) manquent cependant à l'article de Reubell. En outre, on sait que le *Moniteur* n'a paru que le 24 novembre 1789 pour la première fois ; les numéros antérieurs ont été compilés après coup en l'an 4. Il faut donc nécessairement avoir recours à d'autres sources jusqu'à cette date.

105. — *Journal des États Généraux* par N. LEHODEY.

Paris, 1789-91, 27 vol. in-8°.

Pour la période du 5 mai au 1^{er} décembre 1789, Reubell est mentionné t. II, 285, 382, 594; t. III, 48, 62, 359; t. IV, 352, 449, 455; t. V, 17, 148, 250, 467; t. VI, 35, 36, 106.

106. — *Le Point du jour*, par BARÈRE de Vieuzac.

Paris, 1789-1791. 27 vol. in-8°.

Voir en particulier t. II, 220, 336, 385; t. III, 33, 208, 325, 327, 332, 415, 447, 489, 493; IV, 143, 211, 256.

107. — *Courrier de Paris et des 83 départements*, par A. J. GORSAS.

Versailles et Paris, juillet 1789 août 1790. 14 vol. in-8°.

V. surtout t. III, 170 et 337.

108. — *Journal d'Adrien Duquesnoy, député du tiers-état de Bar-le-Duc, mai 1789-avril 1790*, publié par R. de CRÈVECŒUR.

Paris, 1894, 2 vol. in-8° (Société d'histoire contemporaine).

Voir I, 349; II, 203, 330, 365.

109. — R. REUSS. *L'Alsace pendant la Révolution française. Correspondance des députés de Strasbourg à l'Assemblée nationale.*

Paris, 1881, in-8°.

V. notamment p. 183.

110. — *Souvenirs du lieutenant-général comte Mathieu Dumas, de 1770 à 1836*, publiés par son fils.

Paris, 1839, in-8°.

V. t. II, pp. 28-30 sur le rôle de Reubell dans la discussion du 15 mai 1791 sur les colonies.

111. — L. DESCHAMPS. *La Constituante et les Colonies.*

Paris, 1898, in-8°.

V. surtout pp. 226-27.

112. — A. MÉTIN. *Les origines du Comité de Sûreté générale.*

Révolution française, t. XXVIII (1895) 257 et suiv., 340 et suiv.

Sur le premier comité des recherches, créé à la demande de Reubell, et dont il fit partie.

113. — A. AULARD. *La Société des Jacobins.* Recueil de documents pour servir à l'histoire du Club des Jacobins de Paris.

Paris, 1889-97. 6 vol. in-8°.

V. l'index, au mot REUBELL.

B. — SOURCES MANUSCRITES

a. — Séances de l'Assemblée nationale.

114. — Motion de M. Reubell, 25 juillet 1789.

Minute autographe. Arch. nat., C. 28, 221.

Demande la formation d'un comité d'informations.

V. le *Point du jour* du 27 juillet.

115. — Rapport de Reubell au nom du comité des recherches, sur un document des archives de la Bastille publié par le *Patriote français* de Brissot (n° du 20 août 1789).

20 août 1789. Original autographe.

Arch. nat., C. 30

116. — « Question préliminaire à décider. » Motion de Reubell sur la sanction royale.

9 septembre 1789. Minute autographe.

A. N., C. 31.

117. — Motion de Reubell tendant à excepter de la mise en vacances des Parlements la chambre criminelle du Con-

seil Souverain de Colmar qui fera fonction de chambre de vacations.

3 novembre 1789. Minute autographe.
A. N., C. 32.

118. — Amendement de Reubell, tendant à l'établissement d'un secrétaire-greffier dans chaque commune.

30 novembre 1789. Minute autographe.
A. N., C. 32.

119. — Déclaration des députés d'Alsace portant qu'ils ont désigné M. Hell pour remplacer à la Commission d'agriculture M. de Türkheim, démissionnaire.

10 décembre 1789. Original avec signatures.
A. N., C. 33.

120. — Reubell à MM. les Secrétaires. Billet demandant qu'on recherche un de ses amendements en date du 28 décembre 1789.

[Janvier 1790]. Original signé.
A. N., C. 33.

121. — Projet de décret de Reubell sur l'affaire de la Chambre des vacations du Parlement de Rennes.

11 janvier 1790, minute autographe.
A. N., C. 36.

Ce projet, beaucoup plus sévère que le décret rendu sur la proposition de Camus, ordonnait l'arrestation des magistrats de Rennes et l'ouverture de leur procès au Châtelet, sous l'inculpation de « lèse-majesté nationale et de rébellion à la nation ». Sur toute cette affaire, v. Henri CARRÉ, *l'Assemblée Constituante et la mise en vacances des Parlements*, dans la *Revue d'histoire moderne* de février 1908 (IX, 325 et suiv.).

122. — Projet des députés d'Alsace pour la répartition de la province en départements, districts et cantons.

30 décembre 1789. Original signé.
A. N., D IV^{bis}, 71.

123. — Minute du décret constituant les départements et districts de l'Alsace.

13 janvier 1790. De la main de Reubell, avec la signature de Gossin.

A. N., C. 36.

124. — Minute du décret ordonnant la suspension des procédures ordonnées par le prévôt de la maréchaussée d'Alsace contre le syndic d'Illkirch, et l'envoi des dossiers au Comité des recherches.

19 janvier 1790. Minute de Reubell, autographe.

A. N., C. 36.

125. — Décret ordonnant que cinq députés (dont Reubell) iront le soir même à St-Cloud recevoir particulièrement des nouvelles de la santé du Roi.

1^{er} août 1790. Original.

A. N., C. 43.

126. — Procès-verbal de la séance du 8 août 1790.

Minute de la main de Reubell. Ce procès-verbal est presque deux fois plus développé que les autres.

A. N., C. 43.

127. --- Proposition de décret de Reubell relative à l'échange des assignats et à la fabrication de monnaie de billon.

27 août 1790. Minute autographe.

A. N., C. 43.

128. — Projet de décret de Reubell sur l'emploi des assignats au paiement des biens nationaux et la création d'obligations nationales avec prime.

28 septembre 1790. Minute autographe.

A. N., C. 44.

129. — Motion de Reubell pour un rapport quotidien sur les retards dans l'établissement des nouveaux tribunaux.

24 octobre 1790. Minute autographe.
A. N., C. 44.

Depuis cette date jusqu'à la clôture de l'Assemblée Constituante, on ne trouve plus aucun écrit de la main de Reubell ou signé de lui dans les pièces annexées aux procès-verbaux des séances.

b. Comité des recherches

Voir, en général, les pièces citées par M. Tuetey, *Répertoire des sources manuscrites*, t. I^{er}, p. 117 et suiv.

Reubell a été membre de ce comité, d'abord appelé comité d'informations, du 29 juillet au 3 septembre et du 3 octobre au 24 novembre 1789.

130. — Procès-verbal de l'élection des membres du Comité d'informations.

29 juillet 1789. Original.
A. N., C. 28.

Reubell est élu 7^e par 232 voix, le premier, Duport, en ayant 510, et le dernier, Petion, 177.

131. — Procès-verbal de l'élection des membres du comité des recherches.

15 octobre 1789. Original.
A. N., C. 31.

Reubell est élu 3^e par 123 voix, le premier, Glezen, en ayant 135, et le dernier, Chasset, 55.

132. — Arrêté du Comité des recherches organisant son régime intérieur.

7 novembre 1789. Original avec signatures.
A. N., D XXIX^{bis}, 2.

Reubell est spécialement chargé, avec Charles de Lameth et Buzot, du dépouillement des papiers saisis et déposés à l'hôtel de ville et au siège des différents districts.

133. — Lettre du Comité des recherches de l'Assemblée nationale au comité des recherches de la ville de Paris, l'invitant à faire interroger d'urgence une femme transportée à l'Hôtel-Dieu et qui a le visage brûlé par un explosif tombé dans son foyer par la cheminée.

19 novembre 1789. Minute de la main de Reubell.

A. N., D XXIX^{bis}, 29.

Jointe la copie du certificat du chirurgien de l'Hôtel-Dieu, de la main de Reubell.

134. — Résumé des déclarations de la demoiselle Mellet, de Douai, sur une conversation surprise par elle entre trois individus soupçonnés de vouloir attenter à la vie du Roi.

Novembre 1789. Original de la main de Reubell.

A. N., D XXIX^{bis}, 2.

135. — Extrait d'une lettre de Valenciennes annonçant le départ du comte Esterhazy, commandant en second de cette place, et ses manœuvres contre-révolutionnaires.

S. d. (janvier 1790). Copie.

A. N., D XXIX^{bis}, 3.

Cette pièce, qui émane probablement de Henri-Thomas Reubell, alors en garnison à Valenciennes, porte la mention suivante : « M. Reubell, député d'Alsace, m'a remis cette note qu'il tient de main sûre, et il m'a chargé de l'envoyer au comité des recherches. Je me hâte de l'y faire parvenir. GRÉGOIRE.

136. — Traduction d'une adresse de protestation en allemand signée à Bouxwiller en Basse-Alsace contre les décrets de l'Assemblée nationale, et transmise par Schwendt au Comité des recherches.

Mai 1790. Original de la main de Reubell.

A. N., D XXIX^{bis}, 5.

137. — Traduction d'une supplique allemande adressée au cardinal de Rohan par Zaiguelius, curé de S^t. Pierre-le-Vieux à Strasbourg, au nom de ses paroissiens.

13 septembre [1790]. Original de la main de Reubell.
A. N., D XXIX^{bis}, 32.

138. — Lettre d'Arnold, vainqueur de la Bastille, à Reubell, pour lui faire connaître que l'on recrute en Alsace des déserteurs pour le compte du prince Louis de Rohan, et demander une place dans la « chamtarmerie nastianale ».

Strasbourg, 22 avril 1791. Original signé.
A. N., D XXIX^{bis}, 33.

Renvoyé par Reubell aux Comités des recherches et militaire. Cette lettre a paru dans les *Feuilles d'histoire* du 1^{er} mai 1909.

139. — Lettre des députés d'Alsace à leur collègue Chasset en réponse à un libelle dirigé contre lui par le S^r Westermann de Haguenau.

Paris, 19 novembre 1790. Original de la main de Victor de Broglie.

A. N., D XXIX^{bis}, 30.

Reubell a écrit après les signatures : « J'étais présent au rapport dont il est parlé à l'article 1^{er} [au comité des recherches] et j'en atteste l'exactitude. J'étais malade lors des rapports faits à l'Assemblée nationale. REUBELL. »

140. — Reubell envoie à Bailly, maire de Paris, plusieurs notes relatives aux sieurs Olive, Le Roy et autres qui, employés par Lafayette pour maintenir l'ordre et la tranquillité dans les tribunes de l'Assemblée, se sont adressés à lui comme président pour être payés de leurs salaires et autorisés à continuer leurs fonctions.

Paris, 2 juin 1791. Original signé.
A. N., D XXIX^{bis}, 36.

c) Rapports de Reubell avec ses commettants.

141. — Lettre de Reubell à la commission intermédiaire provinciale du district de Colmar, pour lui communiquer les articles déjà décrétés de la déclaration des droits de l'homme.

Versailles, 25 août 1789. Original signé.

A. H. A., C. 1603.

142. — Question que M. Reubell est prié de soumettre au Comité de constitution ou à l'Assemblée nationale, de la part du bureau intermédiaire du district de Colmar.

S. d. [1790]. Original signé: Blanchard secrétaire-adjoint.

A. N., D IV, 55.

Relatif au partage des communaux.

143. — Extrait du registre des délibérations de la municipalité de Colmar. Séance du 15 septembre 1790.

Recueil de copies et analyses fait par M. Rencker, f. 64.

Bibl. de la ville de Colmar.

Relatif à une demande adressée par Mouhat et Rapinat, beau-père et beau-frère de Reubell, tendant à ce que la maison dudit Reubell soit protégée contre les tentatives de malveillants qui voulaient y mettre le feu.

144. — Mémoire adressé à l'Assemblée nationale par la majorité du Directoire du Haut-Rhin retirée à Belfort.

Belfort, 4^{er} octobre 1790.

A. N., D XXIX, 33.

Les signataires mentionnent, parmi les motifs de leur retraite à Belfort, l'insécurité de la ville de Colmar, et rappellent qu'à la nouvelle de la suppression des cours souveraines « les chasseurs de la garde nationale ont fait des tentatives ouvertes, mais heureusement infructueuses, pour ameuter les citoyens en assez grand nombre pour détruire la maison de M. Reubell, auquel ils imputaient cet événement. »

145. — Lettre de Reubell à Albert, procureur-syndic du district de Colmar, l'avertissant des préparatifs militaires des Autrichiens et l'invitant à faire prendre des mesures de défense. Il promet de demander lui-même au ministre « avec vivacité » les armes nécessaires.

Paris, 1^{er} octobre 1790. Copie.

A. H. A., L. 312.

146. — Discours de Blanchard père, prononcé à la Société des amis de la Constitution de Colmar.

Registre de la Société, juin 1791.

A. de la ville de Colmar. *Société populaire.*

Eloge de Victor Broglie et Jean Reubell « vous qui avez passé au creuset, vous qui êtes l'or pur et sans alliage, vous que nos vœux unanimes portaient à continuer votre représentation... revenez, puisqu'il le faut, jouir du repos destiné aux grands hommes. »

147. — Les députés d'Alsace et de Franche-Comté envoient au comité diplomatique de l'Assemblée nationale huit lettres de Belfort et Porrentruy dénonçant les préparatifs belliqueux et les manœuvres contre-révolutionnaires de l'évêque de Bâle.

16 août 1791. Original avec signatures.

A. N., D XXIII, 2.

Paraît être l'œuvre de Reubell, qui a signé le cinquième.

4° REUBELL ET LA QUESTION DES JUIFS D'ALSACE

A. — SOURCES IMPRIMÉES.

148. — *Observations d'un Alsacien sur l'affaire présente des Juifs d'Alsace.*

Francfort, 1779, in-12.

Attribué à Fr. Hell, plus tard député du tiers-état de Haguenau.
Relatif à l'affaire des fausses quittances.

149. — *Très humble et très respectueuse adresse à l'Assemblée nationale, exprimant le vœu unanime de la commune de Colmar.*

Colmar, 25 avril 1790, in-8°.

Protestation contre le projet de donner aux Juifs les droits de citoyens actifs.

150. — *Lettres patentes sur le décret de l'Assemblée nationale du 20 juillet 1790, portant suppression des droits d'habitation, de protection, de tolérance et de redevances semblables sur les Juifs.*

Paris, 1790, in-4°.

151. — *Les Juifs d'Alsace doivent-ils être admis aux droits de citoyens actifs? Lisez et jugez.*

S. l. 1790, in-8°.

Attribué à Hell sur l'exemplaire de la Bibliothèque de Colmar.
Hostile à l'admission.

152. — *Antwort über eine Schrift betitelt : Können die Juden im Elsass des Bürgerrechtes theilhaftig werden ?*

S. l. 1790, in-8°.

Réponse au précédent.

153. — *Rapport à l'Assemblée des Amis de la Constitution de Strasbourg, le 27 février 1790 sur la question de l'état civil des Juifs d'Alsace.*

S. l. n. d. in-8°.

Par Brunck. Voir F.-C. HEITZ. *Les Sociétés politiques de Strasbourg, 1790-1795* (Strasbourg, 1863, in-8°), pp. 17 et 29, qui cite trois autres brochures.

154. — *Pétition de MM. les Juifs du Haut-Rhin à l'Assemblée nationale.*

Paris, s. d. [1792], in-4°.

Protestent contre les décrets des 29 septembre et 13 novembre 1791 ; signé de Chauveau-Lagarde, homme de loi et défenseur officieux.

155. — *Quelques observations concernant les Juifs en général et plus particulièrement ceux d'Alsace*, par PUJOL défenseur avoué près la Cour d'appel de Paris.

Paris, 1806, in-8°.

Concernant les moyens d'éteindre l'usure.

156. — *Notice sur l'état des Israélites en France, en réponse à des questions proposées par un savant étranger.*

Paris, 1821, in-8°.

Relatif surtout aux Juifs d'Alsace. Une note manuscrite sur l'exemplaire de la Bibliothèque de l'Institut attribue cette brochure à E. Coquebert-Montbel.

157. — *Considérations sur l'état des Juifs, particulièrement en Alsace*, par BETTING de LANCASTEL, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et sous-préfet de Colmar.

Strasbourg, 1824, in-8°.

Etude historique assez impartiale.

158. — De NEYREMAND. *Créances des Juifs ; procès des fausses quittances.*

Colmar, 1862, in-8°. Extrait de la *Petite Gazette des tribunaux d'Alsace*.

159. — VÉRON-RÉVILLE. *Les Juifs sous l'ancien régime.*

Revue d'Alsace, 1864.

160. — X. MOSSMANN. *Etude sur l'histoire des Juifs à Colmar.*

Revue de l'Est, 1866.

161. — SCHEID. *Histoire des Juifs d'Alsace.*

Paris, 1887, in-12.

Favorable aux Juifs. Valeur historique médiocre.

162. — L. KAHN. *Les Juifs de Paris pendant la Révolution.*

Paris, 1898, in-8°.

163. — P. SAGNAC. *Les Juifs et la Révolution française.*

Revue d'histoire moderne, 1899-1900, t. I^{er}.

Résumé critique de la question.

164. — C. HOFFMANN. *L'Alsace au XVIII^e siècle.*

Colmar, 1906-1907. 4v. in-8°.

Le livre XII (t. IV, p. 315 à 530) est un exposé aussi complet que possible de la question, avec textes à l'appui. L'auteur, malgré un effort d'impartialité très réel, est assez hostile aux Juifs.

165. — M. GINSBURGER. *Cerfbeer und seine Zeit, Vortrag.*

Zurich, 1906, in-8°.

166. — M. GINSBURGER, *Die Juden in Rufach.*

Guebwiller, 1906, in-8°.

(*Schriften der Gesellschaft für die Geschichte der Israeliten in Elsass-Lothringen.*)

B. — SOURCES MANUSCRITES

167. — Lettre de REUBELL à Camille Desmoulins, en réponse à un article des *Révolutions de France et de Brabant* du 28 décembre 1789 (n° 5) où son intervention contre l'octroi du droit électoral aux Juifs était qualifiée « d'excessive ».

Paris, 29 décembre 1789.

L'original de cette lettre, passée en vente publique à plusieurs reprises, et que Mossmann avait copiée, n'a pu être retrouvé. Elle a été reproduite partiellement en fac-simile dans l'*Isographie des hommes célèbres* (Paris, 1828, 3 v. in-8°), et imprimée in-extenso par Mossmann dans le *Glaneur du Haut-Rhin* du 21 avril 1839. On la retrouvera dans Hoffmann, *l'Alsace au XVIII^e siècle*, IV, 518-19. Elle avait été signalée dans la *Révolution française*, 1882, t. III, p. 400. « Je doute fort, écrit Reubell, que dans toute l'Assemblée il y ait quelqu'un de plus tolérant que moi. Le culte, sans doute, ne peut être un motif d'être exclus; mais s'il est lié avec des principes civils et politiques, incompatibles avec les principes de la société à laquelle vous voulez être admis, cela commence à devenir problématique ». Et il fait remarquer que les Juifs de Lorraine et d'Alsace, dans leur adresse imprimée, réclament le maintien de leurs usages et de leur administration particulière. « Vous voyez que ce n'est pas moi qui exclus les Juifs; ils s'excluent d'eux-mêmes! » C'est ce qu'il avait déjà dit à l'Assemblée le 21 septembre 1789. Desmoulins ne publia pas cette réponse.

168. — Mémoire de Funck, bailli de Bischwiller en Basse Alsace, à l'Assemblée nationale, sur les moyens d'éteindre l'usure des Juifs de cette province par la voie de la jurisprudence.

Bischwiller, 2 janvier 1790. Original.

A. N., C. 126.

169. — Compte rendu du bureau de la Commission intermédiaire provinciale d'Alsace à l'Assemblée du dis-

trict de Colmar, présenté par MM. Metzger, le baron de Berckheim et Mueg, procureur syndic.

Mai 1790. Original de 87 p. in-fol.

A. H. A., C. 1602.

Un long passage est relatif à la question des droits politiques à donner aux Juifs : « Il ne nous paraît pas prudent de donner aux Juifs des droits avant qu'ils soient élevés dans des principes qui puissent les en rendre dignes... Jusque-là, aimons les Juifs comme nos frères, protégeons-les, inspirons-leur l'ambition de se rendre utiles et estimables par la pratique religieuse de leur morale, qui est le berceau de la nôtre. »

170. — Le Directoire du district de Colmar au Directoire du département du Haut-Rhin.

Colmar, 6 novembre 1790. Copie.

A. H. A., L. 643.

Invite le Directoire à ordonner que les Juifs ne pourront provisoirement poursuivre leurs débiteurs en remboursement que pour les intérêts échus, jusqu'à la mise en activité des nouveaux tribunaux.

171. — Arrêté du Conseil général du Haut-Rhin, 8 novembre 1790.

Original : A. H. A., L. 643.

Conforme au vœu exprimé dans le n° précédent.

172. — Arrêté du Directoire du département du Haut-Rhin, déboutant Aron Lévy de Zillisheim et Joseph Brunshvig, préposés de la nation juive, de leur opposition à l'arrêté du 8 novembre.

S. d. [novembre 1790]. Original.

A. H. A., L. 643.

173. — Adresse du département du Haut-Rhin à l'Assemblée nationale, protestant contre le projet d'accorder aux Juifs les droits de citoyens actifs.

Colmar, 31 décembre 1790. Original.

A. H. A., L. 643.

Fait craindre des troubles si les Juifs, devenus citoyens, sont élus

aux fonctions publiques ou prennent part aux élections, surtout ecclésiastiques.

Imprimé dans Hoffmann, *l'Alsace au XVIII^e siècle*, IV, 523.

174. — Arrêté du Directoire du Haut-Rhin suspendant l'exécution de celui du département du 8 novembre 1790, attendu la mise en activité des tribunaux.

7 janvier 1791. Minute de la main de Mueg.

Rendu sur réquisitoire du procureur général-syndic Mueg, d'après une requête des préposés de la nation juive.

A. H. A., L. 645.

175. — Projet envoyé au district d'Altkirch par le juge de paix de Hirsingen sur les moyens de résoudre la question de l'usure des Juifs.

Mai 1791. Original.

A. H. A., L. 645.

176. — Arrêté du Directoire du Haut-Rhin nommant M. de Salomon, membre du département, son commissaire pour procéder avec le commissaire du Bas-Rhin et les représentants des communautés juives, à la liquidation des créances.

13 juillet 1791. Minute.

Salomon fut remplacé le 16 décembre 1791 par Béchéle et ce dernier par Collombel le 1^{er} mai 1792.

177. — Arrêté du Conseil général du Haut-Rhin portant que jusqu'à détermination du mode de la liquidation des créances des Juifs prescrites par la loi du 13 novembre 1791, les débiteurs non juifs ne paieront aux créanciers juifs que les intérêts échus.

7 décembre 1791. Minute de Reubell.

A. H. A., L. 56. Copie dans A. N., F¹ C³, Haut-Rhin. 6.

V. — REUBELL PROCUREUR GÉNÉRAL-SYNDIC DU HAUT-RHIN¹

A. — SOURCES IMPRIMÉES

178. — *Lettre de M. Cahier, ministre de l'Intérieur, aux administrateurs du département du Haut-Rhin.*

Paris, 9 décembre 1791, in-8°.

Réponse à une lettre du 29 novembre, rédigée par Reubell et relative au bruit qui avait couru de la fuite du roi.

179. — *Strassburgische Zeitung.*

Strasbourg, 1791-1794. in-4°.

V. notamment les n°s des 3, 11 et 30 janvier 1792. Reubell est pris à partie dans le n° du 3 à propos d'une affaire d'échange d'assignats contre du numéraire. La réponse imprimée dans le n° du 11 est de lui ou inspirée par lui.

180. — *Vision et confession publique d'Arbogast Martin, évêque constitutionnel du Haut-Rhin, écrite par lui-même.*

S. l., février 1792, in-42°.

Pamphlet anonyme et apocryphe. On y fait dire à Martin : « Je stimule sans cesse la rage de Néronet Reubell, qui n'a pas besoin d'être stimulé ». Reubell y est représenté comme le véritable auteur du mandement de carême de l'évêque, mandement « plein de bêtises, d'atrocités, d'impostures et de mensonges ». Ce mandement

1. Nommé aux élections de 1790, Reubell fut remplacé provisoirement conformément à l'art. 46 du décret du 22 décembre 1789, par un membre du Directoire, Mueg. Il reprit ses fonctions après la séparation de la Constituante, le 17 octobre 1791, et les quitta pour entrer à la Convention, le 15 septembre 1792. Il fut alors remplacé définitivement.

reproduit par Heitz, *La contre-révolution en Alsace*, p. 260 et suiv., est au contraire une exhortation à la paix et à la fraternité.

181. — *Lettre écrite par M. Reubell, procureur général-syndic du Haut-Rhin, à M. l'abbé de Boug, présentement à Roderen, et réponse de M. l'abbé de Boug.*

S. l., 1792, in-8°.

Relatives à l'arrêté du département du 2 novembre 1791 sur la concentration à Colmar des prêtres réfractaires. V. sur cet arrêté la *Strassburgische Zeitung* du 27 avril 1792 et le n° 64, p. 63-65.

182. — *Adresse du Conseil général du département du Haut-Rhin réuni aux Conseils généraux du district et de la commune de Colmar, à leurs concitoyens.*

Colmar, 13 août 1792 (français et allemand) in-8°.

V. le *Moniteur* du 20 août 1792. A la suite de cette adresse où les administrateurs déclaraient vouloir défendre le roi constitutionnel, les commissaires de l'Assemblée, Carnot, Coustard, Prieur et Ritter furent chargés de suspendre les administrateurs suspects d'incivisme.

Cf le n° 64 ci-dessus.

183. — *Je vous dirai vos vérités. Aux Alsaciens, par un compatriote.*

A Papyropolis, 1792. in-8°, Epigraphe : *O insensati Alsatae!*

Pamphlet très violent contre les fonctionnaires et députés favorables à la Révolution, et notamment contre Reubell, qualifié de « Neronet », de « Huron », accusé de s'être « vendu à Philippe-le-Rouge », de s'être « engraisé de son patriotisme orléanique » et d'avoir acheté avec l'argent du duc d'Orléans un équipage et une campagne à Sigolsheim.

184. — F. C. HEITZ. *Les Sociétés politiques de Strasbourg pendant les années 1790 à 1795.*

Strasbourg, 1863, in-8°.

V. notamment p. 215 une circulaire des Jacobins de Strasbourg, en date du 22 mai 1792, contenant l'éloge du « brave Reibel ».

185. — F. C. HEITZ. *La Contre-révolution en Alsace.*

Strasbourg, 1865, in-8°.

Nombreux extraits de pamphlets dont quelques-uns prennent à partie Reubell.

186. — *Colmar und die Schreckenzeit*. Ein Tagebuch und Aktenstücke aus den Revolutionsjahren, hrsg. von J. RATHGEBER.

Stuttgart, 1873, in-8°.

Extraits de la chronique du pasteur colmarien Billing.

187. — *Chronique du serrurier Dominique Schmutz*, traduite et annotée par J. LIBLIN.

Mulhouse, 1874, in-8°.

188. — *Sigmund Billings Kleine Chronik der Stadt Colmar*, hrsg. v. André Waltz.

Colmar, 1894, in-12°.

189. — I. B. [Isidore BEUCHOT]. *Colmar pendant la Révolution*.

(*Journal de Colmar*, 29 mars 1894, 10 oct. 1895, 9 janv. 1896.)

190. — *Correspondance générale de Carnot*, publiée par Et. CHARAVAY.

Paris, 1892 et suiv., 4 v. in-4° (en cours de publication).

V. t. I, pp. 26-33, 88-89, 96-98, sur la mission de Carnot à Colmar en septembre 1792.

191. — D'OCHSENFELD [Angel INGOLD]. *Colmar pendant la Révolution*.

(*Revue de la Révolution*, 5 avril, 5 mai, 5 septembre 1884.)

B. — SOURCES MANUSCRITES

192. — Procès-verbal des délibérations du Conseil général du Haut-Rhin, session de 1791 (23 novembre au 22 décembre).

A. N., F¹ CIII, Haut-Rhin, 6. Copie.

193. — Procès-verbal des délibérations du Conseil général du Haut-Rhin, du 26 juillet 1792 au 9 frimaire an 2^e.

A. H. A., L. 55. Original.

194. — Registre des arrêtés du Directoire du Haut-Rhin, de septembre 1791 à janvier 1792.

A. H. A., L. 53. Original.

195. — Registre des arrêtés du Directoire du Haut-Rhin, année 1792.

A. H. A., L. 54. Original.

196. — Registre des délibérations particulières du Directoire du Haut-Rhin. Années 1791 et 1792.

A. H. A., L. 22. Original.

Ces cinq recueils doivent être dépouillés pour étudier l'administration de Reubell comme procureur général-syndic. Ils ne permettent pas toujours de démêler ce qui est son œuvre personnelle. Les pièces mentionnées ci-après sont celles qui, dans les archives administratives du Haut-Rhin, ont pu être reconnues comme émanant directement du procureur général-syndic ou adressées à lui personnellement.

197. — Lettre de Reubell au général Luckner, relative aux frères Hurth, soldats au régiment de carabiniers

de Strasbourg, et soupçonnés de correspondances contre-révolutionnaires.

Colmar : 13 novembre 1791. Minute autographe.
A. H. A., L. 113.

198. — Minute de projet d'arrêté sur la résidence forcée des prêtres réfractaires.

S. d. (octobre-novembre 1791). Minute autographe de Reubell.

C'est la première rédaction de l'arrêté dont il est question ci-dessus, n° 189. Reubell en proposant et faisant adopter la déportation à l'intérieur des prêtres insermentés, devançait le décret de l'Assemblée législative, qui n'est que du 29 novembre.

199. — Lettre de Reubell à la députation du Haut-Rhin à l'Assemblée législative, réclamant des mesures contre les prêtres insermentés et les émigrés.

Colmar, 15 novembre 1791. Minute autographe.

A. H. A., L. 75. Original aux A.N., C. 174.

Débuté ainsi : « Nous sommes, Messieurs, dans les circonstances les plus difficiles : 1° les prêtres; 2° les prêtres; 3° les prêtres... »

200. — Adresse des administrateurs du Haut-Rhin à l'Assemblée nationale pour réclamer la destitution du S^r Gloxin, membre du district de Colmar, qui refuse d'exécuter les lois relatives à l'application de la constitution civile du Clergé.

Colmar, 15 novembre 1791. Original.

A. N., C. 174.

D'après un fragment de brouillon (A. H. A., L. 114), il est visible que cette adresse a été rédigée par Reubell.

201. — Lettre de Reubell au baron de Wimpffen, commandant le département du Haut-Rhin, pour demander le changement des dragons de Monsieur, actuellement à Rouffach.

Colmar, 23 novembre 1791. Minute autographe.

A. H. A., L. 113.

202. — Réquisitions de Reubell au Conseil général aux fins d'ordonner une instruction sur l'origine du faux bruit de la fuite du Roi.

29 novembre 1791. Minute autographe.

A. H. A., L. 56.

Le dossier complet de cette enquête est aux A. N., F¹CIII, *Haut-Rhin*, 6.

203. — Projet d'arrêté du Conseil général du Haut-Rhin relatif au triage des archives de la province entre les deux départements du Haut et du Bas-Rhin.

1^{er} décembre 1791. Minute autographe de Reubell.

A. H. A., L. 56.

204. — Lettre de Reubell à Lavie, membre du Conseil général, l'informant que le Conseil a refusé sa démission.

Colmar, 4 décembre 1791. Minute autographe.

A. H. A., L. 58.

205. — Lettre des administrateurs du Haut-Rhin aux députés du département, pour communiquer sans délai au Comité diplomatique de l'Assemblée nationale.

Colmar, 4 décembre 1791. Minute autographe de Reubell.

A. H. A. L. 512.

Cette importante lettre prêche la guerre *offensive immédiate*. « C'est à Spire, à Worms, à Coblenz, à Mannheim que se font les préparatifs, et que se commettent par conséquent les hostilités. C'est donc à Worms, à Spire, à Coblenz, à Mannheim qu'il faut faire la guerre *défensive* et repousser nos ennemis... Le peuple y est entièrement pour nous... une proclamation qui annoncerait à ces peuples qu'on veut les traiter en frères, qu'on n'en veut qu'à leurs tyrans, etc..., les déterminerait tous à se joindre à nous... Les patriotes de ce pays ne conçoivent rien à la lenteur et à l'inconscience du ministère et de l'Assemblée nationale sur un article aussi important... » etc.

206. — Lettre de Reubell à Luckner, relative aux troupes de Rouffach.

Colmar, 4 décembre 1791. Minute autographe.

A. H. A., L. 113.

Cf. le n° 201.

207. — Lettre de Reubell à Wimpffen, l'invitant à une conférence pour le lendemain.

Colmar, 5 décembre 1791. Minute autographe.

A. H. A., L. 113.

203. — Lettre de Reubell à Luckner, lui envoyant des plaintes contre les dragons de Rouffach.

Colmar, 6 décembre 1791.

A. H. A., L. 113.

Cf. le n° 206.

209. — Lettre de Reubell à Luckner pour demander un renfort de troupes en vue des troubles religieux.

Colmar, 6 décembre 1791. Minute autographe.

A. H. A., L. 113.

Cette lettre représente les résistances à la constitution civile comme fomentées par « des hommes qui dans l'ancien régime n'avaient ni religion ni probité, et qui actuellement se couvrent du manteau sacré de la religion pour faire oublier tous leurs vices ». Les deux bataillons du district d'Atkirch, dont l'esprit était excellent, commencent à se pervertir. « La conformité de langage, des liaisons de parenté, le vin et les femmes finiront par les corrompre où ils sont... Il n'y a rien au-dessus de la malice des prêtres, si ce n'est votre patriotisme ».

210. — Lettre du Conseil général du Haut-Rhin à M. Wimpffen, pour lui recommander comme adjudant major du 4^e bataillon de Volontaires, Kléber « qui a servi 7 à 8 ans en Allemagne comme officier, et depuis dans la garde nationale... et qui... ne sera pas désagréable au bataillon. »

Colmar, 8 février 1792. Copie.

A. A. G., dossier Kléber.

Cette lettre fut écrite sur l'invitation de Reubell, à qui Kléber avait demandé la place d'adjudant-major. Merlin de Thionville s'en occupa aussi. Reubell a prétendu plus tard que Kléber ne lui avait jamais

pardonné ce service. V. Reynaud : *Vie et correspondance de Merlin de Thionville*, 2^e partie, p. 78, et *Conversation de Reubell avec Bonaparte*, Nouv. Revue rétrospective, juin 1904, où l'affaire est racontée en détail (pp. 371-72).

211. — Lettre du ministre de la guerre De Grave à Reubell, lui envoyant sur sa demande le tarif de solde des volontaires.

Paris, 9 avril 1792. Original.
A. H. A., L. 509.

212. — Lettre de Dumouriez, ministre des affaires étrangères à Reubell, pour le remercier des renseignements fournis et l'inviter à continuer ses informations.

Paris, 29 avril 1792. Original signé.
A. H. A., L. 512.

Les renseignements dont il s'agit n'ont pu être retrouvés. Ils paraissent être relatifs aux créances de l'Etat de Bâle sur la France, au sujet desquelles le secrétaire d'Etat bâlois Pierre Ochs écrit le 18 avril au département du Haut-Rhin. (A. du canton de Bâle-ville, *Politisches, Frankreich*, A. 5.)

213. — Mémoire de Reubell à l'Assemblée nationale au nom du Directoire du Haut-Rhin, relatif aux émigrés de ce département.

S. l. n. d. [Colmar, mai 1792]. Original signé.
A. N. AA, 49.

Contre les pétitions des princes émigrés qui ont demandé à l'Assemblée la levée du séquestre mis sur leurs biens par le département du Haut-Rhin. « Le seul fait de leur émigration et de leur persévérance dans l'abandon de leur patrie quand elle les appelle, doit les faire déclarer félons et déchus dès à présent de leurs fiefs. » Cite notamment l'ainé des Schauenbourg, de Kempff, le bailli de Flachslanden et son frère le général, Langenberg-Wagenbourg, l'abbé de Murbach d'Andlau, et son frère l'ex-député.

214. — Compte que rend le procureur général syndic du département du Haut-Rhin des événements relatifs à

l'arrestation de différentes voitures faite à Neuf-Brisach par la garnison.

S. d. [6 juin 1792] minute autographe inachevée.

A. H. A., L. 114.

Sur cette affaire, qui amena une mutinerie militaire grave, réprimée par Reubell et Victor de Broglie, v. le rapport de Dumas à l'Assemblée législative, publié dans le *Moniteur* du 18 juin.

215. — Résultat des conférences que j'ai eues à Bâle les 14, 15, 16 et 17 juin 1792 avec des personnes en place de différents partis, et des renseignements que j'ai pris pendant le cours de ma mission comme commissaire du département par suite de l'affaire de Neufbrisach.

Colmar, 24 juin 1792. Original signé.

A. E., corresp. polit., *Suisse*, v. 427, f^{os} 407 et suiv.

La minute de ce rapport, adressé au ministre des affaires étrangères Chambonas, mais qui était destiné à son prédécesseur Dumouriez, est aux A. H. A., L. 75. Elle est intitulée. « Résultat de deux conférences que j'ai eues avec M. Ochs, l'une chez lui le 14 de près de deux heures, l'autre chez moi le 15 de près d'une heure, et la troisième chez lui le 17 ; et d'autres conférences très étendues avec le citoyen Frey patriote et d'autres non patriotes. » L'idée dominante est que la plupart des cantons suisses sont non seulement antirévolutionnaires, mais même antifrançais, et que « ce ne sera qu'en leur parlant ferme que nous rendrons ces messieurs raisonnables ». Pierre Ochs, grand tribun de Bâle, s'entendra en 1798 avec Reubell pour révolutionner la Suisse.

216. — Arrêté du Directoire du Haut-Rhin chargeant Reubell de se rendre auprès du général d'Hambure, commandant du département, et de prendre toutes mesures, soit de concert avec lui, soit même seul, pour empêcher toute trahison et toute surprise.

Colmar, 11 juillet 1792. Original.

A. H. A., M. 22.

217. — Trois projets de mémoires à l'Assemblée nationale, sur le rachat des rentes emphytéotiques, sur les émigrés et sur les manufactures de toiles peintes de

Mulhouse, présentés par Reubell, et approuvés par le Conseil général du Haut-Rhin.

4 août 1792. Original.

A. H. A., L. 55.

218. — Lettre de Reubell au général Biron.

Colmar, 10 août 1792. Minute autographe.

A. H. A., L. 511.

Lui envoie la correspondance du département avec Harambure, qu'il soupçonne d'incivisme déguisé et de penchant pour les insertions. « J'ai de par le monde et dans votre armée... un fils sous-lieutenant dans le 2^e bataillon du 96^e régiment ci-devant Nassau-infanterie. Pendant que j'étais aux eaux, il a écrit à son oncle une lettre datée de Barr portant qu'il commandait la compagnie parce que son capitaine et son lieutenant avaient émigré. Je n'ai plus reçu de ses nouvelles depuis cette époque. Faites-moi la grâce, M. le général, de me faire savoir ce qu'il est devenu. Vous obligerez sensiblement un ancien collègue... »

219. — Arrêté du Conseil général du Haut-Rhin nommant Reubell et Lavie commissaires du département près les généraux commandant les troupes dans le département.

14 août 1792. Minute.

A. H. A., L. 509.

220. — Compte-rendu par Reubell et Lavie du succès de leur mission auprès des généraux commandant dans le Haut-Rhin.

Colmar, 19 août 1792.

A. H. A., L. 512.

221. — Rapport de Carnot, Coustard, Prieur et Ritter sur leur mission à l'armée du Rhin et notamment à Colmar.

5 septembre 1792. Original.

A. N., C. 173.

222. — Procès-verbal de l'Assemblée électorale tenue à Altkirch pour la nomination des députés à la Convention nationale.

2-8 septembre 1792. Copie.

A. N., C. 180, Haut-Rhin.

Reubell est élu président par 229 voix sur 410 votants, et député le premier, au premier tour de scrutin, par 305 voix sur 416 votants.

VI. — REUBELL REPRÉSENTANT DU PEUPLE A LA CONVENTION NATIONALE

(8 sept. 1792-4 brumaire an 4)

A. — SOURCES IMPRIMÉES

223. — *Procès-verbal de la Convention nationale, imprimé par son ordre.*

Paris, 1792-an 4, 74 vol. in-8°.

Le procès-verbal n'ayant qu'une table manuscrite, dont une copie abrégée est seule communiquée au public (aux Archives nationales), nous indiquons ici les passages relatifs à Reubell, après vérification, les renvois de la table n'étant pas tous exacts.

25 septembre 1792, p. 53 : Reubell est chargé de traduire un mémoire allemand envoyé par Luckner. — 26 septembre 1792, p. 58 : Reubell est nommé membre du comité de la guerre. — 6 octobre 1792, p. 499 : Reubell est adjoint au comité des six, chargé d'établir une garde départementale pour protéger la Convention. — 11 octobre 1792, p. 351 : Reubell est nommé membre du comité diplomatique. — 6 novembre 1792, p. 400 : Reubell est nommé membre de la commission chargée de la traduction en langue allemande et autres idiomes. — 15 janvier 1793, p. 198 ; 16 janvier, p. 230 ; 19 janvier p. 312 : Reubell absent par commission lors des votes sur le procès de Louis XVI. — 12 février 1793, p. 184 : Lecture d'une lettre de Reubell se plaignant de désertions parmi les gendarmes de l'armée de Custine. — 12 avril 1793, p. 228 : Confirmation de la mission de Reubell aux armées du Rhin, de la Moselle et des Vosges. — 30 avril 1793, p. 240 : Reubell envoyé en mission à l'armée du Rhin. — 19 juillet 1793, p. 358 : Reubell est maintenu à l'armée du Rhin comme enfermé dans Mayence. — 17 août 1793, p. 50 : Reubell demande à se justifier des accusations portées contre les défenseurs de Mayence et à recevoir communication des pièces.

Décret conforme. — *Ibid.*, p. 53 : Décret chargeant Reubell et Merlin (de Thionville) de conduire l'armée de Mayence en Vendée. — 5 frimaire an 2, p. 156 : Reubell nommé pour assister à l'inauguration des bustes de Lepelletier et de Marat. — 11 vendémiaire an 3 (soir) p. 232 : Reubell nommé membre suppléant de la commission des colonies. — 15 vendémiaire an 3, p. 335 : Reubell nommé membre du comité de sûreté générale. — 3 frimaire an 3, p. 42 : Reubell vote pour la mise en accusation de Carrier. — 16 frimaire an 3 (soir), p. 20 : Reubell élu président de la Convention. — 18 pluviôse an 3, p. 46 : Reubell nommé membre du Comité de la guerre. — 15 ventôse an 3, p. 267 : Reubell nommé membre du Comité de Salut public. — 2 prairial an 3, p. 40-41 : Lettre de Sieyès et Reubell annonçant de la Haye, 23 floréal, la signature du traité avec la Hollande. — 11 prairial an 3, p. 206 : deux lettres de Reubell sur la ratification du traité et sur l'exécution aux armées du décret du 1^{er} germinal. — 15 messidor an 3, p. 278 : Reubell remplacé au Comité du Salut public. — 17 messidor an 3, p. 20 : Reubell nommé membre de Comité des finances. — 18 messidor an 3, p. 33 : Reubell nommé membre du Comité militaire. — 15 thermidor an 3, p. 208 : Reubell nommé membre du Comité de Salut public.

223 a. — *Archives parlementaires de 1787 à 1860* fondées par MAVIDAL et E. LAURENT, continuées par L. LATASSE, L. CLAVEAU, C. PIONNIER et H. LEMAIRE (1^{re} série, 1787-1799).

Paris, 1867-1909. 74 vol. in-8° parus.

La Convention commence au t. LIII. Le procédé employé dans le recueil pour reconstituer les débats des assemblées était tel jusqu'au t. LII qu'on ne pouvait songer à l'utiliser comme une source. A partir du t. LIII, le *procès-verbal* devient la base du compte rendu, et les références sont plus précises ; à partir du t. LXXII, la publication est faite suivant une méthode bien plus précise et plus sûre.

V. pour Reubell, l'index à la fin de chaque volume et la table générale partielle (t. LXXI). Les Archives parlementaires ont partout corrigé *Reubell* en *Rewbell*. A noter spécialement, t. LII, p. 185, 266, 314, 336-37, et 439-40 les attaques de Reubell contre la commune de Paris ; t. LIII, p. 17-19 et 35-36 ses efforts pour faire rapporter le décret interdisant pour dix ans les fonctions publiques aux anciens conventionnels ; t. LXIII, p. 11, la reproduction de la pièce n° 242 ci-dessous, et t. LXXII, p. 332-37 et 345-46 la défense de Reubell, retour de Mayence, contre les accusations de Maribon-Montau, (17 août 1793).

Pour les séances de la Convention postérieures au 25 septembre 1793, v. le *Moniteur* (n° 104 ci-dessus).

224. — *Opinion de REUBELL sur l'article XXVIII du projet de loi concernant l'organisation des comités de la Convention nationale. Séances du 6 fructidor l'an second de la République française une et indivisible.*

[Paris], s. d., in-8°.

225. — *Lettre de REUBELL représentant du peuple, l'un des commissaires nommés pour conduire la garnison de Mayence contre les rebelles de la Vendée, à Barère, représentant du peuple, membre du Comité de Salut public. Imprimée en conséquence du décret de la Convention nationale du 8 vendémiaire an 3 de la République française une et indivisible.*

[Paris], vendémiaire an 3, in-8°.

Cette lettre célèbre a été reproduite en partie par Wallon, *Les Représentants en mission*, I, 154-155, et Chassin, *La Vendée patriote*, III, 41. C'est une dénonciation virulente contre Rossignol « homme de paille que tous les intrigants qui l'entourent font mouvoir à leur gré », contre Ronsin et les autres généraux de même espèce qui « ne s'occupent qu'à déguiser leurs défaites, qu'à mentir, et qui se dédommagent de tous leurs chagrins à table et dans les bras de très sales Vénus, avec lesquelles ils discutent leurs plans de calomnies contre tous ceux qui ne leur ressemblent pas. » La lettre est datée du 13 septembre 1793. Moins d'une quinzaine après, Reubell était rappelé de la Vendée et le 30 septembre la Convention nommait Rossignol général en chef de l'armée des côtes de Brest.

226. — *Rapport fait à la Convention nationale au nom du Comité de Salut public, sur le traité de paix entre la France et le Roi de Prusse, Séance du 21 germinal l'an 3 de la République française une et indivisible, par REUBELL député du Haut-Rhin. Imprimé par ordre de la Convention nationale.*

[Paris], germinal an 3, in-8°.

227. — *Rapport et projet de décret sur les finances, présentés au nom des quatre Comités réunis de Salut public,*

Sûreté générale, Législation et Finances, par REUBELL, représentant du peuple, le 24 prairial l'an 3 de la République française, une et indivisible. Imprimés par ordre de la Convention.

[Paris], prairial an 3, in-8°.
Voir aussi les nos 104 et 301.

228. — *République française. Armée de Mayence. Arrêté du représentant du peuple REUBELL.*

Mayence, 23 juillet 1793, affiche in-fol.

Ordre de conduire les otages aux avant-postes de l'armée du Rhin.

229. — F. A. AULARD. *Recueil des actes du Comité de Salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du Conseil exécutif provisoire.*

Paris, 1889-1909, 19 vol in-8° (dont une table); en cours de publication.

Voir t. I, 341-42, 365 (lettre du 28 décembre 1792), 407 (6 janvier 1793; c'est la lettre où Merlin, Reubell et Haussmann s'indignent d'apprendre que « Louis Capet vit encore »), 452, 468 (14 janvier 1793); t. II, p. 43 (1^{er} février 1793), 46 (2 février 1793), 68-69 (6 février 1793); 115 (11 février 1793), 141, 212 (26 février 1793), 219 (27 février 1793), 292 (8 mars 1793), 331 (10 mars 1793), 424 (21 mars 1793), 462 (23 mars 1793), 513 (25 mars 1793), 561 (28 mars 1793); t. III, p. 213, 588 (3 mai 1793), 492, 504; t. VI, p. 14, 79 (23 août 1793), 92 (24 août 1793), 154 (28 août 1793), 192 (30 août 1793), 193 et 195 (*id.*), 262 (3 septembre), 312 et 313 (6 septembre 1793), 432 (11 septembre 1793), 543 (17 septembre), 560 (18 septembre); t. VII, p. 8 (22 septembre 1793), 46 (24 septembre); t. XVIII, p. 293 (2 frimaire an 3), 441 (10 frimaire); t. XIX, p. 90 (5 nivôse an 3), 462 et 463 (24 nivôse an 3), 753 (9 pluviôse an 3).

230. — Jean REYNAUD. *Vie et correspondance de Merlin (de Thionville).*

Paris, 1868, in-8°.

Voir notamment une lettre de Reubell à Merlin, importante et curieuse, du 30 septembre 1793, p. 91 : « Pour moi, je suis toujours

le même; le cœur pur et le gousset vide, rempli d'espoir de voir triompher la République et de la voir surnager à toutes les passions. Je me fous du reste en repos. » P. 38, autre lettre du 6 frimaire an 2; p. 78 lettre de Kléber à Reubell du 24 janvier 1793, avec note de Merlin.

231. — F. BOUVIER. *Le siège de Mayence en 1793.*

Révolution française, 1882, P. 263 et suiv., 359 et suiv., 457 et suiv., 550 et suiv., 1883, p. 600 et suiv., 724 et suiv.

V. année 1882, p. 460, reproduction en fac-simile d'un assignat monnaie de siège portant la signature de Reubell.

232. — A. CHUQUET. *Mayence* (Les guerres de la Révolution, T. VII).

Paris, s. d. (1891), 4^e édition, in-12.

V. surtout p. 143 et suiv. P. 161 n. citation d'une lettre de Reubell du 3 avril 1793.

233. — BOCKENHEIMER. *Die Mainzer Klubisten der Jahren 1792 und 1793.*

Mayence, 1896, in-8°.

234. — WALLON. *Les représentants du peuple en mission et la justice révolutionnaire.*

Paris, 1889-90, 5 vol. in-8°.

Voir t. I, p. 150 et suiv.

235. — CHASSIN. *Études documentaires sur la Révolution française. La Vendée patriote.*

Paris, 1893-95, 4 vol. in-8°.

Voir la table générale publiée en 1900 (sous le titre *Études sur la Vendée et la Chouannerie*, t. XI), au mot REUBELL, et spécialement : t. II, 531-41; t. III, 1, 11-18, 23-26, 40, 121, 196.

236. — MAUTOUCHET. *Le Conventionnel Philippeaux.*

Paris, 1900, in-8°.

A consulter pour le conseil de guerre du 5 sept. 1793, présidé par Reubell.

237. — V. BARRUCAND. *Mémoires et notes de Choudieu* (1761-1838.)

Paris, 1897, in-8°.

238. — A. SOREL. *La paix de Bâle. Étude sur les négociations qui ont précédé le traité du 16 germinal an 3 entre la France et la Prusse.*

Revue historique, t. V, p. 265 ; t. VI, p. 29 et 315 ; t. VII, p. 14 et 316.

238 a. — A. SOREL. *Le Comité de Salut public et la question de la rive gauche du Rhin en 1795.*

Revue historique, t. XVIII, p. 273 et suiv.

Trois lettres de Reubell au Comité, des 26 thermidor, 1^{er} et 2 fructidor an 3, sont reproduites p. 308 et suiv.

239. — [L. Legrand]. *La Révolution française en Hollande, la République batave.*

Paris, 1894, in-8°.

V. surtout p. 91 à 107.

240. — *Inventaire analytique des archives du ministère des affaires étrangères. Correspondance politique. Les papiers de Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse (1792-1797), t. I à V publ. par J. KALEK ; t. VI publ. par TAUSSEERAT-RADEL.*

Paris, 1886-1910, in-8°.

Voir t. V (traité de Bâle avec la Prusse) et t. VI (traité avec l'Espagne), au mot *Reubell*, à l'index.

241. — A. KUSCINSKI. *Les députés au corps législatif, Conseil des anciens, de l'an IV à l'an VII.*

Paris, 1905 (Société d'histoire de la Révolution).

Reubell est élu parmi les membres des deux tiers conservés : sur la liste principale, dans le Haut-Rhin et la Sarthe ; sur la liste supplémentaire triple, dans : Charente, Charente-Inférieure, Dordogne, Gers, Gironde, Ile-et-Vilaine, Isère, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mont-Blanc, Nord, Oise, Orne, Saône-et-Loire, Seine, Seine-Inférieure.

B. — SOURCES MANUSCRITES

a) MISSIONS A L'ARMÉE DU RHIN ET EN VENDÉE

18 décembre 1792 — 24 septembre 1793

242. — Lettre de Reubell à la citoyenne Reubell à Colmar, département du Haut-Rhin.

Mayence, 3 avril 1793. Copie.

A. N. D XLII, 4.

« Tu sais, ma chère amie, que tous les ans je risque de mourir d'accès de colique néphrétique et de goutte. Si je ne puis aller aux eaux cette année à temps, cela empirera l'état de ma santé très délabrée. Mais de quelle manière que je meure, cela sera d'une manière digne de toi et de moi. Je me sers d'une occasion assez étrange pour te faire parvenir de mes nouvelles; c'est par le canal du prince de Hohenlohe. On dit qu'il y a des vertus morales; si cela est, ma lettre te parviendra et servira à te donner du calme. Pour moi, comme mon parti est pris, j'en ai. J'ai toujours été et je serai toujours tout à toi. »

Les trois premières phrases ont été publiées par A. Chuquet, *Mayence*, p. 161 n., et la lettre entière dans le n° 223^a, LXIII, 11.

243. — Lettre de Reubell à Félix Desportes, ministre de France à Deux-Ponts, pour demander, au nom du comité diplomatique de la Convention, des renseignements sur la sincérité du vœu de réunion à la France émis par les habitants d'Assweiler, Rexingen, Barendorf, Drüling, Daal (?), Kirberg et Wolfskirchen (bailliage de Harzkirchen).

Paris, 20 novembre 1792. Original signé.

A. E., *Palatinat-Deux-Ponts*, 130, f. 144.

244. — Arrêté de Merlin, Haussmann et Reubell ordonnant le versement aux magasins militaires des revenus des fermes appartenant aux princes émigrés.

Strasbourg, 29 décembre 1792. Copie.

A. N. AF II, 133.

245. — Arrêté de Merlin, Haussmann et Reubell mettant embargo sur des trains de bois destinés à la Hollande.

Sarrelouis, 10 février 1793. Copie.

A. N. AF II, 127.

246. — Arrêté de Reubell, Merlin et Haussmann ordonnant l'arrestation des comtes de Linange.

Mayence, 26 février 1793. Copie.

A. N. AF II, 247.

247. — Lettre de Haussmann et Reubell au représentant Blaux à Deux-Ponts, pour l'inviter à ne pas entraver l'évacuation sur Sarreguemines des denrées saisies par leur commissaire Boutay.

Mayence, 22 mars 1793. Copie.

A. N. AF II, 247.

248. — Lettre de Haussmann et Reubell à Boutay, membre de Directoire du district de Sarreguemines, lui communiquant le contenu de la précédente.

Mayence, 22 mars 1793. Copie.

A. N. AF II, 247.

Pour les autres lettres et arrêtés, v. le n° 229.

b) REUBELL AU COMITÉ DE SALUT PUBLIC

(15 ventose-15 germinal; 15 floréal-15 messidor an 3;
15 thermidor an 3-4 brumaire an 4)

249. — Lettre du Comité de Salut public à Barthélemy ambassadeur à Bâle, l'invitant à terminer promptement la paix avec la Prusse, en considérant les dernières propositions comme un *ultimatum*.

20 ventôse an 3 (10 mars 1795). Minute de Reubell.

A. E., *Prusse*, suppl. 10, f. 133.

De toute la négociation avec la Prusse, Reubell n'a rédigé que cette pièce. Il n'en a contresigné que quelques autres, sans avoir pris part à leur rédaction. Les rédacteurs sont Merlin (de Douai), Sieyès et Doucet.

250. — Plan sur lequel les membres du Comité de Salut public attachés aux Relations extérieures se proposent d'établir la négociation entre eux et les envoyés bataves. Arrêté le 24 ventôse [an 3] entre Merlin, Reubell et Sieyès. »

Minute de la main de Sieyès, signée de lui.

A. E., *Hollande*, 586, f. 449.

L'indemnité à la France et des limites nouvelles seront fixées en même temps que la république batave sera reconnue. On demandera la Flandre Hollandaise, Sud-Beveland et Walcheren, et 100 millions de florins.

251. — Lettre de Sieyès à Meyer, plénipotentiaire batave, annonçant qu'après entente avec Merlin et Reubell, il persiste dans le plan arrêté le 24 ventôse.

7 germinal an 3 (27 mars 1795). Minute de Sieyès.

A. E., *Hollande*, 586, f. 518.

252. — Bases d'un projet de traité d'alliance arrêté par le Comité de Salut public.

14 germinal an 3 (2 avril 1795) minute signée de Merlin (de Douai), Reubell et Sieyès et contresignée par les autres membres du Comité.

A. E., *Hollande*, 587, f. 16.

253. — Lettre de Merlin, Reubell et Sieyès à Blauw et Meyer, ministres bataves, annonçant que le projet du 14 germinal est leur *ultimatum*.

16 germinal an 3 (5 avril 1795). Minute signée.

A. E., *Hollande*, 587, f. 31.

254. — Lettre du Comité de Salut public au représentant Richard à Utrecht, annonçant le départ pour La Haye de Ramel, Reubell et Sieyès.

13 floréal an 3 (2 mai 1795). Minute de Sieyès.

A. E., *Hollande*, 587, f. 140.

Le nom de Reubell est ajouté en interligne.

255. — Pouvoirs de Reubell et de Sieyès et projet de traité arrêté par le Comité de Salut public, pour servir d'*ultimatum*.

15 floréal an 3 (3 mai 1795). Minute signée.

A. E., *Hollande*, 587, f. 142.

256. — Instructions pour Reubell et Sieyès.

11 floréal an 3 (4 mai 1795). Minute de Ramel.

A. E., *Hollande*, 587, f. 147.

Les autorise à s'en tenir à l'esprit, non à la lettre de l'*ultimatum*.

257. — Lettre de Reubell et Sieyès au Comité de Salut public, annonçant leur arrivée.

La Haye, 21 floréal an 3 (10 mai 1795). Original de la main de Sieyès.

A. E., *Hollande*, 587, f. 171.

258. — Lettre de Reubell et Sieyès au Comité de Salut public, rendant compte de leur première conférence avec les plénipotentiaires bataves.

La Haye, 22 floréal an 3 (11 mai 1795). Original de la main de Sieyès.

A. E., *Hollande*, 587, f. 179.

259. — Lettre du Comité de Salut public, insistant sur la nécessité financière urgente de terminer le traité franco-batave.

26 floréal an 3 (15 mai 1795). Minute de Merlin (de Douai).

A. E., *Hollande*, 587, f. 215.

Imprimée en partie par Legrand, *La Révolution française en Hollande*, p. 108.

260. — Lettre de Sieyès et Reubell au Comité de Salut public, annonçant la signature du traité.

La Haye, 28 floréal an 3 (17 mai 1795). Original de la main de Reubell.

A. E., *Hollande*, 587, f. 237.

Publiée en partie au *Moniteur* du 6 prairial, avec la date inexacte du 20 floréal.

261. — Lettre de Reubell au Comité de Salut public, relative à la destitution éventuelle du consul des Pays-Bas à Tunis.

La Haye, 30 floréal an 3 (19 mai 1795). Original signé.

A. E., *Hollande*, 587, f. 241.

262. — Lettre de Reubell au Comité de Salut public, proposant de faire évacuer, de concert avec la Prusse, Cuxhaven et Bremen par les Hanovriens.

Amsterdam, 2 prairial an 3 (21 mai 1795). Original signé.

A. E., *Hollande*, 587, f. 245.

263. — Lettre de Reubell au Comité de Salut public, relative à la ratification du traité franco-batave, à la

préparation de la campagne sur le Rhin et à l'esprit public en Belgique.

Amsterdam, 3 prairial an 3 (22 mai 1795). Original signé.
A. E., *Hollande*, 587, f. 259.

264. — Lettre de Reubell au Comité de Salut public, annonçant la ratification définitive du traité franco-batave, et son prochain retour à Paris.

La Haye, 8 prairial an 3 (27 mai 1795). Original signé.
A. N., C. 341.
Imprimé au *Moniteur* du 15 prairial an 3.

265. — Lettre de Richard, Cochon, Ramel et Reubell au Comité de Salut public et à la Convention nationale, pour les féliciter de leur victoire sur l'insurrection des 1^{er}-4 prairial et annoncer que l'armée du Nord était prête à marcher pour leur défense.

La Haye, 7 prairial an 3 (28 mai 1795). Original signé.
A. N., C. 341.
Imprimé au *Moniteur* du 15 prairial an 3.

266. — Arrêté du Comité de Salut public chargeant Reubell, l'un de ses membres, d'une mission près l'armée de la Moselle et du Rhin et à Bâle.

20 thermidor an 3 (7 août 1795). Minute de Merlin (de Douai).
A. N., AF III, 81.

Les instructions pour le représentant du peuple Reubell sont jointes, de la main de Merlin. Elles lui prescrivent de se concerter avec le général en chef Pichegru pour le passage du Rhin sur divers points, et l'autorisent à se rendre à Bâle « pour se concerter avec qui il appartiendra sur les suites du passage sur le territoire de cette république, s'il y échet, après que le passage sera effectué. »

267. — Lettre du Comité de Salut public à Barthélemy, à Bâle, lui communiquant confidentiellement l'ordre donné à Pichegru de passer le Rhin par le pont de Rheinfelden, en pays Bâlois.

20 thermidor an 3 (7 août 1793). Minute du général Clarke, treize signatures dont celle de Reubell.

A. G., *Armée de Rhin et Moselle*.

268. — Note de Reubell en forme de mémorandum.

20 thermidor an 3 (7 août 1793). Autographe.

A. G., *Armée de Rhin et Moselle*.

Propose, pour légitimer l'entrée des Français sur le territoire bâlois, d'en amener la violation préalable par les émigrés et les Autrichiens, en leur faisant croire que des généraux français et un représentant du peuple y ont fait une reconnaissance. On fera jouer ce rôle par des employés civils de l'armée sans armes, mais montés. Ceux-ci, « sur leurs gardes, se laisseront pourchasser, et à leur retour dresseront procès-verbal de cette violation. » On demandera réparation au canton de Bâle. Il différera sa réponse « et alors les Suisses... n'auront rien à dire quand nous ne ferons que ce qu'ont fait les émigrés et les Autrichiens ».

269. — Lettre de Reubell à ses collègues du Comité de Salut public, rendant compte d'une conférence à Strasbourg avec Rivaud et Merlin (de Thionville).

Huningue, 28 thermidor an 3 (13 août 1793). Original signé.

A. N., AF III, 81.

Imprimé par A. Sorel, n° 238^a ci-dessus.

270. — Lettre de Reubell à ses collègues du Comité de Salut public, rendant compte d'un dîner et d'une conversation avec Barthélemy, à Bâle.

Huningue, 1^{er} fructidor an 3. Original signé.

A. N., AF III, 81.

Imprimé par Sorel, n° 238^a ci-dessus.

271. — Lettre de Reubell à ses collègues du Comité de Salut public, rendant compte d'une entrevue avec le premier secrétaire de la légation française, à Bâle, Laquiente.

Huningue, 2 fructidor an 3 (19 août 1793). Original signé.

A. N., AF III, 81.

Impr. par Sorel, n° 239 ci-dessus.

Argumentation en faveur des « limites naturelles » de la France.

272. — Lettre de Merlin (de Thionville) Rivaud et Reubell au Comité de Salut public, relative à des mouvements de troupes.

Huningue, 4 fructidor an 3 (21 août 1795). Original de la main de Merlin (de Thionville).

A. G., *Armée de Rhin et Moselle*.

273. — Lettre de Reubell à ses collègues du Comité de Salut public.

Huningue, 5 fructidor an 3 (22 août 1795). Original signé.

A. E., *Prusse*, 216, f. 255.

Récit d'une entrevue avec le baron de Hardenberg, qui a demandé à Reubell les conditions de la France pour la paix avec les princes d'Empire et a témoigné le désir de traiter avant la séparation de la Convention.

274. — Lettre de Reubell à ses collègues du Comité de Salut public.

Huningue, 12 fructidor an 3 (29 août 1795). Original autographe.

A. G., *Armée de Rhin et Moselle*.

Récit d'une conférence avec Pichegru qui se plaint qu'on lui enlève 10.000 hommes pour l'armée d'Italie, réclame de l'argent et sa réintégration sur la liste des généraux d'artillerie. Organisation d'un espionnage en pays bâlois. Plaintes de Reubell sur sa mauvaise santé.

275. — Lettre de Reubell à Rivaud et Merlin de Thionville, leur communiquant une lettre de lui à Desaix sur les moyens d'accélérer l'acceptation de la Constitution, et la réponse de Desaix.

Sigolsheim, 15 fructidor an 3 (1^{er} septembre 1795). Original. Copies des deux lettres jointes.

B. N., Mss., nouv. acq. fr., 245 [papiers de Merlin (de Thionville)].

276. — Lettre de Reubell à Merlin (de Thionville), annonçant qu'il attend des nouvelles de Pichegru et le rétablissement de sa propre santé pour se déplacer.

Sigolsheim, 22 fructidor an 3 (8 septembre 1795). Original.

B. N., Mss., nouv. acq. fr., 245.

277. — Lettre de Reubell à Merlin de Thionville, se félicitant que la Constitution ait été acceptée et qu'il y ait « au moins du patriotisme dans les armées ».

Sigolsheim, 24 fructidor an 3 (10 septembre 1795). Original.
B. N., Mss., nouv. acq. fr., 245.

278. — Lettre du Comité de Salut public à Reubell, Merlin (de Thionville) et Rivaud, annonçant l'envoi de 30 millions en assignats, et recommandant de ne pas provoquer la violation du territoire suisse.

Paris, 18 fructidor an 3 (4 septembre 1795). Minute de Daunou.
A. G., *Armée de Rhin et Moselle*.

279. — Lettre du Comité de Salut public à Pichegru, renonçant, sur l'avis du général, à tout ce qui aurait pour objet de porter atteinte à la neutralité helvétique, hors le cas de représailles contre une violation commise par l'ennemi.

Paris, 18 fructidor an 3 (4 septembre 1795). Minute de Le Tourneur.
A. G., *Armée de Rhin et Moselle*.

280. Lettre de Rivaud et Reubell au Comité de Salut public, relative à la réintégration de deux militaires du 3^e bataillon d'Indre-et-Loire.

Mannheim, 7 vendémiaire an 4 (28 septembre 1795) [analyse].
A. N., AF II, 247.

281. — Lettre de Rivaud et Reubell au Comité de Salut public, recommandant un caporal de grenadiers pour une récompense spéciale.

Mannheim, 8 vendémiaire an 4 (29 septembre 1795), analyse.
A. N., AF II, 247.

282. — Lettre de Rivaud et Reubell au Comité de Sa-

lut public, envoyant deux arrêtés modifiant les sentences du tribunal militaire.

Mannheim, 10 vendémiaire an 4 (1^{er} octobre 1795), analyse.
A. N., AF II, 247.

283. — Lettre de Rivaud, Joubert, Merlin (de Thionville), et Reubell à leurs collègues du Comité de Salut public, demandant des instructions sur la manière de juger la neutralité des princes allemands, protégés par la ligne de démarcation prussienne.

Oberingelheim, 12 vendémiaire an 4 (3 octobre 1795). Copie.
A. E., *Prusse*, suppl. 10, f. 228.

284. — Lettre de Reubell, Merlin (de Thionville) et Rivaud au Comité de Salut public protestant contre l'annulation de leur arrêté du 3 vendémiaire en vue d'un armistice.

Oberingelheim, 12 vendémiaire an 4 (3 octobre 1795). Analyse.
A. N., AF II, 247.

285. — Lettre de Reubell au Comité de Salut public.

Mannheim, 14 vendémiaire an 4 (5 octobre 1795). Original.
A. E., Corresp. polit., *Wurtemberg*, 37, f. 170.
Protestation développée contre un arrêté du Comité annulant l'armistice proposé par lui au duc de Wurtemberg. Demande de fonds en numéraire.

286. — Lettre de Reubell au Comité de Salut public.

Mannheim, 20 vendémiaire an 4 (11 octobre 1795). Original.
A. E., Corresp. polit., *Wurtemberg*, 37, f. 177.
Annonce que le duc de Wurtemberg n'a pas ratifié le projet d'armistice. Invitation à sévir contre les royalistes insurgés : « Si vous êtes mols et ne profitez pas de la victoire, on recommencera, je vous en préviens ».

287. — Lettre de Reubell au Comité de Salut public.

Mannheim, 21 vendémiaire an 4 (12 octobre 1795). Analyse.
A. N., AF II, 247.

Se plaint de la Trésorerie nationale : « elle est en contre-révolution ou nous sommes en banqueroute ». Constate que l'attaque de Clerfayt, qui a fait lever le siège de Mayence, coïncide avec la conspiration royaliste de Paris. Se plaint du silence du Comité et surtout de la Commission du mouvement des armées. Réclame des secours pécuniaires.

288. — Lettre de Rivaud et Reubell au Comité de Salut public, transmettant copie de leur arrêté du 23 vendémiaire an 3 sur l'établissement des cadres des compagnies d'infanterie et de cavalerie.

Mannheim, 23 vendémiaire an 3 (14 octobre 1795). Original.
A. N., AF II, 245.

289. — Lettre de Rivaud à Reubell.

Mannheim, 2 brumaire an 4 (23 octobre 1795). Original.
A. N., AF II, 245.

Rivaud apprend qu'il a été porté sur la liste électorale supplémentaire de la Haute-Vienne et que Gay-Vernon est réélu. « Je te demande de déclarer en mon nom à la Convention nationale que je n'accepterai rien d'une assemblée qui a nommé l'assassin de Lesterpt-Beauvais... Je consentirais de sauter la tête la première dans le Rhin plutôt que d'accepter... Oh ! non, je serais plutôt dans l'armée avec honneur le dernier charretier. »

c. AFFAIRES PARTICULIÈRES

290. — Sébastien Simon, maire de Colmar, rend compte à la Commune qu'il a chargé le représentant Reubell de suivre une affaire de règlement de juges relative à des biens communaux dits des Linden de Colmar.

12 vendémiaire an 3 (3 octobre 1794). Copie.
Arch. de la ville de Colmar, reg. des délibérations de la Commune, 2^e vol.

291. — Lettre d'Ignace Vouesch à Reubell.

Calais, 7 brumaire an 3 (28 octobre 1794). Original.

A. N., AF II, 30.

Vouesch, qui appelle Reubell « citoyen et cousin », raconte qu'il arrive d'Angleterre avec sa sœur et vingt-six fugitifs « échappés des griffes du gouvernement anglais ». Il demande des passeports pour tous et une entrevue à Reubell pour lui transmettre les procédés qu'il a surpris à Londres pour fabriquer les glaces au moyen du charbon de terre.

292. — Lettre de Madur, d'Ambert, à Reubell.

Ambert, 2 germinal an 3 (22 mars 1795). Original.

A. N., AFII, 30.

Fait appel à des « liaisons de jeunesse » pour obtenir l'élargissement d'un parent, prêtre octogénaire, emprisonné à Clermont comme prêtre insermenté.

293. — Lettre de Toustain, du département de l'Eure, acquitté par le tribunal révolutionnaire de Paris, à Reubell, pour le féliciter d'avoir protesté contre le décret levant la confiscation prononcée sur les biens des condamnés.

27 germinal an 3 (16 avril 1795).

A. N., AF II, 30.

294. — Note anonyme adressée à Reubell, en faveur de la nomination de Mackau comme premier secrétaire de légation à Berlin. Réponse aux objections faites par Merlin (de Douai).

S. l. n. d. [vers germinal an 3].

A. N., AF II, 30.

295. — Lettre de Corvisier, agent national de Randan (Puy-de-Dôme) à Reubell, pour le remercier d'avoir dénoncé à la tribune les fortunes scandaleuses que font les fermiers par la hausse des denrées.

[Randan], 1^{er} floréal an 3 (19 avril 1795). Original.

A. N., AF II, 30.

296. — Lettre de Guitton, ancien officier municipal, à Reubell, pour le féliciter d'avoir dénoncé à la Convention les intrigues des riches fermiers pour faire hausser le prix des denrées et baisser le cours des assignats.

Dunkerque, 6 floréal an 3 (24 avril 1795). Original.

A. N., AF II, 30.

Note de Reubell : « Pour Creuzé-Latouche. A lire promptement ».
V. le discours de Reubell au *Moniteur* du 28 germinal.

297. — Lettre de Dutertre, chef de brigade à Mayenne, à Reubell, lui envoyant une déclaration des Chouans Francœur et Pommadaire contre les chefs Pontavice et du Bois-Guy, avec lesquels ils conseillent de ne pas négocier sans garanties.

23 floréal an 3 (14 mai 1795). Original.

A. N., AFII, 30.

298. — Lettre d'Ignace Antoine, de Colmar, employé au département de la Meurthe, pour lui demander, comme compatriote, de hâter la décision de la Convention sur l'augmentation proposée des appointements des employés du département de la Meurthe.

S. l. n. d. [prairial an 3]. Original.

A. N., AFII, 30.

299. — Lettre anonyme adressée à Reubell.

S. l. 11 prairial an 3 (30 mai 1795). Original.

A. N., AF II, 30.

Détails sur les chouans et la campagne contre eux. Nouvelles de Thomas qui « meurt de faim à Rouen » et a une grave blessure à la jambe. « Faites passer cela au petit bâtard, je vous en prie, et à M^{me} d'Ossembach. Adieu, je vous embrasse et vos femmes de tout mon cœur. »

300. — Lettre de Müller, officier retiré, à Reubell, lui

envoyant le précis de son opinion en forme d'adresse à la Convention.

Landser, 15 prairial an 3 (13 juin 1795). Original.

A. N., AF II, 30.

Le « précis » manque. Müller indique que jusque-là il avait adressé à son ami Resch ce qu'il désirait être mis sous les yeux de Reubell.

VII. — REUBELL MEMBRE DU CONSEIL
DES CINQ CENTS
(4 au 11 brumaire an 4)
ET DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF
(11 brumaire an 4-20 floréal an 7)¹

A. — SOURCES IMPRIMÉES

1° DOCUMENTS, MÉMOIRES ET CORRESPONDANCES

301. — *Recueil des actes du Directoire exécutif* (procès-verbaux, arrêtés, instructions, lettres et actes divers), publiés et annotés par A. DEBIDOUR.

Paris, 1910, in-8° (Collection des documents inédits), t. I^{er}, du 11 brumaire au 30 ventôse du 4 (2 novembre 1795-20 mars 1796).

Ce recueil est d'une importance capitale pour l'histoire du Directoire. Il publie, analyse ou signale toutes les pièces figurant aux archives nationales, dans la collection dite des minutes d'arrêtés. On y trouvera une courte notice sur Reubell presque rigoureusement exacte (p. 2-3), et la reproduction de nombreux actes émanés de lui. Cependant, si l'on veut connaître précisément le rôle de l'un des Directeurs dans les délibérations du gouvernement, il convient de se reporter à la minute même du procès-verbal et aux pièces manuscrites, le recueil étant imprimé d'après la copie des procès-verbaux et n'indiquant pas le plus souvent par qui les lettres, arrêtés, instructions, etc., sont rédigés. Nous avons pour cette raison signalé ci-après, parmi les sources manuscrites, les pièces qui sont écrites ou corrigées de la main de Reubell, en renvoyant aux passages correspondants du recueil.

1. V. la Préface, p. 3.

302. — *Directoire exécutif. — Procès-verbal de la Séance du 1^{er} pluviôse an 4* (21 janvier 1796).

Paris, s. d. [1796], in-8°.

P. 2 à 6, discours de Reubell pour l'aniversaire de la mort de Louis XVI. Il est de ton assez violent, insiste surtout sur les dangers d'une restauration au point de vue patriotique, et se termine par le serment de haine à la royauté.

Cette pièce est reproduite au *Moniteur* du 5 pluviôse (réimpression, XXVII, 273).

303. — A. AULARD. *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire.*

Paris, 1898-1902, 5 vol. in-8°.

V. la table alphabétique au mot *Reubell*. Cet important recueil dispense presque du dépouillement des journaux. A noter particulièrement les discussions aux séances du Directoire p. 123 et 220 du t. IV, et au t. V, pp. 583 et 589-91 divers extraits de journaux se rapportant aux n^{os} 443 et 444 ci-dessous. Voir aussi le complément publié par C. BALLOT, *Le coup d'Etat du 18 fructidor an V*; Paris, 1906, in-8°.

304. — *Mémoires de Barras, membre du Directoire*, publiés par Georges DURUY.

Paris, 1895-96, 4 vol. in-8°.

V. notamment les t. II, III et IV. Reubell y est nommé presque à chaque page, et jugé d'une manière parfois sarcastique, mais le plus souvent élogieuse. L'index qui termine le t. IV renvoie aux nombreux passages où son nom est cité. Ces mémoires ont été mis au net et probablement rédigés en partie par Rousselin de Saint-Albin. Les résumés des séances du Directoire, reproduits en petit texte, sont le plus souvent dignes de foi. Le reste est beaucoup plus sujet à caution. Reubell est apprécié avec une sévérité excessive par l'éditeur, notamment dans la préface du t. III.

305. — *Mémoires de Larevellière-Lépeaux, publiés par son fils.*

Paris, s. d. [1895] 3 vol. in-8°.

Voir surtout le t. I^{er}, pp. III, 310-11, 316-17, 332-37, 342-45, 347, 362, 378, 382-83, 394-95, 398, 402-3, 421, 431-35: t. II, pp. 5-6, 10, 18-19, 24, 26, 78, 84, 110, 113-118, 120, 123-25, 130-31, 173, 237,

239-246 (reproduction d'une note de Reubell sur l'affaire Querini-Wiscovich), 250, 260, 310, 333, 374, 433-34, 442.

La Revellière est très sympathique à Reubell. Ses *Mémoires*, rédigés sous la Restauration, sont souvent vagues et parfois erronés. V. *Le Directoire et la paix de l'Europe*, Introduction.

306. — *Réponse de L. N. M. CARNOT... au rapport fait sur la Conjuration du 18 fructidor au Conseil des Cinq-Cents par J. Ch. Bailleul.*

S. l., 8 floréal an 6, in-8°.

V. notamment p. 30, 60, 107, 123, 134. Cette brochure très violente fut publiée par Carnot, alors réfugié en Allemagne. Elle a cependant été désavouée, en termes vagues, par Carnot-Feulint (v. n° 321), et Sybel l'a rejetée comme apocryphe.

307. — *Mémoires sur Carnot, par son fils.*

3^e édition, Paris, 1907, 2 vol. in-8°.

V. t. II, p. 7, 9-10, 12, 19-26, 53-55, 88, 95, 97, 120, 122, 147, 166. Ces *Mémoires* ont été écrits surtout, pour la période du Directoire, d'après la *Réponse à Bailleul* et l'*Histoire du Directoire constitutionnel* de Carnot-Feulint, plus quelques papiers de famille. Ils n'ont guère de valeur originale.

308. — *Les préliminaires du 18 fructidor* (pages extraites des *Mémoires de Barthélemy*).

Revue politique et littéraire, 1^{er} mai 1909.

Fragment de *Mémoires* qui paraissent avoir été rédigés assez tard. Reubell y est mentionné plusieurs fois. La publication intégrale, annoncée comme imminente, n'a pas encore eu lieu actuellement (janvier 1911).

309. — *Correspondance de Napoléon I^{er} publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III.*

Paris, 1858-69, 32 vol. in-4°.

Voir dans les *Œuvres de Napoléon à Sainte-Hélène*, t. XXIX, p. 69 et t. XXX, p. 275 de la *Correspondance*, deux passages relatifs à Reubell. Le premier est un portrait assez développé, le second une protestation contre la légende des concussions qui auraient enrichi les Directeurs : « Reubell, qui était le plus détesté peut-être, fut presque flétri comme millionnaire, et il n'était qu'un homme dur et probe ; à sa mort, il n'a pas laissé 100.000 écus ».

310. — D. J. GARAT. *Mémoires historiques sur le XVIII^e siècle, sur les principaux personnages de la Révolution française, ainsi que sur la vie et les écrits de M. Suard.*

Paris, 2^e édition, 1829, 2 vol. in-8°.

Portrait de Reubell, II, p. 381. Il a « beaucoup marqué dans la Révolution sans avoir pu fixer les doutes sur ses talents. Ce qu'on ne peut lui refuser, c'est le courage de l'esprit et de l'âme... » Cependant, au 18 fructidor, il a « perdu entièrement la tête » au dernier moment.

V. aussi les *Souvenirs* de Mathieu Dumas (n° 110 ci-dessus) III, 86-87, 103 et 112.

311. — *Mémoires et Souvenirs du Comte LAVALLETTE.*

Paris, 1831, 2 vol. in-8°.

V. I, 202-218 et 231.

Lavallette défend Reubell contre les accusations de vénalité dont il fut l'objet après sa sortie du Directoire.

312. — ARNAULT. *Souvenirs d'un Sexagénaire.*

Paris, 1833, 4 vol. in-8°.

V. II, 273, courte notice sur Reubell.

313. — BAUDOT. *Notes historiques sur la Convention nationale, le Directoire, l'Empire et l'exil des votants.*

Paris, 1893, in-8°.

V. p. 118 : « Reubell n'avait d'autre mérite que les connaissances chicanières d'un petit tribunal et sa haine pour les sociétés populaires ».

314. — LOMBARD (de Langres). *Mémoires anecdotiques pour servir à l'histoire de la Révolution française.*

Paris, 1823, 2 vol. in-8°.

Raconte (I, 223) une entrevue de l'auteur avec Reubell pour obtenir la radiation de son père, inscrit sur une liste d'émigrés.

Ces mémoires, très alertes et spirituels, sont très fantaisistes. Ils ont paru en grande partie dès 1819 sous le titre de *Souvenirs, ou recueil de faits particuliers et d'anecdotes secrètes pour servir à l'histoire de la Révolution*. Le maréchal Lefebvre dont le témoignage était cité

à plusieurs reprises, obligea Lombard à retirer ce livre du commerce. Le maréchal étant mort en 1820, Lombard fit paraître, d'abord les *Mémoires d'un sot*, puis les *Mémoires anecdotiques*.

315. — Duchesse d'ABRANTÈS. *Histoire des Salons de Paris ; tableaux et portraits du grand monde sous Louis XVI.*

Paris, s. d. 4 vol. in-8°.

V. II, 453, notice sur Reubell : « C'était un homme probe en conduite politique ». S'est toujours « défendu victorieusement » des accusations portées contre lui en même temps que contre Schérer et Rapinat.

316. — *Opinion de Du Pont de Nemours sur Bonaparte dans une lettre à Reubell.* (16 ventôse an 4.)

Révolution française, 1898, p. 376.

Reproche à Bonaparte d'être Corse, et ancien ami des Robespierre. Rappelle à Reubell qu'il doit savoir « ce que c'est que les Corses... ils ont tous leur fortune à faire ». Il est dangereux de confier à deux Corses, Bonaparte et Saliceti, l'armée d'Italie « notre dernier espoir, si la guerre continue ». Il vaudrait mieux faire la paix. Au dos de l'original de cette lettre est le brouillon de la réponse de Reubell, daté du 17 ventôse an 4 : « Mon cher ancien collègue, j'aimerais mieux faire vingt traités de paix que de participer à un seul choix de général. Si tu veux donc nous indiquer des moyens sûrs et honorables de faire la paix, je suis prêt à te lire. Je te salue, t'embrasse et te plains aussi ». Du Pont prit l'invitation au sérieux et envoya le jour même à Reubell un véritable mémoire sur la paix, sans grande valeur du reste.

(Communiqué par M^{me} de Cendrecourt).

317. — *Report on the manuscripts of J. B. Fortescue, esq.* (British Historical manuscripts commission).

Londres, 1892-1910, 7 vol. in-8°.

Voir t. III, p. 160, une note adressée le 15 décembre 1793 par Regnier, agent des princes, à lord Grenville, et t. IV, p. 38-39 une autre analogue, de décembre 1797, adressée à Louis XVIII. Dans la première, Reubell est qualifié « homme sans talents et très opiniâtre » et représenté comme anglophobe ; dans la seconde, il est dit qu'il « agiote, boit, s'enivre souvent ; il prend intérêt dans tous les marchés des nouveaux entrepreneurs, parmi lesquels on remarque Tallien et Bentabole ». Il est représenté comme préparant,

d'accord avec Merlin et en employant comme second Reverchon, un prochain retour de la terreur. Il y a de nombreuses erreurs, mais quelques traits justes, dans le reste de ces rapports.

318. — *La France et Paris sous le Directoire*, lettres d'une voyageuse anglaise, suivies d'extraits des lettres de Swinburne (1796-1797), traduites et annotées par Albert BABAUE.

Paris, 1888, in-12°.

V. p. 268, extrait d'une lettre de Swinburne du 29 novembre 1796 décrivant l'audience publique du Directoire et la réception des pétitions par Reubell.

319. — MALLET du PAN. *Correspondance inédite avec la Cour de Vienne* (1794-1798, publiée par André MICHEL).

Paris, 1884, 2 vol. in-8°.

Voir notamment I, 358, 384, 402, 423, II, 12, 13, 82, 141, 209, 261, 269, 274, 285, 313, 344, 349, 351, 360, 384.

Courtes allusions à Reubell, presque toutes injurieuses ou diffamatoires, et souvent fantaisistes. (Par exemple, II, 274, Poterat serait à la veille de devenir ministre des relations extérieures, ayant « promis 200.000 francs à M^{me} Reubell et à la maîtresse de Barras ». Poterat était alors en pleine disgrâce.)

2° TRAVAUX HISTORIQUES

320. — [HENRY]. *Histoire du Directoire exécutif de la République française, depuis son installation jusqu'au 18 brumaire inclusivement, suivie de pièces justificatives.*

Paris, Buisson, 1801, 2 vol. in-8°.

V. t. II, p. 132 le récit (d'après la *Réponse à Bailleul de Carnot*) de la réunion chez Reubell la veille du 18 fructidor.

321. — [CARNOT-FEULINT]. *Histoire du Directoire constitutionnel, par un ancien représentant du peuple.*

Paris, an 8, in-8°.

Voir surtout le portrait de Reubell, très poussé au noir, p. 195. Reubell aurait été connu comme avocat pour son indécatesse, il aurait « bonifié ses intérêts en Hollande et à Mayence », aurait demandé à son entrée au Directoire « d'être spécialement chargé des finances ». Carnot-Feulint lui reproche sa haine du peuple, son mépris de l'armée, son caractère tyrannique et finalement « ce débordement de vices ». Il signale avec plus de vraisemblance (p. 8, n. 2) que l'animosité réciproque de Reubell et de Carnot datait de la capitulation de Mayence, que Carnot avait très vivement blâmée au Comité de Salut public.

322. — LACRETELLE jeune. *Précis historique de la Révolution française. Directoire exécutif.*

Paris, 1810 (2^e édition) 2 vol. in-32.

Voir surtout t. I, p. 9, et t. II, p. 252-54.

Sévère en général pour le Directoire et enthousiaste de Bonaparte, Lacretelle défend cependant Reubell, qui « avait fait sentir à ses collègues, et bientôt à toute la France, l'ascendant d'un caractère bourru et d'un esprit rusé » qui avait exercé « un pouvoir disproportionné à ses talents » mais dont la « dignité » et la « conduite ferme » après sa retraite « fut appréciée de tous les hommes capables de justice ». La « fable » de ses richesses a été démentie « par l'évidence ».

323. — DULAURE. *Esquisses historiques des principaux événements de la Révolution française.*

Paris, 1825, 5 vol. in-8° et 1 vol. de tables.

V. la table au mot *Reubell*. Dulaure né en 1755, ancien Conventionnel et député aux Cinq-Cents rappelle, qu'en 1793 Reubell et Merlin avaient juré de garder leurs moustaches jusqu'à la reprise de Mayence, et tinrent leur serment (IV, 470). Il loue la fermeté et les connaissances diplomatiques de Reubell (V, 20) cite sa défense au conseil des Anciens (V, 37) et rapporte l'anecdote de la plume offerte par lui à Bonaparte qui, avant l'expédition d'Egypte, menaçait de sa démission (V, 39, n.) Le témoignage de Dulaure est souvent confirmé par d'autres, La Revellière notamment.

324. — M^{me} de STAËL. *Considération sur les principaux événements de la Révolution.*

Paris 1820, 2 vol. in-8° (t. XII et XIII des *Oeuvres complètes*).

V. t. II, p. 204, allusion au rôle de Reubell dans l'expédition de Suisse en l'an 6.

325. — [FABRE (de l'Aude)]. *Histoire secrète du Directoire.*

Paris, 1832, 2 vol. in-8°.

Voir notamment : I, 180 (Boutade de Reubell contre l'abbé Delille, qu'il voudrait envoyer « rimer à Bicêtre »); I, 362. III, 29 (prétendue mission de Reubell à Fabre auprès de Bonaparte avant fructidor); III, 180-206 (récit assez fantaisiste de réunions chez Barras et Reubell avant le 18 fructidor; v. p. la critique de ce texte l'ouvrage n° 332); III, 379 (Reubell aurait fait la guerre de Suisse pour se venger d'un procès perdu contre les Bernois avant la Révolution); IV, 121 (sortie de Reubell du Directoire). Le témoignage de Fabre, accueilli notamment dans l'ouvrage n° 335, est bien suspect.

326. — A. THIERS. *Histoire de la Révolution française.*

Paris, 1832, 10 vol. in-8° (8^e édition).

Voir t. IX, p. 5 (portrait de Reubell, d'après les mémoires, alors inédits, de La Revellière-Lépeaux); t. X. p. 281-3 sur Rapinat et les accusations portées contre Reubell en l'an 7, jugées sans fondement; p. 296 et 300.

327. — A. de BARANTE. *Histoire du Directoire de la République française.*

Paris, 1855, 3 vol. in-8°.

V. t. II, p. 305 (changement des ministres du 28 messidor an 5); II, 412 (Reubell fait offrir à Barthélemy sa liberté au 18 fructidor s'il démissionne, d'après les *Mémoires* manuscrits de Barthélemy); III, 33-34 (Rôle de Mengaud et de Reubell dans les affaires de Suisse); III, 137, Bonaparte et Reubell au moment de l'expédition d'Egypte; anecdote de la démission offerte et acceptée. Cf. n° 323.

328. — E. HAMEL. *Histoire de la République française sous le Directoire et le Consulat.*

Paris, 1885, in-8°.

V. p. 255, où l'auteur critique la réputation d'improbité faite à Reubell et à Rapanti.

329. — L. SCIOUT. *Le Directoire.*

Paris, 1895, 4 vol. in-8°.

Reubell est cité presque à chaque page de cet ouvrage très passionnément hostile au Directoire, mais écrit d'après de nombreux documents de la série A F III des Archives nationales. Voir notamment, I, 423-24 (notice biographique sur Reubell); II, 93, 102, 150, 160, 221-22 (rôle de Reubell dans l'affaire du Camp de Grenelle, 24 fructidor an 4), 310, 348-50 (discussion sur le traité de Léoben), 389-96 (affaire Querini-Barras-Reubell); III, 221, 225, 254, 349, (dîner de Bonaparte et Pierre Ochs chez Reubell), 436, 502 (Reubell et Rapinat), 633 (id.); IV, 326 (Sieyès remplace Reubell), 347-8, 510-12 (mise en accusation).

L'auteur, n'ayant pas consulté les *minutes* des procès-verbaux et arrêtés du Directoire, ne connaît qu'une partie assez restreinte de l'activité politique de Reubell.

330. — SOREL. *L'Europe et la Révolution française.*

Paris, 1885-1904; 8 vol. in-8°.

V. surtout t. IV, p. 293 et t. V, p. 7-8. Portrait de Reubell d'après les n^{os} 303, 304 et 308.

331. — A. MATHIEZ. *Le bureau politique du Directoire.*

Revue historique, janvier 1903.

Après le 18 fructidor, le Directoire subventionne des journaux et fait faire, dans ses bureaux mêmes, des articles nombreux, des pamphlets et des affiches, par des publicistes à gages. Reubell s'en occupe spécialement et rédige lui-même des articles, dont M. M. reproduit quelques-uns.

332. — A. MATHIEZ. *La Théophilanthropie et le culte décadaire.*

Paris, 1904, in-8°.

V. surtout p. 138-139 (portrait de Reubell, ses opinions sur la religion) et 551. Cf. aussi l'index, au mot *Reubell*.

333. — R. GUYOT. *Madame de Staël et la police du Directoire.*

Bibliothèque universelle, septembre 1904.

Rôle de Reubell dans les mesures de police prises contre M^{me} de Staël avant et après le 18 fructidor.

334. — R. GUYOT. *Une grève sous le Directoire.*

Feuilles d'histoire, 1^{er} avril 1910.

Interrogatoire par Reubell, le 13 brumaire an 4, de cinq ouvriers grévistes de l'imprimerie des assignats.

335. — CAUDRILLIER. *La trahison de Pichegru et les intrigues royalistes dans l'est avant fructidor.*

Paris, 1908, in-8°.

V. l'index au mot *Reubell*. Discussion du témoignage de Fabre (de l'Aude) sur les préliminaires du 18 fructidor et la réunion chez Reubell.

336. — F. LOLIÉE. *Talleyrand et la société française depuis la fin du règne de Louis XV jusqu'aux approches du second Empire.*

Paris, 1910, in-8°.

P. 176, n., une anecdote, sans référence, sur Talleyrand et Reubell.

Ce dernier aurait un jour lancé son encrier à Talleyrand, alors ministre du Directoire, en disant qu'il n'avait pas plus de jambe que de cœur. Talleyrand se serait vengé en raillant le strabisme de Reubell. A la question de celui-ci : « Comment vont les affaires ? » Il aurait répondu : « Tout de travers, comme vous les voyez. »

3° JOURNAUX, PAMPHLETS ET ÉCRITS SATIRIQUES

337. — Gazette nationale ou le Moniteur universel.

Paris, 1789, an 8, in-fol.

A partir du 1^{er} floréal an 4 (t. XXVIII, p. 245) la *Réimpression* de Gallois n'est plus qu'un résumé très sec. On devra donc avoir recours à l'original et à la table de Girardin. Le *Moniteur* (et les autres journaux, même de l'opposition) mentionnent rarement Reubell par son nom, sauf pour reproduire ses discours ou les procès-verbaux des séances publiques du Directoire.

338. — Le Rédacteur.

Paris, an 4-an 8, in-fol.

Journal officiel du 25 frimaire an 4 jusqu'au début de ventôse

an 5 (n° 592), a publié, après le 18 fructidor, un certain nombre de notes et d'articles inspirés ou corrigés par Reubell, par exemple les 13 brumaire, 21 prairial, 29 messidor an 6, 18 vendémiaire et 16 nivôse an 7. Cf. n°s 331 et 354. V. aussi au n° du 9 pluviôse an 6 une lettre anonyme dénonçant une prétendue conspiration contre Reubell. Cf. n°s 395 et 396.

339. — *L'Ami des lois.*

Paris, an 4-an 8, in-fol.

A partir du 17 ventôse an 6, remplace le *Rédacteur* comme recueil des actes officiels.

N. B. — On verra dans le Recueil n° 303, où on les retrouvera facilement au moyen de l'index, les articles de journaux où Reubell est mentionné. Il faut y ajouter le n° du 1^{er} jour complémentaire an 6 du *Bien informé* rapportant le mot de Sieyès « à une personne qui lui disait que... tel citoyen... (sic) allait prendre les eaux pour rétablir sa santé : il faut toujours qu'il prenne quelque chose ». Le *Bien informé* fût supprimé par arrêté du 2^e jour complémentaire (A. N., AF III, 544), sous prétexte qu'il contenait un article peu respectueux pour le roi de Prusse, en réalité parce que le mot cité de Sieyès s'appliquait à Reubell, alors en congé à Plombières.

340. — *Le Directoire exécutif traité comme il le mérite.*

Paris, s. d. in-8°.

Ce pamphlet, très injurieux pour les Directeurs, serait du 15 décembre 1796, d'après une note ms. de l'exemplaire de la Bibliothèque nationale.

341. — *Réponse au libelle intitulé : le Directoire exécutif traité comme il le mérite*, par L. M. HENRIQUEZ.

Paris, s. d. in-8°.

332. — *Les Cinq hommes*, par DESPAZE.

S. l. an 5, in-32.

Brochure panégyrique des Directeurs. V. les *Mémoires de Barras*, II, 241.

343. — *Chacun le nôtre, il n'y aura point de jaloux, ou le secret du Directoire dévoilé.*

Paris, s. d. in-8°.

Dialogue fantaisiste entre Reubell, Carnot, La Revellière, Barthélemy et Barras au sujet du changement des ministres le 28 messidor an 5.

344. — *Les Trois Rois : Barras, La Revellière-Lépeaux et Rewbell. Ah ! qu'ils sont bêtes !*

Paris, s. d., in-8°.

[Par Barruel-Beauvert, d'après Tourneux, *Bibliographie de l'histoire de Paris*, I, n° 4804.]

345. — *Détail de ce qui s'est passé au Directoire exécutif entre les citoyens Barras, Rewbell et Revellière-Lépeaux, à l'occasion du tirage au sort pour la sortie d'un de ces trois membres du Directoire exécutif. Nom du Directeur sortant.*

Paris, s. d., in-8°.

Détails fantaisistes : l'ensemble est exact, ou du moins conforme au procès-verbal du Directoire.

B. — SOURCES MANUSCRITES

1° POLITIQUE INTÉRIEURE

346. — Procès-verbaux des séances du Directoire exécutif.

11 brumaire an 4-18 brumaire an 8. Minutes.

A. N., AF III, 1 à 16.

Voir spécialement pour Reubell : AF III, 1 : *11 brumaire an 4* (Reubell nommé président par tirage au sort); *16 frimaire* (Henri-Thomas Reubell nommé général de division); *24 et 29 nivôse* (Jean-Jacques Reubell promu chef de bataillon et attaché au Consulat de Cadix); AF III, 5 : *11 pluviôse an 5* (Reubell président); AF III, 7 : *28 messidor an 5* (discussion sur le renvoi des ministres, opinion de Reubell; voir Pallain, *le ministère de Talleyrand sous le Directoire*, p. 456); *29 messidor* (discussion sur l'envoi d'un message demandant le rapport d'une loi votée; opinion de Reubell en faveur de l'envoi du message « comme il n'a principalement pour but que d'instruire le corps législatif de faits qu'il ignore »); *12 thermidor an 5* (opinion très développée de Reubell pour que les troupes tirées de l'armée de Sambre-et-Meuse pour aller à Brest, et qui ont pénétré dans le rayon constitutionnel, continuent leur route pour prendre part à l'expédition d'Irlande. Agir autrement serait commettre une imprudence, marquer une défiance injurieuse au général Hoche, et « accréditer l'imposture que les troupes étaient destinées à marcher sur Paris »); *19 thermidor an 5* (discussion sur la réponse au message des Cinq-Cents demandant des explications sur ces mêmes mouvements de troupes. Opinion de Reubell tendant à ce qu'on demande d'abord communication du rapport de la commission des Cinq-Cents); *24 fructidor an 5*, discours de Merlin (de Douai) à son installation au Directoire; loue chez Reubell « cette fermeté de caractère, ce coup d'œil rapide, cette ardeur inébranlable que les obstacles n'arrêtent jamais et qui ne voit dans les difficultés qu'un moyen de gloire et une source de triomphes ». AF III, 10 : *19 floréal an 6* (délibération

sur le tirage au sort qui doit avoir lieu le lendemain. Reubell demande la publicité de l'opération pour répondre à une calomnie débitée contre lui « jusque dans les théâtres et autres lieux publics », et d'après lesquels ses collègues l'auraient forcé à sortir du Directoire, sur menace de révéler la conclusion par lui, au moyen d'un intermédiaire, d'un marché de fournitures ruineux pour la République. Les directeurs refusent, déclarant que ces bruits « fruits d'une calomnie atroce, sont suffisamment détruits par l'estime et l'amitié que les collègues du citoyen Reubell lui ont vouée ». AF III, 12 : 3 brumaire an 7 (Jean-Jacques Reubell promu adjudant général). AF III, 14 : 20 floréal an 7 (Procès-verbal du tirage au sort du membre sortant. Reubell a tiré le dernier, après Barras et La Revellière. Sa signature est tremblée).

347. — Nominations de commissaires du Directoire près les administrations centrales de département et municipales de canton.

24 brumaire an 4 au 2 floréal (13 novembre 1795 au 21 avril 1796.

A. N., AF III, 317 à 363. Minutes.

Listes préparées et arrêtées par Reubell :

Haute-Saône, 24 brumaire an 4, AF III, 317.

Vosges, 24 brumaire an 4, AF III, 317.

Ain, 26 brumaire an 4, AF III, 320.

Bas-Rhin, 26 brumaire an 4, AF III, 320.

Haut-Rhin, 28 brumaire an 4, AF III, 322.

Moselle, 3 frimaire an 4, AF III, 325.

Mont-Terrible, 3 frimaire an 4, AF III, 326.

Yonne, 6 frimaire an 4, AF III, 327.

Côte d'Or, 7 frimaire an 4, AF III, 328.

Saône-et-Loire, 7 et 10 frimaire an 4, AF III, 328 et 329.

Doubs, 11 frimaire et 19 ventôse an 4, AF III, 330.

Meurthe, 12 frimaire an 4, AF III, 330.

Loiret, 14 frimaire an 4, AF III, 331.

Meuse, 4 nivôse an 4, AF III, 337.

Moselle, 18 nivôse an 4, AF III, 340.

Yonne, 16 pluviôse an 4, AF III, 345.

Côte d'Or et Ain, 5 germinal an 4, AF III, 337.

Saône-et-Loire, 2 floréal an 4, AF III, 363.

A partir de cette date, les Directeurs ne préparent plus eux-mêmes les nominations. Un des bureaux du secrétariat général en est chargé.

V. sur cette organisation, A. Debidour, *Recueil des actes du Directoire*, t. I, p. XI-XII) Reubell a cependant continué à s'occuper des nominations faites dans le Haut-Rhin, son département d'origine.

Ainsi il arrête le 25 vendémiaire an 6 (16 octobre 1797) la liste des juges et des administrateurs municipaux de Colmar (AF III, 472), le 1^{er} brumaire (22 octobre) celle des administrations du département et de plusieurs administrations municipales (AF III, 474), de même le 18 brumaire (8 novembre) et le 9 frimaire (29 novembre) AF III, 478 et 482. Le 29 floréal an 7 (18 mai 1799), déjà exclu par le sort du Directoire depuis neuf jours, il établit des propositions sur une note autographe pour le poste de commissaire près l'administration centrale du Haut-Rhin, vacant par l'élection du titulaire Simon au corps législatif. Il propose Richert ou Renaud Yves. Richert est nommé le jour même. (A. N., AF III, 602.)

348. — Projet de message aux Conseils sur le vote d'une résolution relative à une adjudication de domaines nationaux déjà prononcée, en sens contraire, par arrêté du Directoire.

11 nivôse an 5 (31 décembre 1796). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 425.

Projet non adopté. Reubell proteste au nom du principe de la séparation des pouvoirs. Si ces « usurpations » devenaient la règle, « il n'y aurait plus de patrie, la France même perdrait sans faute son existence politique, les vautours prêts à la dévorer auraient bientôt partagé entre eux cette proie qu'ils convoitent depuis longtemps... Le Directoire fait ici sa profession de foi. Qu'on fasse tomber la tête de ses membres, car tant qu'ils vivront ils ne donneront pas les mains à une pareille monstruosité ».

349. — Projet de loi portant annulation des élections législatives de l'an 5.

25 germinal [an 5] (avril 1797). Brouillon de Reubell.

Collection H. B., de Londres.

Ce projet, en deux titres et trois sections, daté par Reubell lui-même, démontre que l'idée du coup d'état était arrêtée dans son esprit dès la découverte des papiers de d'Antraigues, contenant les preuves de la conspiration royaliste. Il annonce déjà les principales dispositions de la loi du 19 fructidor an 5 : exclusion des émigrés de toute assemblée électorale (art. 10) ; serment de haine à la royauté et à l'anarchie (sect. 2, art. 2 et 3), surveillance de la police imposée aux journaux, déportation des prêtres, etc. La différence principale avec la loi de fructidor consiste en ce que les élections sont cassées en bloc sur tout le territoire, et devront recommencer le 10 prairial. C'est en somme un projet très analogue aux ordonnances de juillet 1830.

350. — Arrêté du Directoire ordonnant l'arrestation de l'émigré Vertamy.

11 fructidor an 5 (28 août 1797). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 462.

Une note anonyme jointe indique que l'arrestation sera opérée par « des personnes sûres » et non par la police municipale ni centrale, qui sont suspectes.

351. — Le général Schérer, ministre de la guerre, à Reubell.

22 fructidor an 5 (8 août 1797). Original autographe.

A. N., AF III, 463.

« Vous avez dit que vous donneriez les fonds pour les troupes destinées à escorter les déportés ». Demande 6.000 livres; « les déportés partiront encore cette nuit ». L'ordre de délivrer les fonds est joint.

352. — Instruction générale à faire par le ministre de la police aux commissaires du Directoire dans les départements de l'Ouest.

16 floréal an 7 (5 mai 1799); minute autographe de Reubell :

A. N., AF III, 600.

Ordre de désarmer et arrêter les suspects, ex-nobles, royalistes, etc., dans toutes les communes où il se sera produit un « acte hostile de chouannerie », rebellion ou violence à force armée¹.

2° BUREAU POLITIQUE ET JOURNAUX

353. — Lettre de Reubell au ministre de l'Intérieur l'invitant à faire poursuivre pour insultes aux pouvoirs constitués et éventuellement pour désertion des jeunes

1. Les registres d'enregistrement de la correspondance arrivant au Directoire contiennent en copie de nombreuses apostilles de Reubell sur les pièces reçues ou sur des journaux. V. notamment le registre AF III, 75. Nous ne pouvons reproduire ici ces apostilles, dont la plupart sont un simple renvoi pour avis ou information au ministre compétent.

gens qui ont malmené au théâtre Feydeau le cit. Mirande employé des bureaux du Directoire.

6 frimaire an 4 (27 novembre 1795) ; Minute de Reubell.

A. N., AF III, 327.

V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 133, n. 1.

354. — Arrêté accordant au journal le *Rédacteur* et à sa traduction allemande un abonnement de 10.000 exemplaires.

24 frimaire an 4 (15 décembre 1795), minute de Reubell.

A. N., AF III, 335.

355. — Arrêté supprimant le *Bulletin officiel* rédigé par Antonelle et fondé par arrêté du 9 frimaire an 4.

24 frimaire an 4 (15 décembre 1795). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 335.

V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 257-58.

356. — Ordre d'envoyer aux départements des Haut et Bas-Rhin, Moselle, Mont-Terrible, aux armées de Rhin et Moselle et de Sambre-et-Meuse, et aux administrations civiles des pays conquis les 3.000 exemplaires du *Journal allemand de Paris*, des cit. Dorsch et Blau, auxquels le Directoire a souscrit.

9 nivôse an 4 (30 décembre 1795). Original autographe de Reubell.

A. N., AF III, 338.

V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 262 et 348.

357. Arrêté ordonnant de jouer et chanter dans les théâtres les airs républicains, et interdisant le *Réveil du peuple*.

18 nivôse an 4 (8 janvier 1796). Minute corrigée par Reubell et Barras.

A. N., AF III, 340. V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 391.

Aux airs de la *Marseillaise*, *Ça ira*, et *Veillons au salut de l'Empire*,

Reubell a ajouté le *Chant du Départ*, en supprimant la *Carmagnole*, admise par Barras.

358. Etat des journaux que reçoit chaque membre du Directoire.

3 pluviôse an 4 (23 janvier 1796). Minute.

A. N., A F III, 342.

Reubell reçoit : *Moniteur*, *Messenger du Soir*, *Courrier de Paris*, *Gardien de la Constitution*.

359. — Note de Reubell jointe au n° du 4 thermidor an 6 de l'*Ami des Lois*.

4 thermidor an 6 (22 juillet 1798) Minute autographe.

A. N., AF III, 45.

Reproche à Poultier, rédacteur de l'*Ami des Lois*, de pousser les républiques alliées à la révolte après avoir favorisé la reconstitution de la coalition par un article intitulé « pétition des rois au Directoire » qui prêchait la propagande révolutionnaire. « Et ce scélérat n'est pas payé par l'Angleterre ! »

360. — Note de Reubell au secrétaire général Lagarde.

2 vendémiaire an 7 (23 septembre 1798).

A. N., AF III, 45.

En réponse à la lettre d'envoi d'un article rédigé par le journaliste à gages Barbet, pour prouver que l'expédition d'Égypte n'était pas contraire à la Constitution : « Je suis d'avis de ne faire imprimer qu'après qu'il aura montré le travail qu'il promet sur le fond de la question. Encore alors faudrait-il réviser. »

361. — *Avis au public. Le ciel qui sort de dessous terre.*

Frimaire an 7 (décembre 1798). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 45.

« Vous êtes averti que le cit. Dubignon (d'Ille-et-Vilaine) sort cette année du corps législatif et qu'il promet une place dans le ciel qui va sortir subitement de dessous terre au milieu de la France étonnée, à tous les bons Bas-Bretons qui voudront le réélire. »

Dans une brochure jointe à cet *avis*, Dubignon disait que si le ciel « venait à sortir subitement de dessous terre, au milieu de la France étonnée, un département nouveau », le gouvernement s'en emparerait pour le vendre.

362. — Barbet au secrétaire général Lagarde.

23 floréal an 7 (12 mai 1799). Original.

A. N., AF III, 45.

Barbet, journaliste aux gages du Directoire (V. le n° 331) envoie pour Reubell un article sur Schérer, rédigé après qu'il avait vu la veille au Directoire « le général Schérer, si calomnié, pressé affectueusement dans les bras de chaque Directeur ». Une note de l'article ajoute que « le cit. Reubell, qui n'a de rapports avec Schérer que ceux d'une rigidité la plus austère, s'est opposé seul à sa nomination de général en chef de l'armée d'Italie ».

363. — Pétition des rentiers au Corps législatif.

S. d. [an 7]. Minute de Reubell.

Projet d'affiche ou d'article de journal. Les rentiers sont censés demander qu'on ne leur paie pas leurs rentes aux dépens des allocations ordinaires des services publics, pour ne pas attirer l'attention sur l'origine de leurs titres, qu'on établisse des impôts indirects et qu'on évite de vouloir faire rendre gorge aux nouveaux riches, malgré le scandale de leur opulence, parce qu'ils échapperaient aux poursuites et qu'on n'enrichirait « que les liquidateurs, les séquestres et les taxateurs comme au temps de la Régence ».

A. N., AF III, 45.

364. — Avis aux Parisiens. Gare aux boutiques!

S. d. [an 7]. Minute de Reubell.

Projet de placard en vue des élections, avec cette note : « Faire signer par un individu réel et imprimer sur papier peint ». C'est une invitation aux boutiquiers à nommer des députés républicains capables de protéger les boutiques et à venir au scrutin assidûment. « Ne suivez pas mes avis, restez oisivement chez vous, laissez couler l'eau comme elle coule, alors, alors, gare aux boutiques! »

365. — Barbet au secrétaire général Lagarde.

S. d. [an 7]. Original.

A. N., AF III, 45.

Expose que Reubell avait agréé avant le 18 fructidor son projet d'une série de 36 numéros d'une publication intitulée *les 36 caricatures de l'Arétin politique* dont chacun serait consacré à un des hommes marquants du parti contre-révolutionnaire. Le 18 fructidor « ayant fait ce que la baguette de l'Arétin devait opérer » il a proposé à Reubell de faire servir son travail contre 36 « agitateurs » jacobins. Reubell a accepté et Barbet demande audience au secrétaire général pour lui communiquer ses idées.

3° FINANCES (1)

366. — Ordre aux Commissaires de la Trésorerie de continuer les opérations relatives à l'approvisionnement en numéraire, jusqu'à nouvel ordre du Corps législatif.

2 frimaire an 4 (23 novembre 1795). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 324. V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 411.

367. — Lettre d'envoi par le Directoire au Conseil des Cinq-Cents de l'état des fonds de la Trésorerie nationale, à l'appui d'une demande de crédits.

16 frimaire an 4 (7 décembre 1795). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 333.

368. — Lettre de Merlin (de Douai) à Reubell.

18 frimaire an 4 (9 décembre 1795). Original autographe.

A. N., AF III, 333.

Le ministre de la justice demande s'il peut faire payer les traitements des employés de ses bureaux, qui « ont faim et crient sur le retard qu'ils éprouvent ».

Réponse de Reubell en apostille : « L'arrêté étant pris, le secrétaire général en remettra une expédition au porteur. REUBELL. » Cet arrêté est un tarif des traitements, de 500 à 12 000 francs par mois (valeur papier à 4 pour 100) V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 209.

1. D'après les *Mémoires* de La Revellière-Lépeaux (I, 332) et l'*Histoire du Directoire constitutionnel* de Carnot-Feulint (195), Reubell aurait pris au Directoire la charge de s'occuper des finances, de la justice et des relations extérieures. En fait, il laissa la justice au ministre Merlin, et ne s'occupa des finances que pendant trois mois, jusqu'à l'arrivée de Ramel-Nogaret au ministère (V. notre étude sur *le Directoire et la paix de l'Europe*, chap. I^{er}).

369. — Arrêté autorisant la Trésorerie à payer en numéraire ou papier sur l'étranger jusqu'à 2 millions de livres d'ordonnances du ministre de l'intérieur.

18 frimaire an 4 (9 décembre 1795). Minute corrigée par Reubell.
A. N., AF III, 334.

370. — Message au Conseil des Cinq-Cents demandant la création d'un emploi de receveur d'arrondissement dans les communes ci-devant chef-lieux de district.

19 frimaire an 4 (10 décembre 1795). Minute corrigée par Reubell.
A. N., AF III, 334.

371. — Arrêté sur le fonctionnement de la Bourse de Paris.

20 frimaire an 4 (11 décembre 1795). Minute de Reubell.
A. N., AF III, 334.

Le Directoire « informé que la Bourse de Paris est devenue un repaire de brigands et de conspirateurs... coalisés pour faire rehausser le prix de l'or... et affamer le peuple », ordonne l'arrestation de quatre agioteurs et de tous ceux « que l'on rencontrera à la Bourse cherchant à avilir la monnaie nationale », et arrête « qu'au moment que par l'effet des manœuvres mentionnées, le prix de l'or rehaussera à la Bourse, elle sera provisoirement fermée ».

V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 233-34.

372. — Arrêté chargeant le ministre des finances d'accélérer la rentrée des impôts en Belgique et d'appliquer la loi de l'Emprunt forcé aux pays occupés et non réunis.

24 frimaire an 4 (15 décembre 1795). Minute de Reubell.
A. N., AF III, 335. V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 257.

373. — Message au Conseil des Cinq-Cents pour demander des mesures immédiates destinées à améliorer les recettes du Trésor et à relever le cours de l'assignat.

30 frimaire an 4 (21 décembre 1795). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 336. Texte dans Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 296.

374. — Message au Conseil des Cinq-Cents dénonçant le refus aux caisses publiques, par les parties prenantes, de la nouvelle monnaie à effigie républicaine.

14 nivôse an 4 (4 janvier 1796). Minute de Le Tourneur et Reubell.

A. N., AF III, 339. V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 373.

375. Arrêté du Directoire ordonnant l'annulation immédiate, après bonification de 30 0/0 sur le cours, des assignats donnés en paiement de l'emprunt forcé.

15 nivôse an 4 (5 janvier 1796). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 339. V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 380, n. 5.

376. — Message au Conseil des Cinq-Cents demandant des mesures contre les nouveaux riches pour la rentrée de l'emprunt forcé.

19 nivôse an 4 (9 janvier 1796). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 340. V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 396, n. 2.

377. — Lettre de Reubell à la commission des finances du Conseil des Cinq-Cents, la convoquant à une conférence urgente pour le lendemain à huit heures du soir.

23 nivôse an 4 (13 janvier 1796). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 340. V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 416.

378. — Arrêté ordonnant l'arrestation du nommé Deschapelles, agioteur ayant grossi sa fortune aux dépens de la République.

11 ventôse an 4 (1^{er} mars 1796). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 352. V. Debidour, *Recueil des Actes du Directoire*, I, 711, n. 1.

379. — Message au Conseil des Cinq-Cents demandant rectification de la proportion établie entre le numéraire, les assignats et les mandats territoriaux pour la rentrée des impôts et de l'emprunt forcé.

1^{er} prairial an 4 (20 mai 1796). Minute de Reubell.
A. N., AF III, 372.

380. — Note de Reubell pour le ministre des finances.

18 fructidor an 4 (4 septembre 1796). Minute autographe.
A. N., AF III, 400.

Le ministre présentera des mesures « pour empêcher que les fournisseurs qui sont en compte pour avances reçues pour certains objets ne puissent être payés pour d'autres objets tant qu'ils n'auront pas liquidé celui relativement auquel ils ont reçu des avances ».

381. — Lettre de Reubell au ministre de l'intérieur Bénézech, renvoyant pour information complémentaire le projet de cahier des charges du mont-de-piété, soumis à son examen par le ministre.

12 nivôse an 5 (1^{er} janvier 1797). Minute.
A. N., AF III, 425.

382. — Etat de nomination des administrateurs et employés du service des monnaies.

8 frimaire an 6 (28 novembre 1797). Minute revue et corrigée par Reubell.
A. N., AF III, 428.

383. — Observations sur un projet d'affermier la taxe des routes, à charge par le concessionnaire de les entretenir, adressées au ministre de l'intérieur.

25 brumaire an 7 (15 novembre 1798). Minute de Reubell.
A. N., AF III, 555.

4° JUSTICE

384. — Minute de message au Conseil des Cinq-Cents pour demander l'institution d'un substitut du commissaire du Directoire près chaque tribunal criminel, conformément au code des délits et des peines.

29 brumaire an 4 (20 novembre 1795) Minute de Reubell.

A. N., A F III, 323. V. Debidour, *Recueil des actes du Directoire*, I, 98.

Rendu sur un rapport de Merlin (de Douai) développant la nécessité de cette création que le Directoire avait rejetée la veille.

385. — Lettre de Merlin (de Douai), ministre de la justice, à Reubell.

11 nivôse an 4 (1^{er} janvier 1796). Original.

A. N., AF III, 338.

Envoi en minute et en expédition d'un arrêté annulant la déclaration rendue la veille par le jury d'accusation de la Seine dans les affaires Richer-Serizy, Suard et Babeuf. « Je désire bien que le Directoire l'adopte tel qu'il est afin que l'expédition n'en soit pas retardée, qu'elle me soit envoyée de suite et que par ce moyen le tribunal criminel puisse prononcer aujourd'hui... Il serait important que vous fissiez, dès demain, insérer l'arrêté dans le *Rédacteur*. »

386. — Note de Reubell à Merlin (de Douai) demandant des renseignements sur l'établissement en France de la famille de Savoie-Carignan et sur ses représentants actuels.

28 vendémiaire an 5 (19 octobre 1796). Minute autographe.

A. N., AA, 16.

387. — Message au Conseil des Cinq-Cents demandant une loi interprétative de celle du 8 floréal sur le juge-

ment de la validité des prises maritimes dans les ports étrangers.

8 nivôse an 5 (28 décembre 1796). Brouillon de Reubell.

A. N., AF III, 474.

Une note jointe de Reubell indique qu'il est « essentiel... de nous soustraire à l'avidité dévorante des tribunaux étrangers ».

388. — Message au Conseil des Cinq-Cents, protestant contre un jugement du tribunal de cassation dessaisissant le Conseil de guerre de Paris de l'affaire Brotier, Duverne de Praille et Lavilleurnoy.

3 germinal an 5 (23 mars 1797). Minute de Merlin et Reubell.

A. N., AF III, 430.

5° GUERRE

389. — Arrêté destituant le cit. Barthélemy agent en chef des vivres à l'armée du Rhin et chargeant le ministre de la guerre de le soumettre à l'enquête et de le poursuivre s'il y a lieu.

24 frimaire an 4 (15 décembre 1795). Minute de Reubell et Carnot.

A. N., AF III, 335. V. Debidour, *Recueil des actes du Directoire*, I, 258.

390. — Arrêté ordonnant à Hoche, général en chef de l'armée de l'Ouest, de destituer et faire punir les généraux, officiers et soldats qui pourraient avoir participé à des actes de pillage commis à Domfront.

28 germinal an 4 (17 avril 1796). Minute de Reubell, en marge d'une plainte émanée d'un habitant de Domfront.

A. N., AF III, 360.

391. Lettre de Haussmann à Reubell, l'invitant à faire donner par une loi aux généraux en chef le droit de

réglementer en pays ennemi les punitions et la procédure criminelle militaire, seul moyen d'entraver les dilapidations.

29 vendémiaire an 5 (20 octobre 1796). Original.

A. N., AF III, 410.

Un message en ce sens, du 4 brumaire (25 octobre) est joint.

392. — Lettre du Directoire au ministre de la guerre pour faire saisir et sceller les papiers des entrepreneurs Laporte, Flachat et Castellain au moment de leur arrestation.

18 pluviôse an 5 (6 février 1797). Minute de Lagarde corrigée par Reubell.

A. N., AF III, 432.

393. — Arrêté de non lieu à délibérer sur une réclamation de Laporte, Flachat et Castellain contre l'arrêté du 18 pluviôse les renvoyant devant un conseil de guerre.

21 pluviôse an 5 (9 février 1797) : Minute de Merlin et Reubell.

A. N., AF III, 432.

394. — Note de Reubell au ministre de la guerre demandant un rapport sur les écoles de Santé et les hôpitaux militaires d'instruction, en vue de suppressions d'écoles ou d'emplois et d'autres économies à réaliser.

27 pluviôse an 5 (1^{er} février 1797). Minute autographe.

A. N., AF III, 435.

« Avec tant de gens qui se mêlent de procurer de la santé, on ne peut manquer de malades... Jamais on n'a moins appris dans ces hôpitaux d'instruction et autres établissements pareils que depuis qu'on est payé pour apprendre. Tout cela se fait pour économiser, et l'économie est un si beau mot, surtout quand chacun peut placer gratuitement chacun de ses enfants, les enfants de ses parents, amis, attachés, valets, etc. »

395. — Lettre d'Augereau à Barras, président du Directoire.

15 pluviôse an 6 (3 février 1798). Original autographe.

A. N., AF III, 511.

Proteste « avec tout le mépris qu'on doit à de telles absurdités » contre un article du *Rédacteur* du 9 pluviôse, reproduisant une lettre anonyme de Strasbourg qui accuse les nommés List, Wedekind et Agut de faire fabriquer, d'accord avec Augereau et les adjudants généraux Isar et Gross, de fausses pièces sur le modèle du portefeuille de d'Antraigues, pour établir l'existence d'une conspiration entre Reubell et Bonaparte pour s'emparer du pouvoir. V. un discours de Bentabole aux Cinq-Cents le 11 pluviôse, au *Moniteur* du 13.

396. — Lettre de Wedekind à Reubell.

16 pluviôse an 6 (4 février 1798). Original autographe.

A. N., AF III, 511.

« Je suis accusé dans les feuilles publiques de tramer un complot contre vous. C'est-à-dire qu'on m'accuse de l'action la plus vilaine envers mon bienfaiteur... Mais vous ferez échoir (*sic*) les intrigues des coquins... »

Sur Wedekind, voir A. Chuquet, *Mayence*, p. 20-21.

C'était un réfugié de Mayence.

6° DOCUMENTS PERSONNELS A REUBELL
(LETTRES DE RECOMMANDATION, SECOURS,
CONGÉ DE L'AN 6).

397. — Lettre de Jacob-Louis Albert, accusateur public près le tribunal du Bas-Rhin, à Reubell pour recommander, malgré un premier échec, son frère Mathias comme commissaire du Directoire près le tribunal de Barr.

Strasbourg. 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795). Original.

A. N., AF III, 321.

V. sur les Albert, *Correspondance générale de Carnot*, pub. p. Charavay, I, 51 et 98.

398. — Lettre de Froidot, ancien administrateur de la Haute-Saône, à Reubell.

Châtenois, 14 brumaire an 4 (5 novembre 1795). Original.

A. N., AF III, 317.

Demande la place de commissaire du Directoire près le canton de Saulx. « Voilà enfin nos vœux accomplis, vous êtes appelé à la place où vous portaient tous les patriotes de la Haute-Saône. Nous n'avions pu réussir à vous faire nommer député chez nous parce que nous n'étions que 100 contre 160 grâce aux bonnes œuvres de Saladin... Ma femme, en bonne Alsacienne, s'est vivement réjouie. Elle vous prie de faire agréer ses hommages à Madame Reubell ». Reubell nomma par erreur, à l'emploi demandé, non pas ce Froidot (Jean Claude), mais son oncle et homonyme, qui démissionna en sa faveur.

399. — Lettre de La Salcette à Reubell, recommandant l'ex-Conventionnel Roux-Fazillac pour la place de commissaire du Directoire près le département de la Dordogne.

26 brumaire an 4 (17 novembre 1795). Original.

A. N., AF III, 320.

400. — Lettre de Papigny à Reubell recommandant le cit. Guentz fils comme commissaire du Directoire à Albestroff (Moselle).

1^{er} frimaire an 4 (22 novembre 1795). Original.

A. N., AF III, 330.

Papigny était cousin de Reubell. Son protégé ne fut pas nommé.

401. — Lettre de Merlin (de Thionville) à Reubell en faveur de Louis Courtois fils, commissaire du Directoire à Longuyon.

4 frimaire an 4 (25 novembre 1795). Original.

A. N., AF III, 325.

Note de Reubell : « Lombard-Lachaux. P. S. Je ne sais si on n'a pas dit que le fils, de Longuyon, n'est pas un bon patriote. Consulter d'autres membres de la députation. »

402. — Lettre de Mathieu (de Heudolsheim) à Reubell.

Heudolsheim, 21 frimaire an 4 (12 décembre 1795). Original.

A. N., AF III, 321.

Refuse la place de commissaire du Directoire à Marckolsheim (Bas-Rhin), parce qu'il a dix enfants et un grand train de culture. Il a accepté sa nomination de juge de paix : « Je ne sais si c'est à vous ou à la France entière qu'il faut faire le compliment. Votre place, la plus pénible de la République, ne pouvait être remplie que par un homme infiniment courageux, ami de l'humanité. Je vous souhaite de la persévérance et de la santé. Je t'embrasse, ami, du fond de mon cœur. »

403. — Lettre de Nebel, receveur du district de Haguenau, à Reubell.

Haguenau, s. d. [frimaire an 4]. Original.

A. N., AF III, 309.

Demande à « son cher ancien patron » la recette générale de Strasbourg. Il ne l'obtint pas.

404. — Lettre de la citoyenne Gleiss à Reubell, à la Convention nationale (*sic*).

Rouffach, s. d. [pluviôse an 4].

A. N., AF III, 380.

Demande de secours en allemand. Reubell l'a fait traduire par Maas, archiviste du Directoire, et a écrit sur la traduction l'ordre d'accorder 1.500 francs en mandats. L'arrêté est du 4 messidor et rendu en faveur de « la citoyenne Marie-Anne Riss, épouse en secondes noces du citoyen Gleiss et mère du général de division Lefebvre et de quatre autres défenseurs de la patrie ».

405. — Lettre de Charles Delacroix, ministre des relations extérieures, à Reubell.

13 pluviôse an 4 (2 février 1796). Original.

A. N., AF III, 52-55.

Delacroix a accordé passeports pour la Hollande à Larive et Saint-Fal, artistes de l'Opéra, et à une artiste de la ci-devant Comédie-Française. Il différera la signature jusqu'à nouvel ordre du Directoire, suivant l'avis reçu de Reubell.

406. — Lettre de F. J. Ritter à Reubell.

23 prairial an 4 (11 juin 1796). Original.

A. N., AF III, 309.

Recommande un officier qui désire être commissaire des guerres.

« Si tous les commissaires lui ressemblaient, les finances de la République s'en porteraient mieux. » Ritter viendra embrasser Reubell avant son départ pour le Haut-Rhin.

Sur Ritter (de Huningue) v. une notice de Golbéry dans l'*Annuaire du Haut-Rhin* de 1833.

407. — Billet de Pflieger à Albert [secrétaire de Reubell ?]

S. d. [21 frimaire an 6, 11 décembre 1797]. Autographe.

« En souhaitant le bonjour au citoyen Albert, je le prie de remettre la pétition ci-jointe au Directeur. Je lui en ai parlé hier soir. Il m'a dit que cela ne souffrait aucune difficulté... Salut; comme toute la maison a si bien dansé, on aura sans doute aussi bien dormi. » Allusion au bal donné la veille par le Directoire en l'honneur de Bonaparte, revenu de Rastatt. La pétition était celle des deux inspecteurs des contributions de Colmar et de Strasbourg, Probst et Heitz, qui demandaient à permuter et qui eurent satisfaction.

A. N., AF III, 489.

408. — Lettre de Simon, commissaire du Directoire près les tribunaux civil et criminel du Haut-Rhin, à Reubell.

23 germinal an 6 (15 avril 1798). Original.

A. N., AF III, 309.

Non élu au corps législatif comme il l'espérait, Simon demande à Reubell qu'il appelle « mon cher cousin » la place de commissaire près l'administration centrale du département. V. le n° 347.

409. — Lettre de Resch, commissaire du Directoire près le département du Haut-Rhin, nommé au corps législatif, à Reubell, recommandant pour lui succéder Ignace Vogel, commissaire à Türckheim, J. B. Schirmer, commissaire à Rouffach, ou Couchepin, commissaire à Ferrette.

26 germinal an 6 (15 avril 1798). Original.

A. N., AF III, 309.

410. — Lettre de Schwendt, ancien député à la Constituante, à Reubell.

21 floréal an 6 (10 mai 1798). Original.

A. N., AF III, 309.

Expose sa détresse sous une forme humoristique : « Je n'ai plus de quoi payer ma cuisinière ni des culottes » et demande une place au tribunal de Cassation. Il y fut nommé en effet.

411. — Lettre de Papigny à Reubell.

Paris, 4 messidor an 6 (22 juin 1798). Original.

A. N., AF III, 309.

« J'étais allé hier chez toi, mon cher ami, dans l'intention de te parler de moi ; mais je t'ai vu l'esprit si occupé que je n'ai pas osé te distraire un moment de tes profondes réflexions. » Demande une place dans la nouvelle commission de liquidation dont la formation a été votée l'avant-veille. Estime que cette place le « dédommagera en quelque sorte » de celle d'administrateur de la loterie qu'il avait demandée et dont il a été privé. Rappelle qu'il s'entend aux liquidations : « Je t'en ai donné une preuve dans le temps que tu étais commissaire de la caisse de l'extraordinaire, puisque ce sont mes observations que tu avais approuvées et ensuite envoyées à ton ancien collègue Camus qui ont déterminé le décret relatif à la ci-devant maison du Roi, et ce qui plus est, c'est qu'il a été entièrement conforme au projet que j'en avais donné. » Papigny ne paraît pas avoir obtenu satisfaction.

NOTA. — Le carton AF III, 309, des Archives nationales contient encore de nombreuses lettres de recommandation banales adressées à Reubell, que nous ne croyons pas devoir mentionner. Voici les noms des personnages connus ou qui paraissent en relations familières avec Reubell et qui ont signé ces lettres de recommandation : Rivaud (de la Haute-Vienne), Creuzé-Latouche, Reverchon, Porcher, Dentzel, Garnier (de Saintes), Albert (du Bas-Rhin), Kauffmann, Schirmer, Gobert (du Bas-Rhin), Girod-Pouzol, Dubois (du Haut-Rhin), Blutel (de la Seine-Inférieure).

412. — Note de Reubell au ministre de l'Intérieur.

1^{er} fructidor an 6 (18 août 1798). Minute autographe.

A. N., AF III, 539.

Apostille d'un rapport du ministre sur la demande de Horrer

père, receveur de la loterie à Nancy, nommé inspecteur de la taxe des routes dans la Meurthe et qui déclarait préférer qu'on nommât son fils à cette fonction. La recommandation de Reubell est très chaude. Horrer père est « un de ses anciens camarades et amis recommandable sur tous les points ». Horrer fils « a toutes les qualités requises puisqu'il a fait cinq campagnes dans la guerre de la liberté et qu'il a été criblé de blessures... Tout ce qu'on fera pour le pétitionnaire, je le regarderai comme fait pour moi ». Horrer fut nommé le 8 fructidor.

413. — Lettre de Horrer fils à Reubell.

S. d. [fin frimaire an 7]. Original.

A. N., AF III, 561.

Remercie avec effusion « son cher Directeur et patron » de l'avoir fait nommer contrôleur des recettes et dépenses de l'armée de Mayence.

414. — Arrêté accordant jusqu'à nouvel ordre, sur les fonds extraordinaires du Directoire, un secours mensuel de 300 livres par mois aux citoyens Bauer, Becker, Steinem, Heimberger, Schweicard, Och, Böhmer, Euler, Höffling et à la citoyenne veuve Rieffel, tous réfugiés de Mayence.

25 brumaire an 4 (16 novembre 1793). Minute de Reubell, en marge d'une pétition des intéressés au président du Directoire.

A. N., AF III, 318.

V. Chuquet, *Mayence*, 10-19.

415. — Arrêté souscrivant 3.000 abonnements au *Journal allemand de Paris* et invitant le ministre des relations extérieures à lui fournir les matériaux nécessaires pour la réfutation des fausses nouvelles et la propagation des principes républicains.

22 frimaire an 4 (13 décembre 1795). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 335.

Rendu sur pétition des citoyens « Dorsch, employé au ministère des relations extérieures, Nimis, patriote mayençais, ci-devant professeur à l'Université de Mayence ; Böhmer, patriote mayençais, ci-devant professeur à Worms ; Blau, patriote mayençais, ci-devant professeur à Mayence. »

416. — Arrêté accordant aux citoyens Weiss et Metternich, réfugiés de Mayence, les mêmes secours qu'aux autres patriotes Mayençais réfugiés.

29 pluviôse an 4 (18 février 1796). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 349. V. Debidour, *Recueil des actes du Directoire*, I, 626.

Rendu sur pétition de ces citoyens, celle de Weiss en allemand, datée de Sarrebrück, celle de Metternich en français, de Strasbourg, et apostillée de Meyenfeld, Paris, 23 pluviôse an 4.

417. — Arrêté accordant un secours de 300 francs par mois au citoyen Pleisser, âgé de 69 ans, réfugié de Mayence.

2 germinal an 4 (22 mars 1796). Minute.

A. N., AF III, 357.

Rendu sur une demande adressée à Reubell par Hoffmann, chef du bureau des étrangers au ministère de la police générale.

418. — Arrêté accordant le même secours à Edmond Heckrat, Mayençais réfugié à Metz.

15 floréal an 4 (4 mai 1796). Minute.

Rendu sur pétition de Heckrat à Reubell.

A. N., AF III, 366.

419. — Arrêté accordant le même secours au citoyen Schreiber, réfugié de Mayence.

7 prairial an 4 (26 mai 1796). Minute.

A. N., AF III, 373.

Rendu sur demande de Hoffmann à Reubell, rappelant les services de Schreiber à Mayence pendant le siège.

420. — Arrêté ordonnant l'arrestation des Mayençais en ce moment à Cologne, avec passeports du général Kléber, en otages de la sûreté du citoyen Metternich, ci-devant professeur de mathématiques à l'Université de Mayence, pris par les hussards autrichiens et détenu à Mayence.

15 ventôse an 5 (3 mars 1797). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 437.

Rendu sur une pétition de Hoffmann, ancien président de l'administration générale de Mayence, et de Häfelin, ancien faisant-fonctions de maire de Mayence.

421. — Reubell, président du Directoire exécutif, à ses collègues.

11 thermidor an 6 (29 juillet 1798). Original signé.

A. N., AF III, 535.

« Mon état empire et mes forces diminuent tous les jours. Les hommes de l'art ne trouvent de remède que dans un prompt changement d'air et dans les eaux. Je vous prie... de demander pour moi au corps législatif l'autorisation qui m'est nécessaire aux termes de la Constitution. J'ai lieu de croire que trois décades me suffiront. Soyez persuadés... qu'il n'y a que la plus extrême nécessité et le désir ardent de pouvoir revenir bientôt partager vos pénibles travaux qui ait pu me déterminer à cette démarche. »

422. — Loi autorisant le citoyen Reubell, membre du Directoire, à s'absenter pendant un espace de trois décades et à s'éloigner au delà de 4 myriamètres du lieu de la résidence du Directoire exécutif.

12 thermidor an 6 (30 juillet 1798). Original.

Publié au *Bulletin des lois de la République française*, VI, n° 215.

423. — Ordre au ministre de la guerre.

12 thermidor an 6 (30 juillet 1798). Minute de Barras.

A. N., AF III, 535.

« Ordonner par un courrier extraordinaire ou par le télégraphe l'envoi d'un bataillon à Plombières, qui suivra le cit. Reubell à Luxeuil, si ce directeur s'y transporte. »

424. — Ordre au ministre de la guerre.

22 thermidor an 6 (9 août 1798). Minute de Merlin.

A. N., AF III, 536.

« Donner ordre au général de brigade qui commande dans l'arrondissement où est Plombières, de s'y transporter pendant le séjour du citoyen Reubell, et d'y prendre ses ordres chaque jour. »

425. — Circulaire du ministre de l'intérieur aux départements de Seine-et-Marne, Aube, Marne, Haute-Marne, Meuse, Meurthe et Vosges.

13 thermidor an 6 (31 juillet 1798). Minute.

A. N., F¹a, 539.

Leur prescrit de veiller à la sûreté du citoyen Reubell qui doit partir incessamment pour Plombières, et de lui faire rendre les honneurs militaires supérieurs prescrits par l'article 169 de la Constitution.

7° AFFAIRES D'ALSACE

426. — Arrêté ordonnant l'arrestation et le transfert à Paris des nommés J.-B. Holl, d'Ammerschwihr, J.-B. Kauffmann de Katzenthal, N. Scherb, de Niedermorschwihr, Schäffer de Katzenthal pour être interrogés par le Directoire.

22 brumaire an 4 (13 novembre 1795). Brouillon de Reubell.

A. N., AF III, 313. V. Debidour, *Recueil des actes du Directoire*, I, 60.

427. — Procès-verbal d'interrogatoire par le Directoire de Holl, Kauffmann et Scherb.

17 frimaire an 4 (8 décembre 1795). Minute.

A. N., AF III, 334.

Ils étaient accusés d'attaque à main armée contre les membres de l'assemblée primaire : ils s'en défendent. En réalité il y avait eu bataille des gens de Katzenthal et d'Ingersheim contre ceux de Niedermorschwihr. A la question : « Aimez-vous la République ? » Holl répond : « Je suis un homme tranquille qui sort très peu de chez lui » : Kauffmann déclare qu'il a toujours été pour la République, et qu'on l'a même traité de f... patriote. Schäffer, blessé et septuagénaire, était resté à Katzenthal. Un arrêté du 18 frimaire ordonna la mise en liberté. V. Debidour, *Recueil des actes du Directoire*, I, 211.

428. — Lettre du Directoire à son commissaire près l'administration centrale du Haut-Rhin, pour l'inviter à

faire réprimer les désordres causés dans le canton d'Ammerschwihr par les prêtres réfractaires.

12 nivôse an 4 (2 janvier 1796). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 339. V. Debidour, *Recueil des actes du Directoire*, I, 360.

Jointe une note du commissaire près l'administration municipale du canton à Rapinat, transmise par celui-ci à Reubell.

429. — Arrêté ordonnant d'arrêter et de faire comparaître devant le Directoire le maître de poste de Wissembourg, inculpé d'avoir « fait tout ce qui dépendait de lui pour empêcher le départ du courrier qui devait instruire le gouvernement de la rupture de l'armistice ».

6 prairial an 4 (23 mai 1796). Minute de Reubell.

A. N., AF III, 373.

Un arrêté du 29 prairial (AFIII, 378) ordonna la mise en liberté après interrogatoire.

430. — Lettre de Resch, commissaire du Directoire près l'administration centrale du Haut-Rhin, à Reubell.

19 brumaire an 5 (9 novembre 1796). Minute.

A. H. A., L. 512.

Se plaint de dilapidations de fourrages et de réquisitions arbitraires de la part des généraux. « On ne peut se faire idée des vols et des friponneries qui se sont commises dans les pays conquis. Certains généraux, les commissaires des guerres, tout ce qui est attaché à l'armée, se sont livrés au plus affreux pillage. On dirait de cette classe de gens qu'ils ont pris à tâche de déverser leur infamie sur notre cause, d'épuiser les ressources de la République lorsqu'ils n'ont pu la détruire. »

431. — Projet de message au Conseil des Cinq-Cents, en réponse à un autre de ce conseil sur les excès des prêtres réfractaires dans les départements du Haut-Rhin et de la Moselle.

24 pluviôse an 5 (12 février 1797). Brouillon de Reubell.

A. N., AF III, 432.

Reubell fait remarquer qu'on ne punit pas les prêtres rentrés, parce que la peine de mort portée contre eux par la loi est trop

forte, et que les autorités ne poursuivent pas. Le Directoire demande le droit de prononcer par arrêtés individuels, après une sommation de quitter le territoire, la peine de la déportation aux colonies. Ce droit lui sera donné par la loi du 19 fructidor an 5.

432. — Projet de message au Conseil des Cinq-Cents sur la législation contre les prêtres réfractaires.

3 messidor an 5 (21 juin 1797). Minute.

A. N., AF III, 454.

Etabli d'après plusieurs notes et brouillons joints de Reubell et sur des pièces à lui transmises en copie par Rapinat.

433. — Projet d'arrêté ordonnant la fermeture de la ci-devant église cathédrale de Colmar, lieu de rassemblement de citoyens dont les chefs ont de tout temps montré l'incivisme le plus prononcé.

2 frimaire an 6 (22 novembre 1797). Brouillon de Reubell.

A. N., AF III, 480.

La minute, exactement conforme de ce projet, n'est signée que de Barras, Merlin et François (de Neufchâteau). Cet arrêté est la conséquence d'une pétition de quarante-huit citoyens de Colmar, adressée à Reubell le 23 brumaire an 6 par Bernard, président du tribunal criminel du Haut-Rhin et Renaud Yves, substitut du commissaire du Directoire. « Ils se reposent, lui disent-ils, sur les sentiments que vous avez toujours témoignés aux patriotes. »

434. — Arrêté ordonnant l'arrestation : 1° de Fr.-X. Chambé et de Monin, de Colmar, nommés au second tiers du corps législatif et révoqués par la loi du 19 fructidor, comme prévenus d'espionnage ; 2° de la citoyenne Frick, dite sœur Sainte-Cécile, ex-religieuse à Rouffach.

28 pluviôse an 6 (16 février 1798). Minute de Merlin.

A. N., AF IH, 502.

Rendu sur une dénonciation de Pflieger, ancien représentant du Haut-Rhin à la Convention, adressée à Reubell.

435. — Procès-verbal de l'assemblée électorale du Haut-Rhin tenue à Colmar du 20 au 26 germinal an 7.

Copie. A. N., C, 576.

259 électeurs présents. Au scrutin pour la nomination d'un membre du Conseil des Anciens, Reubell est élu le 23 germinal au 1^{er} tour de scrutin par 136 voix sur 258 votants, et Simon au Conseil des Cinq-Cents par 146 voix sur 247.

V. le n° 241. Reubell fut élu aussi par le département du Bas-Rhin et celui de la Moselle; malgré la scission qui avait amené la formation de deux assemblées électorales dans ce département, Reubell fut désigné par les deux assemblées. Il opta pour le Haut-Rhin.

VIII. — REUBELL MEMBRE DU CONSEIL DES ANCIENS. SES DERNIÈRES ANNÉES

(1^{er} prairial an 7 - 24 novembre 1807)

A. — SOURCES IMPRIMÉES

436. — *Procès-verbal des séances du Conseil des Anciens.*

Paris, an 4-an 8, 49 vol. in-8°.

V. aux séances du 7 prairial an 7 (26 mai 1799), Reubell repousse les accusations relatives à ses liaisons avec Schérer; 6 messidor (24 juin), Reubell défend Rapinat; 24 messidor (12 juillet) Reubell repousse les dénonciations contre lui; 20 thermidor (7 août), observations de Reubell sur le rapport de Housset aux Cinq-Cents.

437. — *Procès-verbal des séances du Conseil des Cinq-Cents.*

Paris, an 4-an 8, 50 vol. in-8°.

Voir aux séances du 21 messidor an 7 (9 juillet 1799), pétitions contre Reubell et réclamation du capitaine Reubell arrêté à Besançon; 27 messidor (15 juillet), première lecture de la dénonciation admise; 6 thermidor (24 juillet) dénonciation des citoyens Schwan et François contre Reubell; l'accusant d'avoir envoyé sa sœur en Allemagne pour y placer ses trésors; 8 thermidor (26 juillet), seconde lecture de la dénonciation admise (celle de Ruelle, ancien agent diplomatique); 1^{er} et 2 fructidor (18 et 19 août), rejet des résolutions de mise en accusation.

Sur ces dénonciations, voir le n° 305, t. III, p. 118 à 167.

438. — *Corps législatif. Conseil des Anciens. Discours prononcé par Reubell. Séance du 24 messidor an 7. (12 juillet 1799).*

Paris, messidor an 7, in-8°.

Discours relatif aux adresses demandant sa mise en accusation par le conseil des Anciens. Reubell se plaint des attaques des journaux, et ajoute : « heureusement que la permission de tout dire et de tout imprimer emporte avec soi le remède, c'est-à-dire la permission de ne rien croire. » Proteste contre la légende de ses millions. Lui et ses collègues sont surtout accusés par les gens qui ne leur pardonnent pas leur patriotisme. Des dilapidations leur ont été dénoncées, mais presque toujours d'une manière trop vague, et le Directoire n'a cessé de donner des ordres pour les faire réprimer. Si Rapinat est coupable, qu'il soit jugé et condamné, « mais justice, citoyens représentants, et non assassinat » ; et que l'on cesse d'être l'écho de diffamations suggérées par des fripons qui crient *au voleur !* » Sur l'expédition d'Egypte, Reubell déclare : « Sans la malheureuse catastrophe d'Aboukir, je serais peut-être resté le seul censeur de la brillante expédition d'Egypte » ; le Directoire n'a pas exilé Bonaparte, il n'a que « cédé à l'ascendant du génie d'un héros couvert de gloire, qui répondait à toutes les objections, applanissait toutes les difficultés, et sut vaincre tous les obstacles ». Rappelle la triste situation de la République au début du régime, et cependant Reubell et ses collègues n'ont pas désespéré d'elle, non plus qu'au 18 fructidor dont les royalistes poursuivent en eux les auteurs. Reubell termine en demandant que les adresses d'accusation soient mentionnées au procès-verbal, mais « soyons circonspects dans notre approbation pour celles qui, tout en vous félicitant, vous dictent des lois ».

439. — *Observations de Reubell, membre du Conseil des Anciens, sur le rapport fait par Housset, au nom d'une commission spéciale, à la séance du conseil des Cinq-Cents, le 12 thermidor an 7.*

Paris, 20 thermidor an 9 (7 août 1779), in-8°.

Proteste contre un passage du rapport de Housset où il est cité comme ayant eu, par un prête-nom, un intérêt considérable dans un marché d'achat de chevaux pour l'armée. « Je ne redoute aucune accusation, mais je demande qu'elle soit précisée. Il me sera facile alors de confondre tous mes vils délateurs ».

Ces observations sont reproduites au *Moniteur* du 21 thermidor an 7.

440. — *Corps législatif. Conseil des Anciens. Discours prononcé par Reubell, dans la séance du 14 fructidor*

an 7, sur la résolution du 13 fructidor an 7, qui rapporte la loi du 18 fructidor an 5, relative à l'entrée des troupes dans le rayon fixé par la Constitution.

Paris, an 7, in-8°.

Contre la résolution votée la veille aux Cinq-Cents qui avait retiré au Directoire le droit d'appeler des troupes à Paris et aux environs. Insiste sur le danger d'une « chouannerie » dans le rayon constitutionnel. Reubell sait qu'il s'expose, en dénonçant ce danger, « à la diffamation et à la mort » de la part des héritiers de Billaud-Varenne et de Brotier. Ces tigres, altérés de sang républicain, commencent toujours par précipiter leurs victimes dans le borbier infect de la calomnie, pour pouvoir les dévorer plus à leur aise. » Mais pourvu qu'il puisse être encore une fois utile à sa patrie, il mourra satisfait « sans regret comme sans remords ».

441. — *Colère du Diable contre un grenadier du Directoire, qui monte sa garde en cabriolet, et contre un pâtissier devenu archiviste du Directoire exécutif. Fureur d'Astaroth contre tous les partisans de Paris, etc., etc.*

[Paris], s. d. [1799], in-8°.

Pamphlet contre François-Xavier Reubell, second fils de l'ex-directeur, cavalier de la garde du Directoire « riche comme Crésus... qui n'est point caserné, prend l'étape et mange des poulets au nez et à la barbe de ses camarades », et contre l'archiviste du Directoire, Maas « juif de nation et pâtissier de son état ». On y reproche aussi à « la vieille Reubell, plus laide que nos harpyes d'enfer », d'avoir emporté du Luxembourg des ustensiles de cuisine appartenant à l'Etat.

V. les numéros 503-505 et 511-513.

442. — *La marmite, la pelle et la pincette du Directoire enlevées par Reubell. Grande discussion avec son épouse et le concierge du Luxembourg, qui voulait s'opposer à les laisser sortir. Prise des porcelaines, chevaux, harnais, couvertures de lits appartenant à la nation. Ordre donné par le [s] Directeur [s] au ministre de l'intérieur pour faire restituer à Reubell ces effets et d'autres plus essentiels. Réponse curieuse faite par lui à cette demande.*

S. l. n. d. [1799], in-8°.

Relatif au même incident que le numéro précédent. Sur cette affaire, v. Aulard, *Paris... sous le Directoire*, V, 583, 589, 591; Vandal, *l'Avènement de Bonaparte*, I, 10.

443. — *La grande joie de Polichinel sur la mise en jugement des vendeurs de la République*, Merlin, *La Revellière-Lépeaux*, Reubell et Treilhard, par BOUVEROT.

S. l. n. d. [messidor an 7], in-8°.

Au sujet de la dénonciation admise par les Cinq-Cents le 7 messidor.

444. — *Premier interrogatoire de Schérer, précédé des pièces à conviction... Plan de voyage de Reubell dans le Nord... en cas d'échec.*

S. l. n. d. [prairial an 7], in-8°.

Réponse aux protestations de Reubell à la séance du 7 prairial au Conseil des Anciens.

445. — *Voici! voilà! La grande lanterne magique où l'on voit la bravoure de l'ex-ministre et général Schérer... les vœux de Reub... (sic) etc.*

S. l. n. d. [prairial an 7], in-8°.

Même sujet que le n° précédent.

446. — *Jugement rendu en comité général tenu aux enfers... contre Schérer..., Rapinat, Reubell, Talleyrand-Périgord et encore les dilapidateurs de la fortune publique*, par ROUSSET.

S. l. n. d. [fructidor an 7], in-4°.

Condamnation burlesque, parodie de la résolution des Cinq-Cents du 2 fructidor.

447. — *Trente-six chandelles et le nez dessus, vous n'y voyez goutte, ou les comptes rendus par Reubell et Merlin*, par LEBEAU.

S. l. n. d., in-8°.

Parodie du n° 440 et de la brochure intitulée *Ph.-Ant. Merlin, membre de l'Institut national, au Conseil des Cinq-Cents*.

448. — *Testament de Reubell.*

Colmar, s. d. [1799], in-8°.

Anonyme et apocryphe. Reubell est censé y retracer sa carrière : insuccès au barreau, « folies » à la Constituante, conduite révolutionnaire en Alsace, « vols scandaleux » en Hollande, dont le produit assure l'élection au Directoire, partage « des pots de vin et des épingles » avec « toute une colonie d'Alsace », hostilité contre les généraux Bonaparte et Championnet ; Reubell meurt « au milieu des tourments de l'enfer ». Legs supposés, sur une fortune de « 40 millions en or, cinq terres rapportant 200.000 livres de rentes, et un mobilier immense » : 15 millions aux hôpitaux ; pour nourrir les rentiers ; 2 millions 1/2 pour acheter des jambes de bois aux conscrits mutilés ; 500.000 francs aux Directoires italien et helvétique ; autant aux veuves Roberjot et Bonnier, aux habitants d'Arcueil, de Plombières et de Colmar... 250.000 francs aux journalistes déportés, 200.000 « aux honnêtes avocats de Paris »... 100.000 au bourreau « qui est chargé de me couper la tête ; 100.000 à ma pauvre femme », etc. Les 20 millions restant seront placés pour payer les législateurs, à 1.250 francs par tête, ou versés à Pitt et Thugut pour avoir la paix. Plus l'argenterie au général Brune, la garde-robe à Cadet de Vaux, la cave à Treilhard, le singe et le perroquet à La Revellière, les culottes à Jean Debry, le *Traité du mépris des richesses* de Sénèque à Rapinat, le bonnet de nuit à Alquier, les lunettes vertes à Trouvé, etc. Signé : « Jean Reubell sur son lit de mort, assisté d'un prêtre constitutionnel et d'un notaire patenté ».

449. — *Mémoires du général Bigarré, aide de camp du roi Joseph (1775-1823).*

Paris, s. d. [1893], in-8°.

V. p. 133-34 et 143-45. Bigarré avait épousé la fille de Rapinat (v. le n° 515) et connu beaucoup Reubell. Il raconte que le fils aîné de l'ex-Directeur avait été recherché par Joséphine Bonaparte comme fiancé possible de sa fille Hortense. Il résume également une entrevue de Bonaparte avec Reubell au moment de l'arrestation de Moreau ; ce qu'il en dit (protestations de Reubell contre la légende de sa fortune, offre de Bonaparte de placer Reubell avantageusement) se rapporte assez exactement à ce que Reubell en a raconté lui-même. V. le n° 464 ci-dessous. Bigarré ajoute qu'on lui aurait même offert un ministère, mais que Reubell n'aurait pas voulu être collègue de Talleyrand et Fouché. Son fils Jean-Jacques aurait été persécuté par Bonaparte pour avoir servi de témoin au mariage de Jérôme à Baltimore et avoir porté au premier Consul le

portrait de M^{lle} Paterson. Le second fils aurait « toutes les qualités et les vertus de son père ».

450. — *Conversation de Reubell avec le Premier Consul le 3 ventôse an 10* (22 février 1802).

Nouvelle Revue rétrospective, 10 juin 1904, pp. 361-413.

Cette pièce est publiée par M. Paul Cottin, d'après un manuscrit autographe de Reubell, à lui confié par M. Frédéric Masson, et qui appartenait à Victorien Sardou. Une tradition conservée dans la famille de l'ex-Directeur veut qu'il ait composé des mémoires, détruits plus tard, en 1815 probablement, par son second fils. Il est possible que le présent document ait été établi en vue de mémoires futurs, de même que la pièce intitulée *Souvenirs* qui est mentionnée au n° 464. C'est le récit, très détaillé et rédigé un peu plus d'un mois après l'événement (il est daté du 14 germinal an 10, avec un appendice du 17 messidor), d'une entrevue entre Reubell et Bonaparte aux Tuileries. L'ancien Directeur demandait la réintégration dans les cadres de l'activité, de son fils Jean-Jacques, chef de brigade en disponibilité. Mais la conversation, assez longue, glisse rapidement à d'autres sujets, et il y est question d'abord de Kléber, puis de la fortune de Reubell sur laquelle Bonaparte l'interroge, et qu'il déclare se monter tout au plus, meubles et créances compris, à 250.000 francs. Vient ensuite une série d'observations et d'anecdotes sur le 18 brumaire, l'organisation royaliste, les tribunaux spéciaux, Carnot, le 18 fructidor, l'expédition d'Egypte, Schérer, Jourdan, le gouvernement consulaire : Reubell fait suivre son récit de la conversation, qui est en style direct, de réflexions sur la paix d'Amiens et sur Bonaparte, et d'un appendice intitulé *Anecdotes*, relatif à Carnot et à son propre rôle à la Convention le 9 thermidor an 2.

Tout ce témoignage est de grande importance, non seulement pour la biographie de Reubell, mais aussi pour l'histoire du Directoire et du Consulat. La publication est faite sans notes et avec un certain nombre de fautes de lecture.

451. — Félix CHAUFFOUR. *Recueil de Souvenirs sur Colmar*.

Colmar, 1869, in-8°.

V. p. 121-122 un résumé de la carrière de Reubell et une note indiquant que sa maison paternelle, située rue des Clés à Colmar, fut vendue pour 24.500 francs à Fieglé, huissier, le 20 germinal an 11 (9 avril 1803). Elle avait été achetée par Reubell à la famille

Reiset vers 1775. (D'après une lettre du comte de Reiset du 7 avril 1861, tirée d'une collection particulière.)

452. — A. M. P. INGOLD. *Miscellanea alsatica*, 4^e Série.

Colmar, 1906, in-8°.

V. le n° XI, pp. 139-152.

Reproduction d'articles parus en juin 1904 dans le *Journal de Colmar* sur *Reubell et la Commanderie de Saint-Jean à Colmar*. Publie des fragments importants d'une correspondance entre Reubell et son notaire et ami Nansé, qui prouve ses embarras d'argent. On retrouvera plus bas toutes les pièces de cette correspondance.

453. — *Un Maréchal de France agent électoral*.

Article anonyme paru dans le *Temps* du 28 août 1910.

L'auteur y raconte le rôle joué par le Maréchal Lefebvre, duc de Danzig, en 1805 et 1814 comme président des collèges électoraux des départements de la rive gauche du Rhin. Il fit présenter la première fois comme candidat au Sénat pour le département de Rhin-et-Moselle son vieil ami Reubell, qui ne fut du reste pas admis. La source de cette information n'est pas indiquée.

454. — *Le Luxembourg en 1801 et le Directoire*.

Feuilles d'histoire, novembre 1909, p. 453.

Extrait, publié par A. CHUQUET, des *Lettres* adressées en 1801 de Paris par l'Allemand F.-J.-L. MEYER : « Reubell possède et habite un domaine insignifiant de trente arpents, la seule chose peut-être que ses fonctions lui aient rapportée, s'il n'en était pas déjà propriétaire auparavant. Des gens importants et qui l'ont connu Directeur et qui peuvent l'observer de près, sans être du reste des amis ou même des juges indulgents de cet homme rude et têtu, m'ont assuré qu'il était sorti du Directoire sans fortune comme il y était entré, et ils ont confirmé l'opinion que j'avais toujours eue de lui et qui repose sur de puissants motifs particuliers, l'opinion de son désintéressement et de son incorruptible caractère. » Le même Meyer est très sévère pour « le prodigue Barras, le seul des Directeurs qui pendant son gouvernement sut amasser de grands trésors et les sauver de son naufrage ».

B. — SOURCES MANUSCRITES.

1° REUBELL AU CONSEIL DES ANCIENS ET APRÈS LE 18 BRUMAIRE

(mai 1799 — janvier 1804).

455. — Lettre de Manuel [?] au président du Directoire

17 floréal an 7 (6 mai 1799). Original.

A. N., F⁷, 6194 B.

Accuse le Directoire de complicité dans l'assassinat de Rastatt et Reubell d'avoir fait nommer au commandement de l'armée d'Italie « l'exécrable Schérer ».

456. — Lettre du citoyen Dupeuty à Reubell.

13 prairial an 7 1^{er} juin 1799. Copie de la main de Reubell.

A. N., F⁷, 6194 B.

Le prévient que la citoyenne d'Aumont-Valentino va revendiquer ses droits sur le domaine de Belfort et se met à ses ordres pour un arrangement à ce sujet. Note de Reubell jointe : « M. Dupeuty que j'ai fait venir a avoué m'avoir écrit cette lettre et a refusé de me déclarer qui lui avait dit que j'avais acquis le domaine de Belfort ». Dans le même dossier, une convocation du ministre de la police Duval, à qui Reubell avait remis ces pièces, adressée au cit. Dupeuty, qui ne paraît pas avoir répondu.

457. — Rapport de police du 22 floréal an 7 (11 mai 1799).

A. N., F⁷ 6194 B. Original.

« On pense qu'il serait nécessaire de faire surveiller l'ex-Directeur Reubell ainsi que son beau-frère Schérer. Des personnes disaient (au café Liégeois) qu'avant trois jours Schérer serait sur le tabouret à la grève avec Reubell ».

458. — Rapport de police du 23 floréal an 7 (12 mai 1799).

A. N., F⁷, 6194 B. Original.

« Tout Paris accuse l'ex-Directeur Reubell de dilapidations pendant sa gestion avec son beau-frère Schérer... Le citoyen Reubell passe dans l'opinion générale pour ourdir quelques trames noires... »

459. — Rapport de police du 27 floréal an 7 (16 mai 1799).

A. N., F⁷, 6194 B. Original.

« Il n'y a qu'un cri contre le Directeur Reubell et l'ex-ministre Schérer... Un officier nommé Cavalier a dit que le Directeur Reubell n'avait consenti à sortir du Directoire qu'à la condition qu'on n'inquiéterait point son cousin Schérer. »

460. — Rapport de police du 23 messidor an 7 (11 juillet 1799).

A. N., F⁷, 6194 B. Original.

Recherche faite contre Schérer, objet d'un mandat d'arrestation.

Schérer « n'avait d'autre pied-à-terre à Paris que chez l'ex-Directeur Reubell où même il resta avec sa femme près de quinze jours lorsqu'il sollicitait dans les bureaux toutes les pièces qu'il jugeait nécessaires pour sa justification ».

461. — Reubell, membre du Conseil des Anciens, au Directoire exécutif.

Paris, 9 thermidor an 7 (27 juillet 1799). Original autographe.

A. N., AF III, 21 d.

Reubell demande communication sans déplacement et autorisation de transcrire des pièces nécessaires à sa défense. Il joint un aperçu provisoire » de ces pièces. Les principales sont : projet de traité avec la Porte, instructions d'Aubert-Dubayet; toutes les pièces relatives à l'expédition d'Egypte; toutes celles concernant l'affaire de Bernadotte à Vienne et les conférences de Seltz, toute la correspondance de Bonaparte avec le Directoire et avec Carnot, toutes les pièces relatives aux traités de Léoben et Campoformio; toute la correspondance relative à l'expédition d'Helvétie, aux républiques batave, cisalpine, romaine, à l'affaire de Championnet; la correspondance avec les généraux Joubert, Schérer, Jourdan, Ernouf, Bernadotte, les états généraux de situation de l'armée et le rapport général de Schérer du 7 vendémiaire an 7.

Dans une « suite du premier aperçu » du 14 thermidor, Reubell ajoute les dossiers de destitutions et révocations de fonctionnaires de prairial an 6 à prairial an 7.

462. — Reubell, membre du Conseil des Anciens, au Directoire exécutif.

14 thermidor an 7 (1^{er} août 1799). Original autographe. A. N., AF III, 21 d.

Reubell fait remarquer que la troisième lecture des dénonciations faites contre lui et ses collègues doit avoir lieu le 19. Si elles sont admises, il n'aura que trois jours pour préparer sa défense, et il lui sera « physiquement impossible » de prendre connaissance de toutes les pièces dont il a besoin. Il insiste pour avoir une réponse prompte et favorable à sa demande du 3 thermidor, V, les n^{os} 437 à 440.

463. — Lettre de Reubell à la Citoyenne Bonaparte.

6 vendémiaire an 12 (29 septembre 1803). Minute autographe. Collection H. B., de Londres (trois exemplaires presque identiques).

Reubell se plaint à Joséphine que dans un ouvrage dédié à elle, l'*Histoire du Consulat de Bonaparte*, on trouve, à la page 17, le passage suivant : « Reubell était d'une cupidité si reconnue qu'elle avait été autrefois censurée même par l'ancien comité de Salut public ». La publication de cette calomnie « presque sous l'égide du gouvernement » le révolte. « Ma probité, Madame, n'est pas à moi seul, elle est à mes enfants, elle est à ma famille, elle est à tous les gens de bien de mes amis. » Sile gouvernement ne désavoue pas l'ouvrage, Reubell poursuivra l'auteur en justice. « Il est temps enfin que la vérité se fasse entendre, que l'on sache si Reubell a jamais manqué de délicatesse, et si ce sont ses ennemis ou lui qui nagent dans l'opulence. »

Le *Journal des Débats* du 11 vendémiaire (4 octobre) publia cette lettre, à laquelle Joséphine n'avait pas répondu. Le journaliste ajoutait qu'on ne saurait rendre M^{me} Bonaparte responsable « des démêlés entre l'histoire de France et M. Reubell ». Le recours des tribunaux lui est ouvert s'il se croit calomnié, rien de plus. « La justice, du temps de M. Reubell, a pu suivre une autre marche, mais fort heureusement... ce temps-là n'est plus ».

Dans une lettre au rédacteur du journal, reproduite au n^o du 13 vendémiaire, Reubell proteste contre la publication, nullement autorisée par lui, de sa lettre à M^{me} Bonaparte.

464. — « Souvenirs » de Reubell.

7 frimaire an 12 (29 novembre 1803). Brouillon autographe. Collection H. B., de Londres.

Récit assez développé de l'affaire dont il est question au n^o précé-

dent, avec copie des lettres écrites et reçues par Reubell à ce sujet.

Joséphine, très froissée de la publication faite par les *Débats* et qu'elle attribuait à une indiscretion de Reubell, chargea le préfet du palais Rémusat de lui répondre. Rémusat fit remettre une note à Reubell, datée du 27 vendémiaire, où il invitait Reubell à désavouer une publication « inconvenante à tous égards ». Joséphine l'avait chargé de dire que le livre incriminé avait paru sans son aveu et que pour sa part elle avait toujours tenu Reubell pour « un père de famille respectable ». Au reçu de cette note, Reubell répondit à Rémusat et écrivit aux *Débats* pour déclarer qu'il n'était aucunement l'auteur de la divulgation de la lettre du 6 vendémiaire. En réalité, c'est Bonaparte qui l'avait communiquée au journal. Reubell s'en doutait bien, et il voulait écrire au Premier Consul pour exiger un désaveu, en menaçant de faire un procès aux *Débats*. Puis il y renonça. Quelques jours après, Bonaparte eut l'attention de lui envoyer des nouvelles de son fils Jean-Jacques, alors à Baltimore avec Jérôme, dont il était l'ami. Reubell, sous prétexte de remercier le Premier Consul, lui demanda une audience, et fut reçu le 6 frimaire (28 novembre) aux Tuileries, après avoir fait antichambre une heure et demie. Il trouva Bonaparte engraisé ; il portait l'uniforme de la garde nationale, les cheveux courts et en désordre, et il avait le nez « tout mâchuré de tabac ».

Reubell reproduit ensuite, en style direct, un « résumé de ce qui s'est dit à peu près ». La conversation est bien plus courte et moins cordiale que celle de l'an 10 (V. le n° 450). Sur une question de Bonaparte, Reubell dément une fois de plus la fable de ses millions, et surtout de l'argent qu'il aurait acquis à Mayence. Au contraire, il est revenu du siège de 1793 « dans la réalité sans culottes ». Il insiste pour obtenir du Premier Consul une démarche publique qui mette fin aux calomnies répandues sur son compte, et que le gouvernement semble approuver par son silence. Bonaparte avoue que c'est lui qui a fait publier la lettre de Reubell à Joséphine, mais il ne se souvient pas bien pourquoi. Il refuse de rien faire contre l'auteur du livre calomnieux, et dit qu'il faut mépriser les propos des journalistes, comme lui-même a fait au moment de son retour d'Égypte, alors que les journaux accusaient le Directoire d'avoir machiné l'attentat de Rastatt. « Quelle bêtise ! » répond Reubell. Bonaparte lui adresse alors des éloges, affirmant que dans le Directoire, Reubell était le seul qui fût à sa place, et qu'il avait toujours estimé son caractère, « parce qu'on sait toujours où on en est avec lui ». Reubell déclare qu'il n'a jamais rien voulu demander au gouvernement, parce que ce n'est pas son caractère, et que « Reubell n'a jamais été comme les autres » mais il ajoute, en regardant Bonaparte entre les deux yeux : « Citoyen Premier Consul, je suis à

vous. » Bonaparte remercie, mais ne promet rien, et dit qu'il attend une occasion.

De là Reubell passe chez Joséphine, qui l'accueille très cordialement et le décide à venir la voir le jeudi suivant; non sans peine, car Reubell déclare qu'il n'est pas comme les autres hommes et qu'il ne lui conviendrait pas de venir pour n'être pas reçu. C'est cependant ce qui lui arrive au jour fixé. Il laisse alors un mot de regret assez sec et préparé d'avance. Mais Joséphine s'excuse par lettre et le décide à revenir le lendemain.

Cette seconde conversation, très brièvement résumée, est fort nette. Reubell se plaint que Bonaparte n'ait pas paru faire cas de son amitié, qui n'est pas à dédaigner. Il lui aurait été fidèle, sans pourtant s'engager à jamais dénoncer personne. Et comme Joséphine lui fait des questions ou plutôt des offres précises, il refuse successivement d'être conseiller d'Etat et préfet. Elle lui propose une sénatorerie, et il ne dit pas non. Quelques jours plus tard, le général Lefebvre lui annonce qu'on l'enverra présider le collège électoral du Haut-Rhin, ce qui est la préface ordinaire des nominations. Mais comme son cousin Albert a déjà été désigné, il ne veut pas paraître le supplanter et refuse. Albert ne fut pas sénateur, et Napoléon garda rancune à Reubell de son refus (v. les nos 43, 447 et 453).

2° LA FORTUNE DE REUBELL.

465. — Déclarations de Jean Reubell pour satisfaire à l'édit de mai 1749 sur les vingtièmes.

27 novembre 1749. Original autographe.

A. H. A., C. 1142 et 1143.

Dans la première déclaration, Jean Reubell (père du Directeur) dit posséder : 1° au ban de Colmar un bien en culture affermé 139 livres, un jardin et vigne de revenu 9 livres, et 2° au ban de Schélestadt un corps de biens de revenu 184 livres, abandonnées à sa mère qui l'exploite.

Dans la seconde, il dit posséder en la ville de Colmar une maison située à la rue des Juifs, qu'il occupe en totalité et qu'il estime valoir, entretien déduit, 45 livres de revenu. Il ajoute : « Je dois sur cette maison ».

466. — Déclaration de Jean-François Reubell député, pour la contribution patriotique de 1789.

S. d. (1789). Original autographe.

Arch. de la ville de Colmar. *Dons patriotiques*.

« Je déclare avec vérité que la somme de 300 livres dont je contribuerai aux besoins de l'Etat est conforme aux fixations établies par le décret de l'Assemblée nationale. » D'après les dispositions de ce décret du 9 octobre 1789, art. 2, la somme souscrite par Reubell représente : 1° le quart de son revenu net annuel ; 2° 2 1/2 pour cent de son argenterie et de ses bijoux ; 3° 2 1/2 pour cent de sa réserve numéraire métallique.

467. — Procès-verbal d'adjudication de deux pièces de terre, situées au Weibelambach ban de Colmar, contenance 9 schatz et 6 schatz tenant à Jean Reubell pour partie, et provenant du chapitre de Saint-Martin. Vendues à Jacques Rapinat mandataire de Jean Reubell, pour 700 et 500 francs, dont 12 0/0 comptant.

9 avril 1791. Original.

A. H. A., L. 283.

468. — Procès-verbal d'adjudication d'un corps de biens situé à Sigolsheim, provenant de l'abbaye d'Ebersheim-Munster, en faveur de MM. Rapinat et Mouhat de Colmar, pour la somme de 64.000 livres, dont 30 0/0 comptant pour les forêts, 20 0/0 pour les bâtiments, 12 0/0 pour les terres.

18 juin 1791. Original.

A. H. A., L. 357.

Ce corps de biens, « consistant en maison, cour, grange, écurie, pressoir, avec une chapelle appelée Saint-Blaise, deux jardins potagers, environ 30 arpents 3/8 de vignes, environ 46 arpents de terres labourables et 5 arpents de prés ». Estimé 37.337 livres. Une première adjudication n'avait pas atteint le prix d'estimation. L'adjudication par lots ne donnait qu'un total de 60.750 livres. Rapinat et Mouhat donnaient 18.100 livres des bâtiments et jardins, estimés 7.900. Mouhat agissait au nom de Reubell qui lui loua la partie des bâtiments lui appartenant, ou lui en laissa la jouissance.

469. — Arrêté du Directoire du Haut-Rhin déchargeant les sieurs Rapinat et Mouhat de moitié de la contibution

foncière établie pour 1791 sur les biens acquis par eux à Sigolsheim.

3 avril 1792. Copie.
A. H. A., L. 57.

470. — Annonce de vente volontaire par Klein, notaire, de 6 schätz $1/2$ de vignes sis au Weibelambach, ban de Colmar, appartenant au citoyen Reubell, député à la Convention.

19 prairial an 2 (7 juin 1794). Copie.
Bibliothèque de la ville de Colmar.

471. — Procès-verbal de vente par la nation à Georges Xavier Nansé, secrétaire de l'administration municipale de Marckolsheim (mandataire de Reubell) de deux petites forêts, l'une de 7 jüchs $1/2$, l'autre de 4 jüchs, section dite de la Silberentz (Silberruntz) au ban de Colmar, provenant des biens de Saint-Jean, ordre de Malte. Prix d'estimation, payé en mandats territoriaux : 4.837 et 3.695 francs.

20 prairial an 4 (8 juin 1796). Original.
A. H. A., L. 824.

472. — Procès-verbal de soumission faite en vue d'acquisition par Georges-Xavier Nansé de la commanderie de Saint-Jean de Colmar, ordre de Malte. Estimation à 34.000 francs dont 25.200 pour la maison, église, cour, écurie et remise, et 8.800 pour le jardin attenant.

20 prairial an 4 (8 juin 1796). Original.
A. H. A., L. 824.

Le procès-verbal décrit la maison « ayant sur 18 toises 5 pieds de longueur, une largeur réduite de 5 toises et 4 toises 4 pieds jusqu'à la toiture, et consistant partie en maçonnerie et partie en cloisons » et ajoute qu'elle contient tant au rez-de-chaussée qu'aux deux étages « 19 pièces et une cuisine, le tout en mauvais état, dépourvu de cave et sans possibilité d'en établir une à cause de l'eau. » L'acte de vente n'a pu être retrouvé, mais la loi du 28 ventôse an 4 prescrivait l'adjudication au prix d'estimation en l'absence de con-

currence, ce qui est le cas. Nansé achetait pour le compte de Reubell.

473. — Lettre de Reubell à Nansé, notaire à Isenheim (Haut-Rhin).

7 thermidor an 9 (25 juillet 1801). Original autographe.

Bibliothèque de la ville de Colmar.

Reubell annonce à Nansé qu'il n'a pu vendre des certificats de rentes provisoires non délivrées que son ami l'avait chargé de négocier à Paris.

474. — Lettre de Nansé à Reubell.

Colmar, 8 thermidor an 9 (26 juillet 1801). Minute.

Bibliothèque de la ville de Colmar.

Nansé prie Reubell de vendre ses rentes, même pour moins de 2.000 francs. Il lui propose de terminer ainsi l'affaire de la vente de la Commanderie de Saint-Jean, dont Reubell l'a chargé : il vendra l'église à Sébastien Simon pour 6.000 francs avec la sacristie, et attendra un acquéreur du reste ; ou bien lui-même achètera le tout pour 16.000, soit 2.000 de moins que Reubell n'en veut. Fieglé [acquéreur de la maison de Reubell rue des Clés à Colmar] ne paie pas ce qu'il doit aux termes fixés. Nansé le presse.

475. — Lettre de Reubell à Nansé.

Paris, 13 thermidor an 9 (31 juillet 1801). Original autographe.

Bibl. de la ville de Colmar. V. Ingold, *Miscellanea alsatica*, IV, 141.

« Il ne faut pas, mon cher Nansé, que mon ennui de ne pouvoir vendre Saint-Jean te fasse faire la sottise d'acheter cette baraque dont tu parais ne pas te soucier. Je ne suis pas homme à exiger de complaisance de cette force. Si je lâchais la maison et l'église à 18.000 francs, c'était dans l'espoir d'en toucher 12.000 comptant ; mais comme cela ne se peut pas, je tâcherai de me retourner et de trouver des fonds ici. » Autorisation de vendre l'église à Simon au prix offert par Nansé de 6.000 francs. Offre à M^{me} Nansé de la part de M^{me} Reubell de la jouissance de la maison pendant l'hiver. « Vends mes grains. Si Fieglé y joignait quelque chose, cela me viendrait bien. » Si vraiment Nansé désire la maison, comme ils sont en différence pour 2.000 francs, Reubell offre de partager et de conclure à 17.000. « Mais ne t'angarie pas pour m'obliger ; laisse plutôt couler le temps. »

476. — Lettre de Nansé à Reubell.

Isenheim, 28 thermidor an 9 (15 août 1801). Minute.

Bibliothèque de la ville de Colmar.

Remercie pour l'offre de logement à Colmar. Sa proposition d'achat était contre le gré de sa femme et de ses enfants, « mais je ne suis pas comme toi de dire : ce que femme veut, Dieu le veut ». Attend la réponse de Simon pour se décider. A fait annoncer la mise en vente dans les *Wochenblättern*.

477. — Lettre de Reubell à Nansé.

Paris, 2 fructidor an 9 (19 août 1801). Original autographe.

Bibliothèque de la ville de Colmar.

Envoie copie de l'acte passé avec l'agent de change Gechter pour la vente des certificats d'inscription de rente de Nansé. Si Nansé accepte, Reubell gardera l'argent et le créditera « sur les fonds présents et futurs que tu pourras avoir à moi » ou sur le prix de Saint-Jean au cas où Nansé l'achèterait. Reubell lui comptera les 1816 fr. pour 2.000.

478. — Lettre de Reubell à Nansé.

5 fructidor an 9 (22 août 1801) Original autographe.

Bibliothèque de la ville de Colmar. V. Ingold, *Miscellanea*, IV, 442.

Laisse à Nansé toute liberté pour l'acquisition de Saint-Jean, et lui réserve la préférence en tout cas. « Vends l'avoine ; on la dit chère ; je ne tirerai pas sur toi jusqu'à ce que je sache où j'en suis ... Que le diable emporte Fieglé avec ses minces acomptes ! Où en es-tu avec lui ? ... Ma femme embrasse la tienne. Elle ne t'embrasse pas parce que tu n'es pas assez soumis à la volonté des dames. Pour moi je vous embrasse tous, sans toucher à cette corde délicate ».

479. — Lettre de Nansé à Reubell.

10 fructidor an 9 (27 août 1801). Minute.

Bibl. de la ville de Colmar.

Ratifie la négociation de ses rentes. « Je n'y perds plus que 40.000 livres, attendu que l'on m'a offert 42.000 avant la Révolution. » A vendu l'avoine. Fieglé doit 4.800 l. depuis le 16 brumaire an 7 mais a payé quelques acomptes.

480. — Lettre de Reubell à Nansé.

19 fructidor an 9 (5 septembre 1801). Original autographe.

Bibliothèque de la ville de Colmar.

Renvoie, avec des corrections très longues et minutieuses, le projet d'acte de vente de l'église de Saint-Jean à Sébastien Simon.

La vente eut lieu le 25 vendémiaire an 10 (16 octobre 1801) pour 6.000 francs comptant.

481. — Lettre de Reubell à Nansé.

19 floréal an 11 (9 mai 1803). Original autographe.

Bibliothèque de la ville de Colmar. V. Ingold, *Miscella* 43.

« Je crois en vérité que le juif qui pourchasse ma ferme d'Obe-rentz a senti que mon gousset était vide. Il est venu hier pour me faire les vieilles propositions... Sans doute qu'il a eu vent de ce que je t'ai marqué le 3 pluviôse que j'avais dessein de vendre en détail. Eh bien, j'ai encore ce dessein... loin de vouloir guérir M. le juif de la crainte des concurrences de vente. » Invite Nansé à s'informer si la vente peut commencer. « car le juif veut venir me revoir à Arcueil. Il est tellement *acheurri* à empêcher ma vente en concurrence avec la sienne qu'il m'a proposé de prendre mon bien à ferme, de m'en donner un plus fort canon qu'Ernstet de m'avancer plusieurs années. Je suis tellement à sec que j'ai bien peur de faire avec lui une affaire de fils de famille... Je ne t'invite pas à me faire passer de l'argent, parce que je pense que si tu en avais eu, ce serait affaire faite. Cependant, si tu as quelques grains à moi à vendre, fais-le, et envoie-moi le montant, quelque petiot que cela soit. Cela aidera toujours à empêcher de mourir d'inanition. »

482. — Lettre de Reubell à Nansé.

Arcueil, 8 vendémiaire an 12 (29 septembre 1803). Original autographe.

Bibl. de la ville de Colmar.

Instruction pour vendre la buanderie et la moitié de la maison de Saint-Jean à un acquéreur nommé Couteau qui s'est présenté. « Quant aux meubles je t'ai déjà écrit le 7 pluviôse an 11 que je n'en laisserais pas pour la valeur d'un denier ; ainsi tu feras transporter glaces, lits, chaises et tout sans exception dans la maison que je me réserve. Madame Rapinat pourrait veiller à ce déménagement. Peut-être y a-t-elle même du mobilier à elle. » Conditions très précises à imposer à l'acquéreur. M. Couteau pourrait être une seconde madame S[imon], et je ne me soucie pas d'être un jour à couteau tiré avec M. Couteau. »

483. — Lettre de Reubell à Nansé.

11 floréal an 12 (30 avril 1804). Original autographe.

Bibliothèque de la ville de Colmar.

Vendre les biens d'Oberentz. Reubell ne pourra venir, sa femme ayant éprouvé un accident. « Tu auras beau m'objecter que le moment n'est pas favorable, qu'il n'y a pas d'argent, etc., etc., etc., etc., quand je devrais donner les biens pour ainsi dire pour rien; et puis nous stipulerons de longs termes. » Suit un projet de vente au profit de « Jean-François Reubell demeurant à Paris, rue de Varenne n° 464 » comprenant en 22 articles 153 juchs ou arpents et une maison avec dépendances. « Tout ce que je te recommande, c'est de ne pas perdre temps; le plut tôt le mieux. »

« Puisque je suis en train de vendre, tu sais que j'ai déjà écrit pour vendre mes communaux; tu vendras aussi mes forêts nationales, et même ma forêt patrimoniale de Sainte-Croix, mon champ de peupliers, mes trois pièces de vignes patrimoniales et les deux champs nationaux qui sont à côté de la pièce de vigne au Weibelambach. Tout ce fretin... pourra être vendu par toi de gré à gré. Il me faut absolument de l'argent à tout prix, et si la vente de ces misères ne pouvait se faire de gré à gré, il faudra bien en venir à l'enchère. Mais avant que d'en venir là, il faut que la vente de la ferme soit effectuée. Ne perds pas de vue qu'il me faut de l'argent, de l'argent, de l'argent et promptement, *subito subito*... Adieu, mon cher Nansé, que le bon Dieu te donne le courage de mettre mon affaire à bien. Je t'assure que si je n'avais pas un si grand besoin de vendre, je ne te chargerais pas de cette besogne... »

484. — Lettre de Reubell à Rapinat.

16 ventôse an 13 (6 mars 1805). Copie.

A. N., A A, 45.

« Mon cher Rapinat, je n'ai pu refuser à Madame Schérer de lui donner une [réscription] de 150 livres au profit de Madame Müller la veuve du Prêteur, parce qu'entre nous c'est un secours qu'elle lui fait passer. Je remettrai la même somme à Lolotte qui est de retour du Havre et chez nous, ou si cela vous gênait, engagez Sommerock ou Nansé de l'acquitter. Vous remplirez le nom de celui qui fournira les fonds et ferez remettre la rescription ainsi remplie à Madame Müller. Si Sommerock n'avait plus de fonds à moi ni Nansé non plus, dites à ce dernier de faire une avance et de vendre de suite de mon grain pour se remplir. En tout cas je chargerais toujours Lolotte de leur rendre ou l'enverrais par la messagerie. Je vous prierais de faire enfin passer le petit mot joint à Rainé après l'avoir lu et cacheté. »

Cette copie est tirée d'un fond des archives nationales qui provient de soustractions faites au dépôt et rentrées en possession de l'Etat.

Il est difficile d'imaginer comment l'original a pu venir aux ar-

chives autrement que par un détournement à la poste, car la même collection contient, *en original*, la rescription en question, avec le nom en blanc et la date (A. N., AA, 41).

485. — Lettre de Reubell à Nansé.

18 février 1806. Original autographe.

Bibliothèque de la ville de Colmar. V. Ingold, *Miscellanea*, IV, 144.

Instruction pour la vente de Saint-Jean au juif Hirtz Salomon, moyennant 26.000 francs. « J'avoue, mon cher Nansé, que 26.000 francs sont loin des rêves que nous faisons autrefois. Le juif devrait, par pudeur, ajouter au moins une cinquantaine de louis d'épingles pour ma femme. Tires-en ce que tu pourras, mais s'il ne veut rien ajouter de plus, tu ne laisseras pas de conclure pour les 26.000 *francs* et non *livres*. Quant à la manière de payer, d'abord les 6.000 francs comptant en espèces, cela ne souffre pas de difficulté ; tu en garderais ce qu'il faut pour te rembourser ce que je te dois, et faire face aux avances que tu as encore à faire. Le surplus, qui ne sera pas grand'chose, je te marquerai comment il faudra me le faire parvenir. » Arrangements et précautions pour le paiement des traites à fournir par Hirtz pour les 20.000 francs restants. Hirtz s'arrangera aussi avec le jardinier Sommerock. « Sommerock n'a qu'un bail verbal de deux jardins qui a commencé à une Saint-Martin. Je lui ai permis d'occuper dans le bas un poêle, une chambre et une petite cuisine borgne sur le pied de concierge. S'il s'est arrogé plus, c'est que cela était vide. Dès que quelqu'un occupera, la conciergerie est finie. Au reste je n'entends être garant de rien vis-à-vis de lui envers le juif. Sommerock, qui est avare, ne plaidera pas.

Venons aux meubles. Il y a parmi ces meubles une grande commode et une grande console à galerie, bois d'acajou et marbre de Sainte Anne. Ma femme et moi nous te prions de les accepter. Ils iront bien dans ton salon d'Isenheim. Quant aux autres meubles, tout ce qui pourra entrer dans une armoire que nous avons chez Rapinat à Sigolsheim, tu prieras Madame Rapinat en mon nom de vouloir bien l'y fourrer, et le reste tu le feras transporter dans ma maison de Sigolsheim où habite M. Mouhat, et tu m'enverras note dutout ». Pour la ferme d'Oberentz, « tire-t'en Pierre, comme tu pourras, jusqu'à ce qu'un honnête israélite te donne 30.000 francs dont les deux tiers au moins comptant ».

486. — Acte de vente par George Xavier Nansé, notaire impérial pour la résidence de Wintzenheim, au nom et comme fondé de pouvoir de M. Jean-François Reubell, demeurant à Paris, au bénéfice du S^r Hirtz

Salomon, marchand fournisseur de chevaux, demeurant à Colmar, des maison, cour, écurie, remise et jardins de Saint-Jean, pour la somme de 21.000 francs en un mandat sur le trésor public.

Colmar, 26 février 1806. Minute authentique.

Etude de M^e Birckel, notaire à Colmar.

Le versement des 6.000 francs comptant en numéraire n'est pas mentionné, sans doute pour éviter des frais. On voit que Hirtz Salomon a consenti à verser les cinquante louis d'épingles demandés par Reubell dans la lettre précédente; et qu'ainsi le prix total ressort à 27.000 francs. En ajoutant les 6.000 francs de la vente de l'église, c'est 33.000 francs que Reubell a tirés en 1806 d'un bien national acheté 34.000 en 1796.

487. — Lettre de Reubell à Nansé.

4 mars 1806. Original autographe.

Bibliothèque de la ville de Colmar.

Des difficultés résultant d'une erreur des bureaux empêchent le paiement des traites de Hirtz Salomon. « En attendant moi qui comptais employer cet argent à l'acquittement d'une dette usuraire que j'ai contractée, je ne laisse pas que de souffrir beaucoup de ce retard... Le juif a très bien fait de te laisser deux chevaux dans ton écurie. Ils y ont été laissés pour toi, ainsi ils sont à toi... Oberentz n'est pas encore vendu... Et mes pauvres vignes de Colmar! qui donc en aura soin? Parles-en à Rapinat... »

488. — Lettre de Reubell à Nansé.

9 mars 1806. Original autographe.

Bibliothèque de la ville de Colmar.

Les difficultés du paiement des traites de Hirtz seront bientôt résolues. « Au moyen de quoi je serai heureux, si je touche avant la fin du mois. Ce retard me cause plus de six francs par jour de perte, sans compter les courses, car je n'ai plus de chevaux, et les écritures, etc. J'espère que M. Hirtz Salomon m'indemniserà de cela... Personne ne veut-il de mes forêts nationales? Elles ne me produisent rien. »

489. — Lettre de Reubell à Napoléon I^{er}.

Arcueil, 12 août 1806. Minute autographe au net (ou original).

Collection H. B., de Londres.

Avec beaucoup de précautions oratoires et de réticences, Reubell avoue qu'il va être contraint par le besoin de vendre son « jardin » d'Arcueil, auquel il s'était attaché. On a cru, dit-il, que l'Empereur voulait le mettre à même de conserver « cette retraite » et qu'il avait refusé. Il n'en est rien. La « roideur » de caractère qu'on lui connaît ne vapas jusque-là. Il a déjà expliqué jadis à l'Impératrice qu'il croit pouvoir encore être utile et qu'il ne serait pas ingrat. Il termine en disant que si on lui offre un prix raisonnable de son jardin, qu'il a mis en vente, il s'en défera, « à moins que V. M..... » (*sic*).

Cette lettre fut évidemment pour Reubell très pénible à écrire.

Il y en a plusieurs brouillons différents et raturés dans la collection H. B. La pièce analysée ici paraît même être la lettre originale, qui en fin de compte n'aurait pas été envoyée. Le fait est que le « jardin » fut vendu.

Ce jardin était en réalité une belle propriété, qui existait encore en 1909. La maison, bâtie à flanc de coteau et fort bien exposée, avait une belle décoration intérieure datant de la fin du XVIII^e siècle. Elle avait une très belle vue sur le parc qui en dépendait, et sur la vallée de la Bièvre.

Reubell l'acheta de la veuve du président Pinon (de Saint-Amand). Il la revendit à la fin de 1806 à Laplace, le célèbre auteur du *Système du Monde*, qui y fonda avec son voisin Berthollet la *Société d'Arcueil*, destinée à la publication de mémoires scientifiques. Plus tard, la marquise de Colbert, petite-nièce de Laplace, y habita à son tour. Elle appartint enfin, ainsi que l'ancienne maison de Berthollet, à la congrégation des Dominicains qui avait à Arcueil, jusqu'en 1906, un établissement scolaire. Au temps de Reubell, les murs de clôture étaient protégés par de fortes bornes en grès. Les enfants d'Arcueil allaient y aiguiser leurs couteaux de poche, nommés *galumelles* dans le pays, d'où ce dicton local, dont le souvenir a été conservé :

Prends garde à ma galumelle,
Elle est aiguisée sur les bornes à Reubell !

(Ces renseignements sont dus à l'érudition obligeante de M. Tempplier, architecte à Arcueil.)

490. — Lettre de Reubell à Nansé.

11 septembre 1806. Original autographe.

Bibliothèque de la ville de Colmar.

« Mon cher Nansé, ce n'est qu'à la veille de la vendange que je m'aperçois que je n'ai plus de maison à Colmar, ni de Sommerock pour vendanger. Comme tu n'as pu parvenir à vendre mes vignes faute

d'espèces dans le pays, par la même raison trouveras-tu difficilement à vendre ma vendange sur pied, surtout à présent que le vin n'est pas de défaite et est surchargé de droits. Que faudra-t-il donc faire? Faire faire la vendange par quelqu'un, mais par qui? Naturellement ce doit être par le cher grand-père Mouhat. Ainsi parle-lui ou fais-lui parler et remets-lui les avances nécessaires pour la dépense, car je soupçonne qu'il n'est pas plus pécunieux que moi. Je te rembourserai ces avances à ta première réquisition, ou tu les retiendras sur les premiers fonds que tu auras à moi. Je ne sais si j'ai des tonneaux et où ils sont. Papa Mouhat saura cela, et il mettra mes vins dans ma cave à Sigolsheim, s'il y a de la place, sinon il s'informerait ailleurs.

... En tout cas, si cela donnait trop d'embarras, on n'a qu'à laisser vendanger par la colonne d'armée qui rentrera par Brisach. Cela nous débarrassera de tout soin et de toute dépense et je n'aurai pas de trop bu à payer... Voici le temps où tu trouveras peut-être à vendre mes forêts. Ne laisse pas échapper l'occasion de t'en défaire. Elles ne nous produiront rien. Réponds-moi le plus tôt possible ».

491. — Acte de vente et adjudication au plus offrant, par le sieur George-Xavier Nansé, propriétaire à Isenheim au nom et comme fondé de pouvoirs de M. Jean Reubell père, demeurant à Paris, rue de Varenne n° 464, de quatre lots de forêts, trois pièces de vigne, une de terre et quatre lots de communaux pour le prix total de 12.530 livres et 5 0/0 en sus.

Colmar, 7 décembre 1806. Minute.

Etude de M^e von Amelunxen, notaire à Colmar.

Il s'agit : 1° de la forêt de Sainte-Croix, bien patrimonial de Reubell d'une étendue de 2 hectares, vendue 2.630 francs; 2° des deux forêts nationales de Saint-Martin à la Silberruntz (v. n° 476) vendues 2.700 et 3.625 francs; plus un petit bois de 7 ares 71 centiares, au lieu dit Oberenohlen, vendu 340 francs; 3° de deux vignes patrimoniales de 46 et 23 ares, vendues 1015 et 405 francs; 4° d'une vigne nationale au Weibelambach, de 31 ares, vendue 1425 francs; 6° des deux champs nationaux de Saint-Martin achetés en 1791, vendus 275 francs (v. le n° 467); 7° des communaux dont il est question dans le n° 483 vendus 65 et 350 francs. Le principal acquéreur est Jean-Baptiste Trenlé, géomètre à Colmar.

492. — Lettre de Reubell à Nansé.

28 décembre 1806. Original autographe.

• Bibliothèque de la ville de Colmar.

« Mon cher vieil ami, Rapinat m'a remis du baume dans le sang en m'écrivant que tu espères qu'au moyen de quelques petits sacrifices vis-à-vis de deux ou trois enchérisseurs, tu parviendras à annuler l'adjudication. N'hésite pas de le faire, mon cher Nansé, ne regarde pas à quelques cents francs de plus ou de moins... L'important pour moi est d'annuler le tout, ou du moins le plus possible. Rapinat a déjà deviné une partie de mes raisons. Si je reviens au pays, je te dirai le reste, en te serrant contre mon cœur... »

493. — Lettre de Reubell à Nansé.

27 janvier 1807. Original autographe.

• Bibliothèque de la ville de Colmar.

« J'ai reçu une lettre de Rapinat vingt-quatre heures avant la tienne du 22 et je lui ai fait part des raisons pour lesquelles je n'attachais plus d'importance à la résiliation de la vente. Il te les communiquera, mon ami. Ainsi tenons-nous en au rachat de la forêt de Sainte-Croix... Tu pourras donc envoyer Trenlé et compagnie au diable et recevoir leur argent. Quand tu auras prélevé ce que je te dois, tu garderas encore au moins une centaine d'écus que je destine aux demoiselles Papigny qui m'ont demandé de l'argent, et tu verras à me faire passer le reste au meilleur marché possible et de la manière la plus sûre. Il n'y a rien qui presse. Tout à toi *in vitam aeternam*. »

494. — Acte de décès de Jean-François REUBELL, ancien représentant du peuple, décédé à Colmar le 24 novembre 1807, à l'âge de soixante ans.

Etat-civil de la ville de Colmar. Registre des décès (années postérieures au 1^{er} janvier 1801).

Reubell habitait alors, comme locataire, la maison Hosemann, au n° 5 de la rue Saint-Nicolas. M. Fleurent, ancien bâtonnier du barreau de Colmar, aujourd'hui décédé, tenait de sa tante que lors de l'enterrement de Reubell, elle avait entendu une vieille femme dire en se signant : « on emporte son corps aujourd'hui, mais il y a deux jours que le diable a emporté son âme ». La tombe de Reubell est au cimetière de Colmar ; c'est une dalle tout unie, avec cette inscription : « *Cy-gît Jean Reubell, décédé le 24 novembre 1807.* » V. *Glaneur du Haut-Rhin*, 15 et 22 décembre 1839.

3° LA FAMILLE DE REUBELL.

A). Sa veuve.

495. — Rapport du ministre des finances à S. M. l'Empereur et Roi.

Paris. Septembre 1811. Original.

A. N., AF IV, 4875.

« V. M. m'a chargé de prendre des informations sur les dames veuves Reubell et Cléry qui ont sollicité des pensions. Il résulte des renseignements que je me suis procurés que la dame Reubell habite Colmar depuis longtemps, qu'elle y avait une petite propriété que le besoin l'a mise dans la nécessité de vendre. On prétend que son mari n'a laissé qu'une succession de 100.000 francs qui est à partager entre elle et ses deux fils, et on assure qu'aujourd'hui il lui reste à peine de quoi subsister. V. M. m'ayant autorisé à lui proposer une pension en faveur de cette dame, dans le cas où elle éprouverait réellement des besoins, j'ai l'honneur de lui proposer un projet de décret qui fixe cette pension à 3.000 francs à partir du 1^{er} juillet dernier. »

496. — Décret impérial accordant à la dame Veuve Reubell demeurant à Colmar, département du Haut-Rhin, une pension de six mille francs.

Compiègne, 9 septembre 1811. Minute. (A. N. *Ibid.*)

La somme inscrite sur la minute était *trois mille francs*, conformément au rapport. Napoléon a corrigé de sa main en *6.000 francs*.

497. — Lettre de Félix-Desportes, préfet du Haut-Rhin, au maire de Colmar, annonçant le décès, à la date du 8 février, de Marie-Anne Mouhat, veuve Reubell.

Colmar, 16 mars 1813. Minute.

A. H. A., P, 277.

B). Ses fils.

498. — Etat des services de Jean-Jacques Reubell, maréchal de camp.

Né à Colmar (Haut-Rhin), 12 août 1777. Entré au service à l'âge de 14 ans au régiment de Nassau devenu 96^e en 1791. Sous-lieutenant au même régiment le 23 avril 1792. Blessé à Landau le 17 mai 1793. Adjoint aux adjudants généraux le 25 juin 1793. N'a 16 ans d'âge que le 12 août 1793. Capitaine de carabiniers dans le 1^{er} bataillon de corps francs. Adjoint à l'adjudant général Roque-sante, 26 octobre 1794. Chef de bataillon le 14 janvier 1796. Envoyé avec le consul français à Cadix, 21 janvier 1796. Adjudant général chef de brigade dans la 17^e division militaire (Paris), 28 octobre 1798, Démissionnaire, 28 janvier 1800. Admis au traitement de réforme, 6 avril 1802. Adjudant commandant dans l'expédition du général Richepance, 22 avril 1802. Commandant les troupes de la Guadeloupe, 18 avril 1803. Remis à la disposition du département de la guerre, 22 septembre 1805. Employé au 2^e corps d'armée de réserve 24 septembre 1805. Aide de camp du maréchal Lefebvre, 6 septembre 1806. Autorisé à passer au service de Westphalie, 2 novembre 1807. Général de brigade, 8 décembre 1807. Général de division, 25 décembre 1808. A quitté le service de Westphalie, 1^{er} juillet 1809. Rentré au service de France, maréchal de camp, 26 février 1817. Commandant le département de la Haute-Saône, 22 octobre 1817. En disponibilité, 1^{er} janvier 1829. Compris dans le cadre d'activité de l'Etat-Major général, 22 mars 1831. Mis à la disposition du gouverneur général à Alger, 8 juin 1835. En disponibilité, 25 janvier 1836. Admis à la retraite, 27 juin 1836. Pension soldée à 4.590 francs.

Campagnes 1792-95, captivité en Espagne, campagne de la Guadeloupe 1802-1803, grande-armée 1805-1807, Westphalie 1809, Afrique 1835.

A. A. G. dossier *Reubell* (J.-J.)

499. — Déclaration de Henri-Thomas Reubell, lieutenant colonel au 96^e régiment d'infanterie.

Besançon, 27 octobre 1791. Original autographe.

A. A. G., dossier *Reubell* (J.-J.)

Son neveu J.-J. Reubell ayant été nommé sous-lieutenant, grade auquel le premier lieutenant colonel, Schauenbourg, avait nommé

« M. Schmeltzer, volontaire faisant le service sans interruption et avec la plus grande distinction depuis plus de trois ans, je déclare que mon neveu n'ayant pas l'âge, je désirerais que pour rendre justice à M. Schmeltzer, ainsi qu'à MM. Mazary et Poirot, aussi volontaires au régiment, ayant l'âge et les qualités requises pour occuper des emplois, ils soient nommés avant mon neveu. »

500. — Note intitulée : *Note pouvant servir au rapport.*

S. d. [an 7]. Minute.

A. A. G., dossier *Reubell* (J.-J.)

Rappelle les services de J.-J. Reubell, et ajoute : « Le 24 nivôse an 4, le Directoire exécutif l'avait nommé chef de brigade : l'arrêté était signé et expédié. Mais sur l'opposition de son père, qui observa que jusqu'à présent son fils n'avait obtenu d'avancement que par ancienneté, et qu'il ne voulait pas d'autre grade que celui que l'ancienneté devait lui procurer, ses collègues retirèrent l'arrêté et le nommèrent chef de bataillon, et il est depuis ce temps, c'est-à-dire depuis trois ans, chef de bataillon... Le ministre de la guerre propose en conséquence au Directoire Exécutif de faire ce qu'il avait déjà voulu faire il y a près de quatre ans, de le nommer adjudant général chef de brigade. »

501. — Lettre de J.-J. Reubell au duc de Feltre, ministre de la Guerre.

Baltimore, 30 septembre 1816. Original autographe.

A. A. G., dossier *Reubell* (J.-J.)

Demande sa réintégration. « Pendant que mon père était au pouvoir, je n'ai cessé de secourir et de protéger les émigrés. MM. de l'Aigle, Albert d'Orset, de Noailles, de Lavallette et cinquante autres pourront l'attester. » A été persécuté par Bonaparte. « Les instructions du général Moreau, dont je joins copie, prouveront le zèle dont j'étais animé pour l'auguste famille des Bourbons. »

502. — Lettre du duc de Wellington au duc de Feltre (confidentielle).

Paris, 19 février 1817. Original autographe (joint au n° précédent).

A. A. G. Dossier *Reubell* (J.-J.)

« Monsieur le maréchal, j'ai l'honneur de faire passer à V. E. une lettre du général Reubell, qui m'a été remise par une personne venue d'Amérique, avec laquelle je suis lié d'amitié. V. E. sait que je ne vous moleste pas souvent, mais je vous serai bien obligé si

vous voulez avoir la bonté de donner votre attention à la demande que contient cette lettre. »

503. — Passeport accordé par le Comité de Sûreté générale au citoyen Reubell fils, accompagnant son père représentant du peuple auprès de l'armée de Mayence contre les rebelles de la Vendée.

Paris 19 août 1793. Original signé.

Communiqué par M^{me} Migneret de Cendrecourt.

Il s'agit de François-Xavier Reubell, second fils du Directeur.

504. — Arrêté du Directoire exécutif nommant François-Xavier Reubell grenadier de la garde à cheval du directoire.

17 brumaire an 7 (7 novembre 1798). Minute.

A. N., A F III, 554.

505. — Congé absolu délivré par le conseil d'administration de la Garde du Directoire « au citoyen François Reubell, grenadier de la 2^e compagnie à cheval, natif de Colmar, âgé de 19 ans 7 mois..., lequel a servi depuis le 29 frimaire an 7 jusqu'à ce jour ». Congé accordé « d'après sa démission motivée sur son âge, attendu qu'il est né le 6 janvier 1780 (v. s.) »

24 messidor an 7 (12 juillet 1799). Original.

Communiqué par M^{me} de Cendrecourt.

Signalement : « cheveux et sourcils blonds, yeux bleus, nez ordinaire, bouche moyenne, menton rond, visage ovale, taille 1^m,76 ». La « démission » de François Reubell, donnée le jour même du rapport fait aux Cinq-Cents contre son père, n'est peut-être pas sans rapport avec la pièce n° 441. Cf. le n° 30.

C). Son frère Henri.

506. — Etats des services du général Reubell.

Pluviôse an 3. Minute certifiée véritable par H. T. Reubell.

A. A. G., dossier *Reubell* (H.)

Né le 7 mars 1742 à Colmar. A commencé à servir comme dra-

gon au régiment de la Ferronays, compagnie de Bouillé, jusqu'à ce qu'il ait été breveté lieutenant dans la milice d'Alsace, 1^{er} juin 1760. Sous-lieutenant au régiment Royal-Suédois, 28 mai 1761. Sous-lieutenant de grenadiers, 19 juin 1765. Lieutenant 28 juin 1766. Capitaine en second 4 juillet 1777. Capitaine commandant, 31 décembre 1783. Lieutenant-colonel au 96^e régiment, 25 juillet 1791. Colonel au même régiment, 26 octobre 1792. Général de brigade, 26 août 1793. Suspendu le 24 septembre 1793 comme ci-devant noble. Réintégré le 5 brumaire an 3.

Général de division le 7 décembre 1796, mort en 1804.

507. — Autorisation de mariage pour Henri-Thomas Reubell, officier au régiment Royal-Suédois, avec Louise Viviane Verchant, de Suze en Dauphiné, demeurant à Strasbourg, fille de défunts Jean Verchant et Jeanne Dunca.

Colmar, 3 août 1775.

A. de la ville de Colmar, reg. des mariages.

508. — Contrat de mariage entre Henri-Thomas Reubell, capitaine commandant au régiment de Royal-Suédois, veuf de dame Louise Viviane Verchant, et Anne-Louise-Madeleine Warnet, fille mineure de François-Quentin Warnet, conseiller du Roi, président en l'élection de Guise, seigneur de Saint-Algis, Rouchères, l'Escailles, Streppe et Potelle, et de dame Jeanne-Louise Mauroy.

Valenciennes, 9 janvier 1786. Expédition.

Bibl. de la ville de Valenciennes.

Le ms. ne comprend que la première et la dernière feuille du contrat.

On y voit que la future était petite-fille de Jean-Louis Mauroy, ancien conseiller du Roi, intéressé dans ses fermes, et de Anne-Marguerite Poirer Rardenaise de Montaut.

509. — Lettre de Reubell à Bouchotte, ministre de la Guerre.

Paris, 18 brumaire an 2 (9 novembre 1793). Original autographe.

Bibl. de la ville de Colmar, musée.

A eu une entrevue avec les membres des comités de Salut public relativement aux faits imputés à son frère par Levasseur (de la

Sarthe) [il s'agit de l'affaire de Ketterich en Lorraine. V. la *Réimpression du Moniteur*, XVII, 517, et Cap. J. Colin, *la Campagne de 1793 en Alsace*, I, 121-124.) Sa conduite « ne méritait qu'éloge et récompense... Xavier Audouin nous a dit, à Geoffroy mon collègue et à moi, que mon frère n'avait été compris dans la liste des suspendus que comme noble. Or je ne conçois pas comment on l'a pu fabriquer noble pour le suspendre... il est constant qu'il n'a été arrêté et incarcéré que parce qu'il était suspendu, et qu'en conséquence la levée de la suspension sera le terme de tous ses maux. »

Bouchotte a minuté sa réponse au bas. Il estime que c'est au comité seul à prononcer. H. Th. Reubell ne fut élargi qu'après le 9 thermidor. Cf. le n° 223^a t. LXXIII p. 116 et 192.

510. — Billet de Reubell à Nansé.

S.d. [1805]. Original autographe.

Bibl. de la ville de Colmar. V. Ingold, *Miscellanea*, IV, 145.

« Mon cher Nansé, comme tu aimais Henry, mon pauvre frère défunt, tu ne seras pas fâché d'apprendre le mariage de sa fille aînée [avec M. Ramand, capitaine des chasseurs à pied de la garde impériale]. Que le bon Dieu les bénisse ! Ils en ont besoin dans cet état. Nous en savons quelque chose. Je t'embrasse ainsi que ta chère épouse et tes enfants. Ma femme et mes fils se joignent à moi. »

D). Ses beaux-frères.

511. — Autorisation de mariage à Rorschwih entre François-Ignace Maas, avocat, prévôt et procureur fiscal de Fleckenstein, veuf de feu Barbe Arnold, et Anne-Françoise-Charlotte Reubell, fille de Jean Reubell avocat secrétaire interprète et notaire royal à Colmar et de Madeleine-Elisabeth Domitille Simottel, tous deux décédés.

Colmar, 17 juillet 1775. Original.

A. de la ville de Colmar. Mariages.

512. — Pétition de François-Ignace Maas au ministre de la Justice.

Colmar, 16 octobre 1792. Original.

A. N., AA, 33.

Maas demandé une place de traducteur des lois. A été treize ans

avocat secrétaire interprète au Conseil souverain d'Alsace, puis secrétaire interprète au Directoire du Haut-Rhin. « Il ne représentera pas pour avoir la préférence qu'il est père chargé d'une nombreuse famille, qu'il ne se soutenait qu'à l'aide de son état. Mais il demande à être mis au concours avec tous les candidats qui se présenteront, et à n'être employé qu'autant qu'on jugerait qu'il le mérite. »

Jointe la minute d'une réponse de Garat à Reubell, qui avait recommandé Maas. Si le pétitionnaire connaît les « idiomes usités dans les divers départements de la république » on fera le possible pour l'employer.

513. — État du personnel du Secrétariat général du Directoire exécutif.

S. d. (an 5). Minute.

A. N., AF III, 20^a.

Maas y figure comme chef de la division des archives, et antérieurement traducteur des lois au département du Haut-Rhin, puis à l'agence de l'envoi des lois depuis l'an 2. Il devint juge à Mayence sous l'Empire.

V. aussi le n° 441. Maas était peut-être parent de Schérer, car dans le dossier de ce général figure une lettre signée Maas et datée du 16 septembre 1850 dont le signataire demande, comme descendant de la famille de Schérer, la date et le lieu de son décès.

514. — Acte de mariage de Jacques Rapinat de Wissembourg, avocat au Conseil souverain d'Alsace, fils légitime de Guillaume Rapinat et de Madeleine Schlick son épouse habitant audit Wissembourg, et de Marie-Caroline Mouhat, fille légitime de Jacques Mouhat procureur au conseil souverain, et de Marie-Françoise Papigny.

Colmar, 10 novembre 1783. Original.

A. de la ville de Colmar. Mariages.

V. sur Rapinat les notices de Golbéry dans l'*Annuaire du Haut-Rhin* de 1833, et de Véron-Réville dans l'ouvrage n° 64, p. 287, ainsi que le ch. xvii de notre volume *le Directoire et la paix de l'Europe*. Rapinat fut président du tribunal criminel de Colmar de 1792 à 1794, juge au tribunal du Haut-Rhin en l'an 13, conseiller à la Cour de Colmar de 1811 à 1816. Il est mort sans fortune à Sigolsheim le 20 mai 1817.

515. — Acte de mariage entre Auguste-Julien Bigarré, capitaine en second, bataillon des chasseurs de la garde

des Consuls, âgé de 26 ans 10 mois, et Madeleine-Charlotte-Caroline Rapinat, âgée de 17 ans 10 mois.

Sigolsheim, 15 brumaire an 11 (5 novembre 1802). Minute.

Arch. municipales de Sigolsheim. (Communiqué par M. A. Waltz). Charlotte Rapinat est qualifiée « fille du citoyen Jean-Jacques Rapinat, propriétaire de l'Oberhoff audit Sigolsheim, procrée avec dame Charlotte Mouhat, demeurants en ladite commune ». L'officier de l'état-civil est Jean-Jacques Mouhat, grand-père de la mariée. L'Oberhoff, aujourd'hui couvent des Capucins, est la propriété désignée au n° 466. V. aussi le n° 451.

Un autre beau-frère de Reubell, nommé Belot, fut un moment employé comme inspecteur des vivres à la subdivision de Metz. Il fut impliqué dans le procès fait sous le Consulat à la Compagnie Rousseau. Reubell protesta contre son arrestation et essaya d'obtenir de Bonaparte sa mise en liberté (projets ou brouillons de lettres au Premier Consul de fructidor an 11 et nivôse an 12. Collection H.B., de Londres). Reubell dit lui-même que ce Belot est un personnage tout à fait obscur.

IX. — ICONOGRAPHIE DE REUBELL

516. — Portrait en médaillon, tête de profil à gauche, gravé sur cuivre, in-8°.

Dessiné par J. Guérin. Gravé par Fiesinger.

Légende : Jean Rewbel, député des districts de Colmar et Schélestadt à l'Assemblée nationale en 1789.

A Paris, chez l'auteur, quai des Augustins, n° 71, au 3°.

Bibl. nat., Estampes, coll. alphab. de portraits.

M. André Waltz possède une épreuve où la lettre comprend cette indication supplémentaire : *élu président le 23 avril 1791*.

On sait que cette série de portraits a été faite d'après nature. La physionomie de Reubell, avec une moue très caractéristique, est expressive et le profil paraît ressemblant.

517. — Portrait en médaillon, buste de profil à gauche gravé sur cuivre, in-8°.

Légende : Jean Rewbel, bâtonnier des avocats du Conseil souverain d'Alsace, député de Colmar et Schélestadt à l'assemblée nationale de 1789.

Moreau del. Voyez j^{or} sc.

A Paris chez le S^r Dejabin, éditeur de cette collection, place du Carrousel, n° 4.

Bibl. nat., Estampes, coll. Dejabin, t. II, pl. 137.

Dessinée aussi d'après nature, cette gravure ressemble beaucoup à la précédente. C'est de l'une et de l'autre que dérivent toutes celles qui suivent, et surtout le n° 523.

518. — Portrait en médaillon, tête de profil à gauche, gravure à la manière noire, in-8°.

L. A. Claessens, sc.

Légende : Jean Rewbel.

Bibl. nat., Estampes, coll. alphabét. de portraits.

Coll. de M. André Waltz.

519. — Portrait en médaillon, buste de profil à droite gravé sur cuivre, in-8°.

Gravé par Vérité, à Paris, chez l'auteur, rue des Cordeliers, n° 19.

Légende : Jean Rewbel, député du département du Haut-Rhin, ex-président de l'Assemblée nationale.

L'amour de la patrie et l'âme et l'inspire,
Il a l'âme et le cœur d'un vrai républicain.
Si dans tous ses discours la liberté respire,
C'est qu'il pense en Français et qu'il parle en Romain.

LUTAINÉ.

Collection de M. André Waltz.

La Bibliothèque nationale possède une épreuve en contre-partie, lithographiée, non signée.

520. — Portrait en médaillon, tête de profil à droite, gravé, in-12.

Sans légende.

Bibl. nat., Estampes, coll. alphabét. de portraits (provient de la collection Laterrade).

521. — Portrait petit profil à droite, gravé, format 4 × 6 cm.

Légende : Rewbel.

Bibl. nat., Estampes, coll. alphabét. de portraits (provient de la coll. Laterrade).

522. — Trois petits portraits, têtes de profil gravées sur acier, in-16.

Légende : « Drei französische Conventsglieder von sehr heterogener Art : Reubell, Cambon, Carrier ».

Bibl. nat., Estampes, coll. alphab. de portraits.

523. — Portrait buste de 3/4 à droite, in-8°.

Lithog. Veuve Decker.

Signature lithographiée : Reubell.

Coll. de M. André Waltz.

524. — Portrait buste de profil à droite, lithographié, in-4°.

Billiard del. Impr. lith. de Delpech.

Légende : Reubell.

Bibl. nat., Estampes, coll. alphabét. de portraits.

525. — Même portrait, réduit de 1/3, in-8°.

Impr. lith. de Delpech.

Signature lithographiée : Reubell.

Coll. de M. André Waltz.

526. — Portrait en médaillon, demi-buste de profil à gauche, gravure sur cuivre, in-8°.

F. Bonneville del. J. B. Compagnie sculp.

Costume de membre du Directoire.

Légende : J. Rewbel, membre du Directoire exécutif. Né à Colmar, en 1746.

A Paris, rue Saint-Jacques, n° 195.

Bibl. nat., Estampes, coll. alphab. de portraits.

Collect. de M. André Waltz.

La Bibl. nat. possède une autre épreuve, sans la mention de la date de naissance, et avec l'adresse : A Paris, rue du Théâtre français, n° 4.

Ce portrait rappelle beaucoup le n° 516, et paraît ressemblant. Il est reproduit en tête du présent recueil.

527. — Portrait en médaillon, profil à droite, contrepartie de la gravure précédente, réduite et sans nom d'auteur, in-12.

Légende : Rewbel.

Bibl. nat., Estampes, coll. alphab. de portraits.

528. — Portrait en pied, profil à gauche ; gravure sur cuivre, coloriée au lavis, in-4°.

Légende : J. Rewbel. Membre du Directoire exécutif. Né à Colmar en 1746. En petit costume.

A Paris, chez Bonneville, rue Jacques, n° 195.

Bibl. nat., Estampes, coll. alphabét. de portraits.

529. — Portrait de fantaisie, en pied et de face, gravure sur cuivre coloriée au lavis.

Légende : J. Rewbel. Costume des membres du Directoire exécutif de la République française.

A Paris, chez Bonvalet, rue des Chiens, n° 2.

Bibl. nat., Estampes, coll. alphabét. de portraits.

ERRATUM. — Le n° 35, p. 40, et le n° 164, p. 69, font double emploi.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX

A

Aboukir, 143.
Abrantès (Duchesse d'), 108.
Agut, 130.
Albert (Jacob-Louis), 130.
Albert (Jean-Bernard), 38, 42, 54, 66, 134, 153.
Albert (Mathias), 130.
Albert (N...), 133.
Albestroff, 131.
Alger, 166.
Algolsheim, 44.
Alquier, 146.
Allkirch, 72, 79, 83.
Ambert, 101.
Ammerschwuhr, 138, 139.
Andolsheim, 44.
André (du Bas-Rhin), 19, 31.
Andlau (Abbé d'), 80.
Andlau (Général Comte d'), 80.
Antoine (Ignace) 102.
Antonelle, 120.
Antraigues (d'), 118, 130.
Appenwehr, 44.
Arcueil, 23, 25, 162.
Arnault, 27, 30, 107.
Arnold, 64.
Arnold (Barbe), 38, 170.
Assweiler, 90.
Aubert-Dubayet (Général), 150.
Audouin (Xavier), 170.
Augereau (Général), 129, 130.
Aulard (A.), 59, 105, 145.
Aumont-Valentinois (Duchesse d'), 149.

B

Babeau (A.), 109.
Babeuf, 127.
Bailleul (J. Ch.), 106.
Bailly, 64.
Bdle, 17, 19, 66, 80, 81, 89, 92, 95, 96.
Ballot (Ch.), 105.
Baltimore, 146, 152.
Barante (A. de), 32, 111.
Barbet, 121, 122.
Barère, 18, 58, 86.
Barendorf, 90.
Bar-le-Duc, 58.
Barr, 82, 130.
Barras, 21, 23, 24, 30, 33, 34, 105, 109, 111, 112, 114, 115, 117, 120, 121, 129, 137, 139, 148.
Barrucand (V.), 89.
Barruel-Beauvert, 115.
Barthélemy (François), 21, 89, 92, 95, 96, 106, 111, 115.
Barthélemy, 128.
Bassenberg, 50.
Baudot, 107.
Bauer, 135.
Beblenheim, 43.
Béchéle, 72.
Becker, 135.
Belfort, 39, 65, 66, 149.
Belloy (Marquis de), 41.
Belot, 172.
Benfeld, 53.
Bentabole, 108, 130.
Berckheim (Baron de), 71.
Berlin, 101.

Bernadotte (Maréchal), 150.
 Bernard, 54, 140.
 Berthollet, 162.
 Bertrand (du Calvados), 28.
Besançon, 142.
 Betting de Lancastel, 68.
 Beuchot (I.), 75.
Bicêtre, 111.
 Bigarré (Général), 146, 171, 172.
 Bigarré M^{me}, née Charlotte Rapinat
 159, 171, 172.
 Billaud-Varenne, 144.
 Billing, 46, 75.
 Biron (Général duc de), 82.
Bischwihl, 44.
Bischwiller, 70.
 Blanchard, 66.
 Blau, 120, 135.
 Blauw, 93.
 Blaux, 91.
 Blutel, 134.
 Bockenheimer, 88.
 Böhmer, 135.
 Boisgauthier (de), 48.
 Bois-Guy (du), 102.
 Bonaparte (Hortense), 146.
 Bonaparte (Jérôme), 24, 146, 152.
 Bonaparte (Joseph), 146.
 Bonaparte (Joséphine), 24, 146, 151-153
 Bonaparte (Napoléon), 21, 22, 24, 25,
 29, 30, 33, 80, 106, 108, 110-112,
 130, 133, 143, 146, 147, 150-153, 165,
 167, 172.
 Bonneville, 175.
 Bonnier, 146.
Bordeaux, 39.
 Bouchotte, 169, 170.
 Boug (Abbé de), 74.
 Boug (Henri de), 37.
 Bourlonton (E.), 34.
 Boutay, 91.
 Bouverot, 145.
 Bouvier (Félix), 88.
Bouxviller (Bas-Rhin), 63.
 Brambt, 50.
Brême, 94.
Brest, 19, 116.
 Brette (A.), 49.
Brisach, 163.
 Broglie (Victor, prince de), 48, 50-54,
 66, 81.

Brotier (Abbé), 128, 144.
Bruchsal, 42.
 Bruges (de), 53.
 Brunck, 68.
 Brune (Général), 146.
 Brunschwig (Joseph), 71.
 Buffévent (Comte de), 56.
 Buzot, 63.

C

Cadet de Vaux, 146.
Cadix, 116, 166.
 Cahier, 73.
 Calmet (Françoise), 36, 37.
 Cambon, 174.
Campoformio, 150.
 Camus, 60, 134.
 Canclaux (Général), 18.
 Carnot (Lazare), 30, 32-34, 74, 75, 82,
 106, 109, 110, 115, 128, 147, 150.
 Carnot-Feulint, 106, 109, 110, 123.
 Carré (Henri), 60.
 Carrier, 85, 174.
 Castellain, 129.
 Caudrillier, 113.
 Cavalier, 150.
 Cendrecourt (M^{me} de), 108, 168.
 Chambé (Fr. X.), 140.
 Championnet (Général), 22, 146.
 Charavay (Et.), 75, 130.
 Chasset, 62, 64.
 Chassin (Ch.-L.), 86, 88.
 Chauffour (L.-I.), 49-51, 53, 54.
 Chauffour (Félix), 147.
 Chaumont de la Galaizière, 46, 47.
 Chauveau-Lagarde, 68.
 Choudieu, 89.
 Chuquet (A.), 88, 90, 130, 135, 148.
 Claessens, 173.
 Clarke (Général), 96, 167.
 Clerfayt (Général), 100.
Clermont-Ferrand, 101.
 Cléry (M^{me}), 165.
Coblentz, 78.
 Cochon-Lapparent, 95.
 Codoûin (Marquis de), 39.
 Colbert (Marquise de), 162.
 Colin (Capitaine), 170.
 Collombel, 72.
Colmar, 13-15, 17, 19, 23, 25, 28-31

40-42, 46-50, 52, 53, 55, 56, 60, 65-68, 71, 74, 75, 82, 90, 100, 102, 118, 133, 139, 146-148, 153-155, 160-166, 168, 171, 173, 175.
Cologne, 136.
Compagnie, 175.
Coquebert-Montbel, 68.
Corvisier, 101.
Cottin (Paul), 147.
Couchepin, 133.
Cougny (G.), 34.
Courtois, 131.
Coustard, 74, 82.
Couteau, 158.
Creuzé-Latouche, 102, 134.
Crévecœur (R. de), 58.
Custine (Général de), 84.
Cuchaven, 94.

D

Daal (?), 90.
Daunou, 98.
Debidour (A.), 104, 117, 120, 123-125, 127, 128, 136, 138.
Debry (Jean), 146.
Décembre-Alonniér, 32.
Decker (Veuve), 174.
Delacroix (Charles), 132.
Delarue (Abbé), 56.
Delille (Abbé), 111.
Delle, 14.
Delpech, 175.
Dentzel, 134.
Desaix (Général), 97.
Deschamps (L.), 58.
Deschappelles, 125.
Desmoulins (Camille), 15, 70.
Despaze, 114.
Desplaces (E.), 32.
Desportes (Félix), 90, 165.
Deux-Ponts, 90, 91.
Didot (Firmin), 32-34.
Domfront, 128.
Dorsch, 120, 135.
Douai, 63.
Doulcet, 92.
Drouineau, 42.
Drüling, 90.
Dubignon, 121.

Dubois (du Haut-Rhin), 134.
Dubois-Dubais, 28.
Dulaure, 110.
Dumas (Général Mathieu), 58, 81.
Dumonchau, 41.
Dumouriez (Général), 80, 81.
Dunca (Jeanne), 169.
Dupenty, 149.
Du Pont (de Nemours), 108.
Duport (Adrien), 62.
Duquesnoy, 15, 58.
Düring (Ph. E.), 46, 47.
Dürrenentzen, 44.
Duruy (G.), 105.
Dutertre (Général), 102.
Duval, 149.
Duverne de Praile, 20, 128.

E

Englander (Abbé), 42.
Ernouf (Général), 150.
Ernst, 158.
Érostrate, 15, 57.
Esterhazy (Comte), 63.
Euler, 135.

F

Fabre de l'Aude), 111, 113.
Ferrette, 133.
Fieglé, 147, 156, 157.
Fiesinger, 173.
Flachat, 129.
Flachslanden (Bailli de), 80.
Flachslanden (Général de), 80.
Fleckenstein, 38, 170.
Fleurent (Joseph), 41.
Fleurent (J.-B.), 164.
Forfait, 30.
Fortescue, 108.
Fortschwihl, 44.
Fouché, 146.
Francœur, 102.
François (de Neufchâteau), 140.
François, 142.
Frick (M^{lle}), 140.
Froidot, 130, 131.
Funck, 70.

G

Gallois (Léonard), 113.
 Garat (D. J.), 107, 171.
 Garnier (de Saintes), 134.
 Gay-Vernon, 100.
 Gechter, 157.
 Geoffroy, 170.
 Ginsburger, 69.
 Girardin, 57, 113.
 Girod-Pouzol, 134.
 Gleiss (M^{me}, née Riss), 132.
 Glézen, 62.
 Gloxin, 77.
 Gobel, évêque de Lydda, 56.
 Gobert, 134.
 Goethe, 34.
 Goguel, 45.
 Golbéry (Ph. de), 28, 34, 133, 171.
 Gorsas, 58.
 Gossin, 61.
 Grave (de), 80.
 Grégoire, 33.
 Grégoire (Abbé), 63.
 Grenelle, 112.
 Grenville (Lord), 108.
 Gross, 130.
 Grugeon, 30.
 Gueberschwihr, 49, 50.
 Guentz, 131.
 Guérin (J.), 173.
 Guérin (Anne-Catherine), 38.
 Guise, 169.
 Guittard, 14.
 Guittton, 102.
 Guyot, procureur, 41.
 Guyot (R.), 49, 112, 113.

H

Haguenau, 51, 54, 64, 67, 132.
 Häfelin, 137.
 Haindel (Ch.-Fr.-Fréd. de), 41.
 Haindel (Ph.-A. de), 41.
 Hamel (Ernest), 111.
 Hanriot, 18.
 Harambure (Général d'), 81, 82.
 Hardenberg (Baron de), 97.
 Harzkirchen, 90.
 Haussmann, 17, 87, 91, 128.
 Havre (Le), 159.

Heckrat, 136.
 Heimberger, 135.
 Heitz (F.-C.), 68, 74.
 Heitz, 133.
 Hell (Fr.), 60, 67.
 Henriquez, 114.
 Henry, 109.
 Hermann, 14, 54.
 Herzog, 42.
 Herzog (Dr), 49.
 Hirsingen, 72.
 Hirtz Salomon, 160, 161.
 Hoche (Général), 116, 128.
 Hofer (Dr), 32.
 Höfling, 135.
 Hoffmann (Abbé Ch.), 40, 43, 49, 69, 70, 72.
 Hoffmann (A.-J.), 136, 137.
 Hoffmann (Bailli), 53.
 Hohenlohe (Prince de), 90.
 Holl (J.-B.), 138.
 Holdt (M.-A. de), 41, 45, 51.
 Horbourg, 13, 43-45.
 Horrer, 134, 135.
 Hosemann (M^{me}), 30, 164.
 Housset, 142, 143.
 Hüffel, 31.
 Hunawehr, 44.
 Humingue, 56, 133.
 Hurth, 76.

I

Illkirch, 61.
 Ingersheim, 138.
 Ingold (Angel), 75.
 Ingold (A. M. P.), 48, 148, 156-158, 160.
 Isar, 130.
 Isenheim, 156, 160, 163.

J

Jay, 27, 30.
 Jeanmaire, 45.
 Joubert (Général), 150.
 Joubert, 99.
 Jourdan (Maréchal), 147, 150.
 Jourdain (E. L.), 28.
 Jouy, 27.

K

Kahn (L.), 69.
Katzenthal, 138.
Kauffmann (J.-B.), 138.
Kauffmann (J.-L.), 54, 134.
Kaulek, 89.
Kempff, 80.
Kirberg, 93.
Kléber (Général), 18, 79, 88, 136.
Klein, 155.
Klenk, 56.
Krug-Basse (J.), 40.
Kühlmann (J.-B.), 29.
Kuscinski, 89.

L

Lacretelle, 110.
Lafayette (Général), 64.
Lagarde, 121, 122, 129.
La Haye, 85.
L'Aigle (de), 167.
Lalanne (L.), 32.
Lameth (Ch. de), 63.
Landau, 56, 166.
Langenberg-Wagenbourg (de), 80.
Laplace, 162.
Laporte, 129.
Laquiante, 96.
La Revellière-Lépeaux, 20, 21, 23, 30,
34, 35, 105, 106, 110, 111, 115, 117,
123, 145, 146.
Larive, 132.
Larousse, 33.
La Salcette, 131.
Laurent (E.), 85.
Lavallette (Comte), 107.
Lavallette (de), 167.
Lavie, 14, 78, 82.
Lavilleurnoy (de), 128.
Lebeau, 145.
Lefebvre (Maréchal), 24, 107, 132, 148,
153.
Legrand (L.), 89, 94.
Lehodey, 58.
Leoben, 21, 112, 150.
Lepelletier-Saint Fargeau, 85.
Le Roy, 64.
Lesterpt-Beauvais, 100.
Le Tourneur, 98, 125.

Levasseur (de la Sarthe), 169.
Lévy (Aron), 71.
Lille, 21.
Liblin (J.), 75.
Linange (Comtes de), 91.
List, 130.
Lobstein, 42.
Loliée, 113.
Lombard-Lachaux, 131.
Londres, 101, 118, 151, 161, 172.
Longuyon, 131.
Louis XV, 113.
Louis XVI, 15, 17, 27, 29-31, 61, 63,
78, 84, 87, 105, 108.
Louis XVIII, 103.
Louis-Philippe I^{er}, 25.
Loyson, 42, 47.
Luckner (Général), 16, 76, 78, 79, 84.
Lutaine, 174.
Luxeuil, 137.
Lydda (Evêque de), voyez Gobel.

M

Maas (Fr.-L.), 38, 39, 144, 170, 171.
Maas (Madeleine-Pétronille), 38.
Mackau (Baron de), 101.
Madur, 101.
Mallet du Pan, 109.
Mannheim, 78.
Manuel (?), 149.
Marat, 85.
Marcksheim, 132, 155.
Maret, 21.
Maribon-Montaut, 86.
Martin (Arbogast), 73.
Masson (Frédéric), 147.
Mathieu, avocat, 53.
Mathieu (de Heudosheim), 131, 132.
Mathiez (A.), 112.
Matzenheim, 54.
Mauroy (J.-L.), 169.
Mauroy (Louise), 169.
Maury (Abbé), 55.
Mautouchet, 88.
Mavidal, 85.
Mayence, 17, 18, 20, 21, 28, 30-32, 34,
84-87, 100, 110, 135-137, 152, 168, 171
Mayenne, 102.
Mazary, 167.
Mellet (M^{lle}), 63.

Mengaud (Joseph), 111.
 Merlin (de Douai), 20, 23, 28, 30, 92,
 94, 109, 116, 123, 127-129, 140, 145.
 Merlin (de Thionville), 17-20, 79, 80,
 83, 87, 88, 91, 96-99, 110, 131.
 Métin (A.), 59.
 Metternich (Mathias), 136.
Metz, 31, 136, 172.
 Metzger (J.-U.), 71.
 Meyenfeld, 136.
 Meyer, 92, 93.
 Meyer (Anton), 33.
 Meyer (F.-J.-L.), 148.
 Michaud, 31, 32.
 Michel (André), 109.
 Mirande, 120.
Mittelwihr, 44.
 Monin, 140.
 Montpellier, 28.
 Moreau (Général), 25, 167.
 Moreau (J.-M., le jeune), 173.
 Mossmann, 34, 36, 69, 70.
 Mouhat (Antoine), 38.
 Mouhat (Jean-Jacques), 38, 39, 65,
 154, 160, 163, 171, 172.
 Mouhat (Marie-Charlotte), voy. Rapi-
 nat (M^{me}).
 Mouhat (Marie-Anne), voy. Reubell
 (M^{me}).
 Mueg. 71, 73.
Mulhouse, 29, 82.
 Müller, 102, 103.
 Müller (M^{me}), 159.
Munster (Haut-Rhin), 16.
 Muy (Comte du), 44.

N

Nancy, 31, 135.
 Nansé (G.-X.), 148, 155-163.
 Nansé (M^{me}), 156, 157.
 Napoléon 1^{er}, voy. Bonaparte (Na-
 poléon).
 Napoléon III, 106, 108.
 Nebel, 132.
 Necker, 52, 54.
Neuf-Brisach, 17, 81.
 Neyremand (de), 40, 69.
Niedermorschwihr, 138.
 Nimis, 135.
 Norvins (de), 27.

O

Oberentz, 158-161.
 Och, 135.
 Ochs (Pierre), 22, 80, 81, 112.
 Olive, 64.
 Orléans (Philippe, duc d'), 16, 74.
 Orset (d'), 167.
 Ossembach (M^{me} d'), 102.

P-Q

Pallain, 116.
 Papigny (Claude), 38.
 Papigny fils, 131, 134.
 Papigny (M^{lle}), 164, 171.
Paris, 17, 19, 23, 59, 94, 166.
 Paterson (M^{lle}), 147.
 Petion, 62.
 Pfister (Chr.), 45.
 Pflieger, 14, 56, 133, 140.
 Philippeaux, 88.
 Pichegru (Général), 95, 97, 98, 113.
 Pillot, 40.
 Pinon (de St.-Amand), 162.
 Pitt (William), 146.
 Pleisser, 136.
Plombières, 114, 137, 138, 147.
 Poirat Rardenaise de Montaut (Mar-
 guerite), 169.
 Poirot, 167.
 Pommadaire, 102.
Pompignac, 39.
 Pontavice (de), 102.
 Porcher, 134.
Porrentruy, 66.
 Poterat, 109.
 Poulter, 121.
 Prieur (C.-A., de la Côte-d'Or), 74, 82.
 Probst, 133.
 Pujol, 68.
 Puységur (Comte de), 52.
 Querini, 106, 112.

R

Rabbe, 30, 32.
 Ramand (Capitaine), 170.
 Ramel, 93, 95, 123.
Randan, 101.
 Rapinat (J.-J.), 16, 22, 23, 28-30, 39,
 57, 65, 108, 111, 112, 139, 142, 143,
 145, 146, 154, 160, 161, 164, 171, 172.
 Rapinat (Guillaume), 171.

Rapinat (M^{me}, née Marie-Charlotte Mouhat), 158, 161, 171, 172.
 Rapinat (Charlotte), voy. Bigarré (M^{me}).
Rastatt, 22, 133, 149, 152.
 Rathgeber, 34, 43, 75.
Réguisheim, 41.
 Reichstetter, 44.
 Reiset (Comte de), 148.
 Rémusat (de), 152.
 Rencker, 46, 63.
Rennes, 60.
 Resch, 103, 133, 139.
 Reubell (Anne-Françoise-Charlotte), 37, 170.
 Reubell (Claude-Armand), 37.
 Reubell (François-Philippe), 38.
 Reubell (François-Xavier), frère du Directeur, 36, 40, 46, 47.
 Reubell (François-Xavier), fils du Directeur, 14, 19, 25, 39, 144, 168.
 Reubell (Général Henri-Thomas), 37, 47, 63, 116, 166, 168-170.
 Reubell (Jean), père du Directeur, 13, 36, 38, 42, 153.
 Reubell (Général Jean-Jacques), 14, 19, 24, 39, 82, 116, 117, 146, 147, 152, 166-168.
 Reubell (Marie-Suzanne-Philippine), 37.
 Reubell (Philippe-Louis), 38, 40, 47.
 Reubell (Pierre-Sébastien), 38.
 Reubell (M^{me}, née Marie-Anne Mouhat), 14, 29, 38, 39, 90, 109, 131, 156, 157, 165.
 Reuss (R.), 58.
 Reverchon, 109, 134.
Rezingen, 90.
 Reynaud (J.), 80, 87.
Rheinfelden, 95.
 Richard, 93, 95.
 Richer-Serisy, 127.
 Richert, 118.
 Rieffel (Veuve), 135.
Riquewihr, 13, 43-45, 50.
 Ristelhuber (P.), 33.
 Ritter (F.-J.), 74, 82, 133.
 Rivaud, 96-100, 134.
 Roberjot, 146.
 Robert (A.), 34.
 Robert (J. B. M.), 27.

Robespierre, 15, 18, 27, 30, 108.
Roderen, 74.
 Rohan (Cardinal Louis de), 64.
 Ronsin, 18, 86.
Rorschwihr, 38, 170.
 Rossignol (Général), 18, 31, 86.
Rouen, 102.
Rouffach, 77-79, 133, 140.
 Rousset, 145.
 Roux-Fazillac, 131.
 Ruelle, 28, 132.
 Rungs (de), 42.

S

Sagnac, 69.
Saint-Cloud, 33, 61.
 Saint-Fal, 132.
Sainte-Croix, 159, 163, 164.
 Sainte-Preuve, 30.
 Saladin, 131.
 Saliceti, 108.
 Salomon (de), 72.
 Samuel (René), 34.
 Sandherr, 46, 56.
 Sardou (Victorien), 147.
Sarrebruck, 136.
Sarreguemines, 91.
Saulx, 131.
 Schäffer, 138.
 Schauenbourg (Général), 166.
 Schauenbourg (Baron de), 80.
 Scheid, 69.
Schéleslad, 13, 14, 36, 48, 49, 50, 53, 172.
 Scherb (N.), 138.
 Schérer (Général), 23, 28, 108, 119, 122, 142, 145, 147, 149, 150, 171.
 Schérer (M^{me}), 159.
 Schirmer (J. B.), 133, 134.
 Schlick (Madeleine) épouse de Guillaume Rapinat, 171.
 Schmeltzer, 167.
 Schmutz (D.), 75.
 Schreiber, 136.
 Schwan, 142.
 Schweicard, 135.
 Schwendt, 63, 133.
 Sciout (L.), 112.
Seltz, 150.
 Sieyès, 19, 27, 28, 85, 92-94, 112, 114.

Sigolsheim, 16, 57, 154, 155, 161, 163, 172.
Simon (Sébastien), 100, 133, 156-158.
Simon (M^{me}), 158.
Simottel (Claude-Élie), 36.
Simottel (Domitille), épouse de Jean Reubell, 13, 36-38, 170.
Sommerock, 159, 160, 162.
Sorel (A.), 89, 96, 112.
Soultzmatt, 38.
Spetz (Georges), 19, n.
Spire, 42, 78.
Staël (Mme de), 110, 113.
Stainville (Maréchal Comte de), 50-52.
Steinem, 135.
Strasbourg, 13, 31, 58, 64, 74, 77, 96, 130, 132, 133, 136, 169.
Suard, 107, 127.
Sundhofen, 44.
Swinburne, 109.
Sybel (H. de), 106.

T

Talleyrand, 21, 24, 113, 145, 146.
Tallien, 108.
Tausserat-Radel, 89.
Templier, 162.
Thiers, 32, 34, 111.
Thugut (Baron de), 146.
Tourneux (M.), 115.
Toustain, 101.
Treilhard, 20, 145, 146.
Trenlé, 164, 165.
Trouvé, 146.
Tuetey, 162.
Tunis, 94.
Türkheim, 133.
Türkheim (de), 60.

U

Utrecht, 93.

V

Valenciennes, 63.
Vandal (A.), 145.

Varennnes, 15, 29.
Vendée, 31.
Verchant (Louise-Viviane), 169.
Verchant (Jean), 169.
Vérité, 174.
Véron-Réville, 33, 49, 69, 171.
Versailles, 14.
Vertamy, 19.
Viellh de Boisjolin, 30.
Viel, 44.
Vienne (Autriche), 150.
Villiaumé, 31.
Vögel, 133.
Volgelsheim, 44.
Vouesch, 101.
Voyez, 173.

W

Wallon, 86, 88.
Waltz (André), 28, 29, 46, 48, 49, 55, 56, 75, 172-175.
Warnet (Quentin), 169.
Warnet (Madeleine), 169.
Wedekind, 130.
Weibelambach, 154, 155, 159, 163.
Weiss, 136.
Wellington (Duc de), 25, 167.
Westermann, 64.
Wilhelm (Valentin), 19.
Wimpffen (Général de), 77, 79.
Wintzenheim, 44, 160.
Wiscowich, 106.
Wissembourg, 56, 171.
Wolfgantzen, 44.
Wolfskirchen, 90.
Worms, 78.
Wurtemberg (Duc de), 13, 43-45, 99.

Y

Yves (Renaud), 118, 140.

Z

Zaiguélius (Abbé), 64.
Zeyer (F.), 50.
Zillisheim, 71.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1
Note sur l'orthographe du nom de Reubell.....	11
Précis chronologique.....	13
I. — Notices biographiques.....	27
II. — Généalogie.....	36
III. — Reubell avant la Révolution.....	40
IV. — Reubell député aux États généraux et à l'Assemblée Constituante.....	48
V. — Reubell procureur général-syndic du Haut-Rhin.....	73
VI. — Reubell représentant du peuple à la Convention natio- nale.....	84
VII. — Reubell membre du Conseil des Cinq-Cents et du Di- rectoire exécutif.....	104
VIII. — Reubell membre du Conseil des Anciens. Ses dernières années.....	142
IX. — Iconographie	173
Table alphabétique des noms propres.....	177

Vu le 3 décembre 1910.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISSET.

Vu et permis d'imprimer.

*Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,*

L. LIARD.

